

- LA REVUE D'HISTOIRE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN -

SaguenayensiA

Volume 48, numéro 2, avril-juin 2006



L'arrondissement Jonquière

7,95\$

MERCI À NOS GÉNÉREUX DONATEURS!

MEMBRES HONORAIRES

Alcan
M. Robert Bergeron, Saint-Lambert

M^e Marcel Claveau, Chicoutimi
Mgr Jean-Guy Couture, Chicoutimi

M. Albert Larouche, Chicoutimi
M. Paul-Gaston Tremblay, Chicoutimi

MEMBRES CORPORATIFS (500 \$ ET PLUS)

Abitibi-Consolidated inc.
CEM Consultants inc., Chicoutimi

Sœurs Antoniennes-de-Marie, Chicoutimi
Sœurs Augustines, Chicoutimi

Sœurs Ursulines, Roberval

MEMBRES À VIE

Dr Louis Bélanger, Montréal
M. Paul-A. Bergeron, Chicoutimi
Dr Jean-Charles Claveau, Québec
Mme Annette S.-Fortin, Hébertville
M. Réjean Fournier, Jonquière
M. Gérard Gaudreault, Chicoutimi
M^e Claude Gauthier, Chicoutimi
Mme Pierrette Girard-Beaulieu, La Tuque
M. Gilbert Gravel, Chicoutimi

Dr Richard Harvey, Sherbrooke
M. Desmond Hudson, Plainfield, NH
M. Patrick Lapointe, Jonquière
M. Roger Larouche, Falardeau
M. Jean-Marie Lemay, Alma
M. Paul-Eugène Lemieux, Jonquière
M. Réal Lévesque, Jonquière
M. Maurice Ouellette, Chicoutimi
M. Bernard Pelletier, Chicoutimi

M. Georges-Henri Perron, Chicoutimi
Mme Monique Perron, Québec
M. Gilles Rinfret, Chicoutimi
M. Roger Samson, Beauport
M. Gérard Tremblay, Chicoutimi
M. Jean-Hugues Tremblay, Chicoutimi
M. René Tremblay, Chicoutimi
Mme Céline Turcotte, Chicoutimi
Abbé Jean-Paul Vincent, Albanel

MEMBRES BIENFAITEURS (100 \$ À 499 \$)

Mme Laurette Angers, Jonquière
M. Jean-Eudes Bergeron, Métabetchouan
M. Réjean Bergeron,
Mme Marie Dharmalingam, Toronto
M. Aimé Gagné, Ville Saint-Laurent
M. Fernand Gagnon, La Baie

M. C. A. Gauthier, Jonquière
Mme Michelle Harvey, Québec
Mme Ruth B. Lachapelle, Boucherville
M. Alyre Martin, Chicoutimi
M. Gérard-A. Morin, Alma
M. Jean-Marc Patoine, Jonquière

M. Maurice Potvin, Montréal
M. Rémi Roussel, Chicoutimi
M. Jean-Pierre Saint-Laurent, Alma
Dr Yves Savard, Chicoutimi
M. Jean-Marie Villeneuve,
Sœurs de Notre-Dame du Bon Conseil, Chicoutimi

MEMBRES DE SOUTIEN (20 \$ À 99 \$)

(50 \$ À 99 \$)

M. Michel-Marc Bouchard, Montréal
M. Bernard Cauchon, Laterrière
M. Miville Corneau, Chicoutimi
M. Rosaire Desgagné, La Salle
M. Thomas Donohue, Montréal
Mme Janine Dufour-Boucher, Jonquière
R. P. Albert Dumont, Montréal
M. Jean-Marie Hachey, Chicoutimi
M. Éric Gagnon, Chicoutimi
M. Albert-E. Jean, Chicoutimi
M. Jean Lessard, Boisbriand
M. Maurice Ouellette, Chicoutimi
M. Camil Plourde, Chicoutimi
M. Henri-Louis Renaud, Jonquière
M. Jean Riverin, Chicoutimi
M. Eugène Roy, Métabetchouan-Lac-à-La-Croix

M. Raoul Bastarache, Ville d'Anjou
Mme Céline T-Beaulieu, Québec
Mme Jacqueline Beaulieu, Chicoutimi
M. Gabriel Bouchard, Charlesbourg
Abbé Rosaire Côté, Métabetchouan
M. Pierre De Champlain, La Baie
M. Constant Dallaire, St-Ambroise
M. Jean-François Drapeau, Notre-Dame-du-Lac
Mme Michèle Dubuc, Ste-Adèle
M. Armand Gagnon, La Baie
M. Victor Gagnon, Chicoutimi
M. Fernand Gravel, Chicoutimi
M. Jacques Gravel, Chicoutimi
M. Joseph Gravel, Chicoutimi
M. Raymond Labbé, Scott-Jonction
M. Jacques Lambert, Sainte-Foy
M. Benoit Larouche, Saint-Léonard
M. Claude Larouche, Chicoutimi
M. Réginald Lavoie, Saint-Fulgence

(20 \$ À 49 \$)

Abbé Camil Lévesque, Chicoutimi
M. C.-E. Lévesque, La Baie
M. Gilles Maltais, Chicoutimi
Mme Helen Marshall, Jonquière
M. Jean Perron, Saint-Charles-Boromé
Dr Alyre J. Picard, Alma
M. François Plourde, Montréal
M. Claude Potvin, Laterrière
M. Claude Richard, La Baie
M. Marcel Sainte-Croix, Saint-Fulgence
Sœur du Bon-Pasteur de Chicoutimi
M. Michel Savard, Chicoutimi
Mme Claire Simard, Jonquière
M. Richard Simard, Jonquière
M. Daniel Tremblay, Jonquière
M. Joseph-Édouard Tremblay, Chicoutimi
Mme Pierrette Tremblay, Chicoutimi
Mme Françoise Villeneuve, La Baie

La Société historique du Saguenay tient à remercier ceux et celles qui donnent 20 \$ et moins.



Publications en ligne de la Société historique du Saguenay

Recherche

- ⊙ La recherche s'effectue par mots-clés parmi les titres et les auteurs de chaque numéro, en utilisant un thème, un endroit, une année ou un auteur précis. La base de données recherche tous les mots inscrits individuellement dans l'indexation.
- ⊙ La reconnaissance optique de caractères (ROC) est active à chaque fichier numérique. Pour une recherche à l'intérieur de chaque numéro, il est conseillé d'utiliser la boîte de dialogue *Rechercher / Find* (CTRL + F).
- ⊙ Tous les titres d'articles sont répertoriés dans la table des matières des fichiers numériques (signets).

Règles d'utilisation

- ⊙ Les auteurs conservent leurs droits d'auteurs.
- ⊙ La Société historique du Saguenay conserve ses droits en tant qu'éditeur.
- ⊙ En vertu des dispositions de la [Loi sur le droit d'auteur](#), les articles parus ne peuvent être reproduits totalement ou partiellement, traduits, distribués ou adaptés sans l'autorisation écrite de l'auteur et de la Société historique du Saguenay.
- ⊙ La référence aux informations disponibles est obligatoire. Elle doit comprendre les noms et prénoms des auteurs, le titre de l'article, le titre du périodique, l'année de publication ainsi que la page de référence.
- ⊙ Il est de la responsabilité de l'utilisateur de se conformer aux différentes lois en vigueur.

Bases de données en ligne

- ⊙ Pour plus de contenus historiques, des lectures et recherches supplémentaires sont possibles grâce aux bases de données¹ de la Société historique du Saguenay au www.shistoriquesaguenay.com :
 - Publications en ligne
 - Archives en ligne
 - Bibliothèque en ligne
 - Images en ligne
 - Capsules historiques
 - Et autres

Devenir membre de la Société historique du Saguenay

- ⊙ Avec votre appui, vous participez à la mission de la Société historique du Saguenay qui est de diffuser, acquérir, traiter et conserver le patrimoine documentaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Être membre de la Société historique du Saguenay vous donne accès à la revue d'histoire *Saguenayensia*, ainsi qu'à des escomptes sur des produits en boutique et des reproductions de documents d'archives. Visitez notre [boutique en ligne](#) pour découvrir la variété des produits disponibles.

¹ Les bases de données disponibles peuvent varier.



SAGUENAYENSIA

Publiée depuis 1959 par la Société historique du Saguenay

Volume 48, numéro 2, avril-juin 2006

La revue d'histoire régionale *Saguenayensia* est publiée trimestriellement par la :

Société historique du Saguenay

930, Jacques-Cartier Est,

Chicoutimi, Québec

G7H 7K9

Tél. : (418) 549-2805

Fax : (418) 549-3701

Courriel : shs@cybernaute.com

Site internet : www.shistoriquesaguenay.com

Les avis de changement d'adresse, les exemplaires non distribués et les demandes d'abonnement doivent parvenir à l'adresse mentionnée ci-dessus. Port de retour garanti. Envoi de publication : enregistrement n° 08720. Postes Canada : n° client 02093618.

La revue *Saguenayensia* reconnaît l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour ses dépenses d'envoi postal.

La direction de *Saguenayensia* laisse aux auteurs l'entière responsabilité de leur texte. Les articles parus dans *Saguenayensia* ne peuvent être reproduits, traduits ou adaptés sans l'autorisation écrite de l'auteur et de la Société historique du Saguenay.

La Société historique du Saguenay est membre de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec.

La revue *Saguenayensia* est subventionnée par la Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Dépôt légal : 2^e trimestre 2006
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN0581-295X

Tarifs d'abonnement : Particulier : 30 \$
Institutions : 40 \$
Autres pays : 45 \$
Ce numéro : 7,95 \$

Couverture : Employés de l'usine Alcan en 1951.
Source : ANQC, Coll. de la SHS, n° 5305



Sommaire

- 3** **Bref historique des anciennes villes de l'arrondissement Jonquière**
par Dany Côté
- 9** **Arvida patrimoine mondial?**
par Lucie K. Morrisset
- 28** **Les 50 ans de l'Hôpital de Jonquière**
par Luc Gagnon
- 30** **Le 20 décembre 1945 : *Le Réveil* paraît pour la première fois**
par *Le Réveil*
- 33** **La fermeture de la municipalité de Saint-Cyriac**
par Sheila Potvin
- 38** **BABILLARD HISTORIQUE**
- 46** **LES MÉCONNUS DE L'HISTOIRE**
- 47** **D'UNE PAGE À L'AUTRE...**
- 48** **EN BREF...**
- 49** **SITE ET MONUMENT**

LE MOT DE PRÉSENTATION

La revue *Saguenayensia* :

Le fer de lance de la Société historique du Saguenay

En 1959, Mgr Victor Tremblay et ses collaborateurs remplaçaient le volumineux bulletin de la Société historique du Saguenay, par une revue d'histoire régionale : *Saguenayensia*. Depuis presque 50 ans, cette publication entièrement régionale fait connaître à un large public, les différentes facettes de notre histoire. Encore aujourd'hui, les objectifs des fondateurs — faire de la revue une encyclopédie régionale — dictent encore la préparation de chaque numéro. C'est dans ce sens que nous vous avons présenté depuis quelques années des numéros traitant des femmes, de la mort, de la justice, de la santé, etc.

Chaque parution vous présente des articles inédits, fouillés, lisibles et accessibles. Cette ligne de conduite fait le succès de la revue *Saguenayensia* auprès de ses lecteurs. Cela lui permet également d'être un instrument privilégié de vulgarisation, comme en témoigne l'obtention du prestigieux *Prix Alphonse-Huard*, remis par le Mérite scientifique régional à la Société historique du Saguenay, en 2002, pour la « promotion de la science et de la technologie ». Cette qualité dans le travail est le résultat de l'implication de toute une équipe de bénévoles.

Heureusement, ce bénévolat — souvent du dévouement — est appuyé par la participation de collaborateurs amoureux de notre région et de son histoire. Ce numéro en est une preuve concrète! Depuis plusieurs années, la revue *Saguenayensia* encourage la relève avec la publication des gagnants annuels du concours d'histoire de la FSSA. Notre revue ouvre ses pages également à tous les passionnés d'histoire régionale. Votre fidélité nous encourage à poursuivre et à nous dépasser, afin de vous plaire tout en vous faisant mieux connaître notre région.

En terminant, nous pouvons résumer le succès de la revue *Saguenayensia* par la camaraderie et la complicité de ses collaborateurs; la fidélité de ses lecteurs, le dévouement des auteurs, la confiance du conseil d'administration de la Société historique du Saguenay envers le comité de rédaction et la diversité des sujets traités à chaque parution.

Merci à vous tous collaborateurs et lecteurs qui participez à notre succès!

*Louise Bouchard,
Directrice générale*

Saguenayensia

Rédacteur

Louise Bouchard

Comité de rédaction

Dany Côté, *Historien*

Jérôme Gagnon, *Étudiant en maîtrise UQAC*

Érik Langevin, *UQAC, Laboratoire d'archéologie*

Éric Tremblay, *Société historique du Saguenay*

Gervais Tremblay, *Groupe de recherche en histoire*

Caroline Toulouse, *Étudiante UQAC*

Comité de correction

Louise Bouchard, Dany Côté, Colombe Dallaire,
Thérèse Trudel

Représentante de la Fondation de l'UQAC

Suzie Robichaud

Mise en page

Louise Bouchard

Numérisation des photographies

Jean-Pierre Villeneuve

Révision des épreuves

Louise Bouchard, Dany Côté, Colombe Dallaire

Impression

Imprimerie Commerciale

Société historique du Saguenay

Conseil d'administration

Lorenzo Beaulieu, président

Laurence Pedneault, vice-présidente

Ronald Boivin, trésorier

Jean-Charles Dubé, secrétaire

Esther Gaudreault, Michel Potvin,

Égide Tremblay, Val Rasmussen, administrateur

Bénévoles

Miville Corneau, Bernard Cauchon,

Thérèse Coulombe, Monique Desgagné,

Albert Larouche, Rita Lavoie, André Marchand,

Sophie Simard.

La fondation Mgr Victor Tremblay

Eddy Lalancette, président

Gilbert Gravel, Jean Laflamme, vice-présidents

Ronald Boivin, trésorier

Louise Bouchard, secrétaire

Lorenzo Beaulieu, Marcel Claveau,

Jean Grimard, Mona Lessard,

Aurélien Tremblay, Gaston Tremblay.

Bref historique des anciennes villes de l'arrondissement Jonquière*

par Dany Côté
Historien

Située au bord de la rivière aux Sables, à une quinzaine de kilomètres à l'est de Chicoutimi, la municipalité de Jonquière connut, jusqu'à la récente fusion créant la ville de Saguenay en 2002, une riche histoire reliée de façon particulière à l'agriculture et à l'industrie. Cette double vocation lui permit de connaître durant 150 ans une expansion remarquable de son économie et de sa population, qui atteindra un sommet de 28 430 personnes en 1971. Jonquière est l'une des agglomérations les plus anciennes du Saguenay—Lac-Saint-Jean. C'est en effet au milieu de la décennie 1840 que William Price débute l'exploitation des forêts dispersées le long de cette rivière, où poussent des grappes de pins hauts de plusieurs dizaines de mètres. Les arbres qu'il récolte sont envoyés à la scierie de Chicoutimi.

Au même moment, une société de colonisation est formée à La Malbaie, dans la région de Charlevoix, afin d'exploiter les terres agricoles du secteur, qui présentent un potentiel très intéressant. En

1847, les membres de la Société des défricheurs et cultivateurs du Saguenay choisissent alors des lots, puis les défrichent au fil des ans, mais en squatters, car le futur canton Jonquière n'est pas encore délimité. Ce sera chose faite en 1850, et le nouveau canton Jonquière est borné par la rivière Saguenay au nord, le lac Kénogami au sud, et les cantons Chicoutimi et Laterrière.

Pendant les trente premières années d'existence de la colonie, on mettra l'accent sur la culture des céréales et, dans une moindre mesure sur le sciage. Par la suite, l'ouverture des premières fromageries dans la décennie 1880 dynamisera l'agriculture, tout comme le passage du chemin de fer en 1892. Cependant, c'est la venue d'une entreprise de transformation de bois qui donnera vraiment l'impulsion nécessaire à un développement majeur de Jonquière. En juillet 1898, Joseph Perron fait l'acquisition d'un emplacement, situé au bord de la rivière aux Sables. Il recrute ensuite des actionnaires locaux afin de financer son projet de construction



Le village de Jonquière vers 1895.

ANOC, coll. de la SHS, n° 185

d'une usine de fabrication de pulpe mécanique. La fabrication de ce produit débute à la fin d'octobre 1900.

Mais les débuts de l'entreprise s'avèrent pénibles et l'on doit rapidement se tourner vers des investisseurs étrangers. C'est alors que Sir William Price, petit-fils de William, entre en scène en acquérant en quelques années toutes les actions de la compagnie. Il y installe ensuite une machine à carton puis en 1909 une machine à papier, la première de la région.

Trois ans plus tard, l'apparition du village industriel de Kénogami, établi par Price Brothers en 1912, cause une première amputation du territoire jonquiérois. Mais qu'à cela ne tienne, car la municipalité, devenue officiellement un village en 1904 est en pleine phase d'expansion. Un premier réseau d'aqueduc dessert enfin les résidences et un premier entrepreneur de pompes funèbres vient même de s'y installer. On vient également de commencer la construction d'une somptueuse église à deux clochers qui remplacera la petite église en pierre datant de 1876.

Côté industriel, Jonquière abrite dans le premier quart du XX^e siècle plusieurs petites entreprises dynamiques, dont des manufactures de briques et quelques scieries. Quant à l'industrie laitière, elle tient une place importante grâce aux terres agricoles du secteur, qui fournissent la matière première aux fromageries, aux beurreries et aux laiteries. À ce propos, autant Jonquière que Kénogami et Arvida possèdent chacune leur laiterie qui fournit le lait de consommation à leur population.

Ce développement permet une modification de la charte du village de Jonquière, qui devient ville en 1912. Ce changement de statut lui permet d'ailleurs de faire l'acquisition, en 1914, d'une centrale hydroélectrique appartenant à la pulperie de Jonquière, qui elle-même est la propriété de Price Brothers. Cet achat permet à Jonquière de devenir la première ville de la région à posséder son propre réseau municipal de production et de distribution d'électricité.

Dans les années 1920, la prospérité de ses nouvelles voisines, Kénogami et Arvida, ainsi que la venue de projets majeurs, dont la construction

D'OÙ PROVIENNE LES NOMS DES MUNICIPALITÉS

Mille et une raisons, personnages et événements ont motivé le choix des noms des villes et villages du Québec. Des noms colorés, surprenants parfois, mais aussi des noms bien simples, gardiens de l'histoire de ces lieux. Peut-être vous êtes-vous déjà demandé d'où provenait le nom des municipalités qui forment l'arrondissement Jonquière? Derrière le patronyme de chacune de ces municipalités, se cache une petite histoire qui origine d'un personnage marquant, d'un simple jeu de mots ou même d'un coup de cœur.

C'est au printemps de 1850 que le territoire qui allait porter le nom de Jonquière, fut délimité de façon officielle. Le nouveau canton était borné au nord par la rivière Saguenay, au sud, par le lac Kénogami puis en partie par les cantons Chicoutimi et Laterrière. Ce nom de Jonquière fut choisi en mémoire de Pierre-Jacques Taffanel (1685-1752), marquis de La Jonquière, gouverneur général de la Nouvelle-France entre de 1749 et 1752. « De La Jonquière » constitue en fait un titre de noblesse qui origine d'une localité du département de Tarn en France qui fut désignée La Jonquière. L'historiographie nous apprend que le grand-père du Marquis, Pierre Taffenel, reçut en dot de son épouse, Catherine d'Imbeau, la terre de La Jonquière située dans la juridiction de Graulhet. C'est d'ailleurs là qu'est né Pierre-Jacques Taffanel de La Jonquière. Cette localité de France porte aujourd'hui le nom de Jonquière.

Au cours des ans, notre territoire connut quelques transformations qui amenèrent les autorités municipales à ajouter au nom de Jonquière, le nom de sa paroisse pionnière. En effet, en 1883, on érige la municipalité de la paroisse Saint-Dominique de Jonquière qui honore le nom du premier évêque de Chicoutimi, monseigneur Dominique Racine. En 1904, la municipalité de la paroisse Saint-Dominique de Jonquière cède une partie de son territoire à la nouvelle municipalité du village Saint-Dominique de Jonquière. Ce nouveau territoire prendra le nom de Ville de Jonquière en 1912 et de Cité de Jonquière en 1956.

Selon l'étymologie, le mot Kénogami vient du Montagnais et signifie lac long. Avant que ne soit fondée la municipalité du village de Kénogami en 1912, le nom de Kénogami désignait le lac Kénogami, le canton Kénogami qui origine du même lac ainsi que la petite municipalité qui porte aujourd'hui le nom de Larouche.

Comment la municipalité du village de Kénogami en est-elle venue à porter ce nom? L'histoire est cocasse. En 1911, les frères Price commencent la construction d'une nouvelle usine. Ils sont à la recherche d'un nom pour la ville qu'ils désirent bâtir sur un territoire que Jonquière leur cédera en 1912. On raconte que le nom de Kénogami plaisait tellement aux Price qu'ils décidèrent d'acheter le nom de la municipalité qui portait déjà ce nom pour la somme de 200 \$, payée comptant. L'ancienne municipalité Kénogami s'appellera désormais Larouche en mémoire de son premier résident, William Larouche.

La cité d'Arvida fut érigée en 1926. C'est l'abondance des cours d'eau et des chutes ainsi que le coût minime relié à leur exploitation, qui motive les autorités de l'Aluminum Company of Canada Ltd à s'établir sur un territoire détaché des municipalités de la paroisse de Chicoutimi et de Jonquière. La cité doit son nom au président de cette compagnie, qui avait également le mérite d'être le pionnier de l'industrie de l'aluminium sur le continent nord-américain. Il s'agit d'Arthur Vining Davis dont les deux premières lettres de ses prénoms et nom forment le jeu de mots Arvida.

Pour sa part, Saint-Jean-Eudes fut d'abord une paroisse dont l'ouverture canonique remonte à avril 1951. Elle porte le nom du fondateur des Eudistes, Saint-Jean-Eudes, dont la communauté dirigeait la paroisse Sacré-Cœur de Chicoutimi. Les premiers habitants de cette paroisse furent des travailleurs de l'Aluminum Company of Canada Ltd qui voulaient se rapprocher de l'usine d'Arvida. Ils demandèrent bientôt l'autonomie municipale qui leur fut accordée en 1955. Était née la municipalité du village de Saint-Jean-Eudes. En 1970, cette dernière se fusionne sur une base volontaire à la cité d'Arvida pour devenir la ville d'Arvida.

Source : Ville de Saguenay, Normande Lapointe, *L'Alcan vous raconte*.

des centrales de Chute-à-Caron et de Shipshaw, galvanisent l'économie jonquéroise, et les secteurs commerciaux et industriels bénéficient de ces apports extérieurs. L'augmentation de sa population est telle qu'entre 1937 et 1956, six nouvelles paroisses sont fondées et autant d'églises construites.

Au plan institutionnel, les années 1950 sont fertiles, avec l'ouverture d'un Collège classique, d'un poste de télévision (CKRS) et d'un centre de soins de santé, l'Hôpital Notre-Dame-de-l'Assomption. Bénéficiant auparavant des soins donnés à la petite clinique Saint-Joseph, les habitants de Jonquière peuvent enfin compter sur un service existant déjà depuis bien longtemps dans les villes de Kénogami et d'Arvida. Il en est de même d'ailleurs pour le secteur des loisirs où les trois municipalités possèdent des infrastructures de loisirs et de sports relativement modernes et variées. On retrouve même à Jonquière un hippodrome fort réputé à travers la province.

Mais à la fin des années 1950, l'industrie jonquéroise connaît des hauts et des bas. Dans le cas par exemple de la vénérable pulperie de Jonquière, cette dernière ne peut plus fournir un produit répondant aux exigences du marché. Price Brothers ferme alors son usine et en construit une nouvelle, sur la rive ouest de la rivière aux Sables. C'est en avril 1962, qu'elle débute l'exploitation de la Cartonnerie de Jonquière, un projet de 32 millions de dollars. Sa machine à carton peut produire des feuilles de carton de 126 pouces de largeur.

Parallèlement, un projet de fusion entre Jonquière et ses deux voisines industrielles est enfin mis de l'avant dès le début des années 1960. Après de nombreuses années de tractations, de propositions, de présentation de rapports et de batailles par médias interposés, le premier janvier 1975, avec le dépôt de la Loi 98, c'est chose faite. Jonquière, Arvida et Kénogami ne forment plus qu'une seule ville.

Or, malgré cet événement, la suite de l'histoire sera plus difficile. Après la fermeture de la pulperie de Jonquière la décennie précédente, la réorganisation de l'industrie cause la perte de centaines d'emplois, autant au plan de l'aluminium que de l'industrie forestière. Des milliers de personnes devront alors quitter Jonquière pour sa rivale, Chicoutimi, ou les grandes villes de la vallée du Saint-Laurent. Encore aujourd'hui, l'avenir du complexe Alcan à Arvida est constamment remis en question, notamment à cause de son antique procédé de production fort polluant, ce qui est peu rassurant pour l'économie régionale.

Malgré tout, Jonquière peut quand même compter sur un parc industriel prospère regroupant une multitude de petites et moyennes entreprises. Du côté culturel, des installations en constante progression, tel le Centre national d'exposition, inauguré lors du centenaire de la Confédération en 1967 ou le Foyer des loisirs d'Arvida, offrent



La rue Saint-Dominique au tournant des années 1950.

AMCC, Coll. de la SHS, n° 11137



Le pont couvert de la rivière aux Sables au début des années 1950. Ce dernier sera démoli en 1957.

SAS, SHS, fph 5.23

des infrastructures de qualité. Côté commercial, les trois principaux centres commerciaux et les nombreuses rues commerciales tentent tant bien que mal de contrer l'effet attirant de la rivale chicoutimienne.

Quant au Cégep, toujours le plus fréquenté de la région, il offre des programmes variés, dont quelques-uns exclusifs. Enfin, le Parc de la rivière aux Sables et l'aménagement des berges de ce cours d'eau, ainsi que la construction de la magnifique passerelle d'aluminium, offrent à la population un lieu de détente, où les canards côtoient les pédalos et les canots dans un décor bucolique.

Le développement du potentiel touristique de la rivière aux Sables s'est réalisé en un peu plus de deux décennies. Quelques années après l'inauguration du Centre d'expédition et de plein air laurentien (CÉPAL), en 1973, la ville de Jonquière décide enfin de mettre sur pied un comité chargé de produire un plan d'aménagement du cours d'eau. Ce comité donne naissance à la Corporation des jardins de la rivière aux Sables. Grâce à l'arrêt du flottage du bois par Abitibi-Price, à la fin des années 1970, on peut enfin entreprendre un nettoyage des berges et d'une partie du lit de la rivière. Reste à aménager le site, ce qui sera fait pour le plaisir de

la population jonquéroise et les visiteurs au cours des années 1990.

Enfin, pour terminer ce court tour d'horizon de l'histoire de Jonquière, on ne peut passer sous silence les fameuses inondations de 1996, qui ont endommagé quelques infrastructures industrielles, en plus de détruire plusieurs immeubles à logement situés au bord de la rivière. Citons enfin que le passage de la fameuse autoroute 70, reliant le Saguenay et le Lac-Saint-Jean, a permis la mise en place d'un nouveau secteur commercial d'importance.

Shipshaw

Situé du côté nord de la rivière Saguenay, entre les rivières Shipshaw et aux Sables, le secteur que l'on appelle « les Terres rompues » est habité à partir de 1844 par le père du célèbre Peter McLeod. Au fil du temps, les colons s'installeront sur ce vaste territoire à vocation forestière et agricole.

Ce paisible endroit connaît ensuite des chambardements majeurs alors qu'à la fin de la décennie 1920, Alcan procède à des agrandissements de ses installations, afin de rehausser sa production d'aluminium. Parallèlement, elle débute la construction de centrales hydroélectriques sur la rivière Saguenay. Mais comme elle n'a pas les reins assez solides pour développer d'un seul coup ce secteur, Alcan commence une première phase à la chute à Caron vers la fin de l'automne 1927. Les travaux seront terminés le 21 janvier 1931.

La Deuxième Guerre mondiale est ensuite l'occasion pour Alcan de mettre sur pied un nouveau programme pancanadien d'agrandissement de ses usines, l'aluminium étant devenu un produit essentiel pour les alliés. La construction d'une nouvelle centrale sur la rivière Saguenay à partir d'août 1941, la centrale Shipshaw, oblige l'organisation d'un véritable village temporaire abritant des milliers de travailleurs, dont beaucoup proviennent de l'extérieur de la région. La première turbine d'une série de douze est mise en opération le 23 novembre 1942. Construit en 14 mois, un record dans les circonstances, le nouveau complexe comprend sept barrages en béton et un canal de près de deux kilomètres de longueur. Encore aujourd'hui, cette centrale fournit presque le tiers de la capacité énergétique d'Alcan dans la région.

Tout ce branle-bas de combat et la venue de centaines de personnes pour travailler au sein des diverses branches industrielles d'Alcan auront des impacts sur le cadre urbain de la région, notamment autour de ses centrales hydroélectriques. Située à proximité de celle de Chute-à-Caron, la petite agglomération de Ville-Racine est instituée en 1928 et abrite les travailleurs œuvrant à la construction puis à



Le titan de béton quelques minutes avant son dynamitage. Ce bloc de 28 mètres et de 10 000 tonnes se renverse et bloque définitivement les eaux de la rivière le 23 juillet 1930.

l'opération de la centrale. Ce village de compagnie, soigneusement planifié, disparaît en 1944 et voit son territoire rattaché à celui d'Arvida.

Quant à la municipalité de Shipshaw, elle voit le jour en 1931, sur la rive nord du Saguenay. Enfin, c'est le 30 août 1935 qu'un décret épiscopal donne existence juridique à la paroisse de Saint-Jean-Vianney. La même année, on y débute la construction d'une église, la base de ce qui deviendra le noyau du village. Tout comme Shipshaw, Saint-Jean-Vianney devient une ville-dortoir qui abrite surtout des travailleurs de l'aluminerie et des centrales d'Alcan. Aucune entreprise n'y a pignon sur rue et quelques commerces offrent les services et biens essentiels.

Mais le 4 mai 1971, un événement dramatique et inattendu survient en pleine nuit dans le village. Le lendemain matin, les premières lueurs de l'aube apportent une vision d'horreur. Une partie de Saint-Jean-Vianney a été engloutie dans un immense glissement de



L'église et le presbytère de la paroisse Saint-Jean-Vianney de Shipshaw vers 1950.

terrain, mesurant environ 300 mètres de diamètre et profond d'environ 60 mètres. Au total, 31 personnes y perdirent la vie, 42 maisons glissèrent dans le gouffre. Le mois suivant, le premier ministre Bourassa annonce la fermeture du village. Il reste à relocaliser les habitants, dont les maisons toujours intactes sont transportées à Arvida, dans un nouveau quartier appelé Plateau Deschênes.

Kénogami

Les premières expériences de fabrication et de vente de papier de la pulperie de Jonquière, propriété de Price Brothers, se sont avérées très concluantes pour William Price III. L'homme d'affaires talentueux décide alors de chercher un emplacement pour un projet ambitieux, soit la construction simultanée d'une immense papeterie et d'une ville planifiée. Après examen de quelques sites, il porte à nouveau son choix sur la rivière aux Sables et achète une série de lots agricoles. Il crée du même coup une nouvelle municipalité, Kénogami, nom qu'il achète pour 200 \$ au petit village situé entre Jonquière et Saint-Bruno, qui s'appellera désormais Larouche.

La nouvelle usine, mesurant 400 mètres de longueur par 110 mètres de largeur entre en production en octobre 1912. On y retrouve trois machines à papier. La papeterie de Kénogami connaît rapidement du succès, si bien qu'à partir de 1917, Price Brothers y ajoute quatre autres machines. Au milieu des années 1920, elle devient ainsi la plus grande papeterie du monde, obligeant Price Brothers à entreprendre la construction de plusieurs centrales hydroélectriques, sur les rivières aux Sables, Chicoutimi et Shipshaw.

Greffée à la nouvelle usine, la zone urbaine de Kénogami est divisée en deux parties distinctes. La plus petite abrite les cadres importants de l'entreprise, qui sont pour la plupart anglophones et protestants. On surnomme encore aujourd'hui ce secteur le Quartier des Anglais. Pour sa part, la plus imposante, planifiée également dès la construction de l'usine, comprend plusieurs dizaines d'habitations ouvrières, les institutions scolaires et religieuses ainsi que les com-

merces. Socialement parlant, le paternalisme de Price Brothers règle la vie sociale, sportive et communautaire des habitants. Au plan urbain, les ouvriers ont par contre le choix de bâtir leur propre maison, sur un terrain vendu par une filiale de Price Brothers, la Kénogami Land, ou de louer une résidence de la compagnie. Si tel est le cas, une retenue est faite sur le salaire de l'ouvrier à chaque semaine.

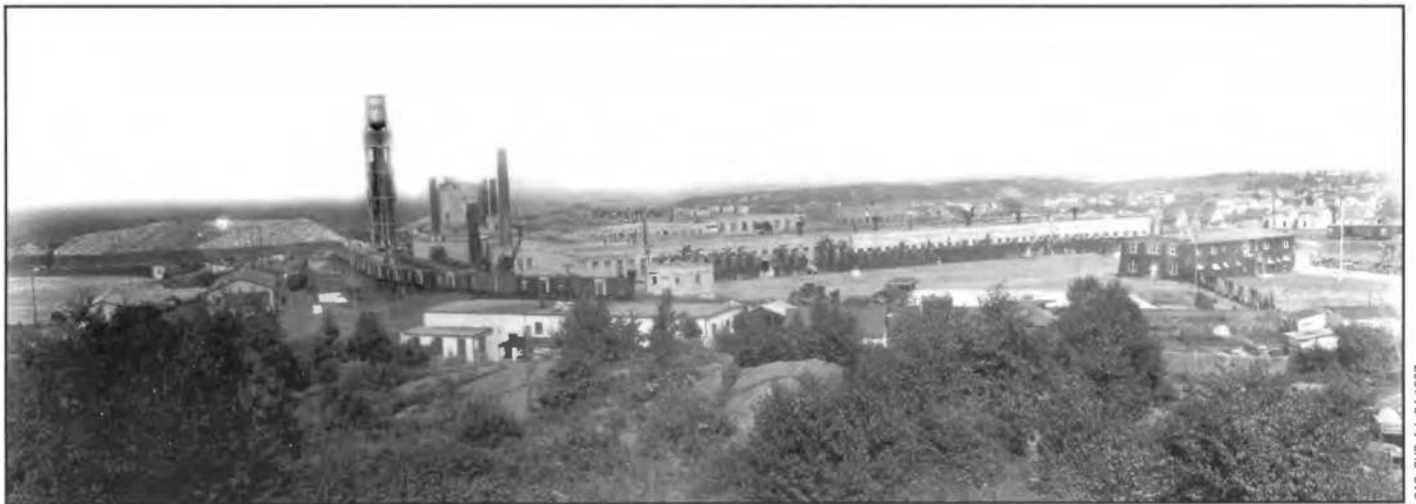
Kénogami devient rapidement une ville où il fait bon vivre. Cependant, des années difficiles lors de la Crise des années 1930, ainsi que deux restructurations de l'entreprise forestière, la deuxième survenant lors d'une fusion en 1974 avec Abitibi Paper, obligent la reconversion de la production et la fermeture de cinq des sept machines, au fil des ans. Les nombreuses pertes d'emploi qui en découlent font mal à l'économie kénogamienne, notamment aux commerçants et c'est presque avec un soulagement que la population accueillera le projet de fusion avec Jonquière, dans les années 1970.

Arvida

La présence de la ville d'Arvida est directement reliée à la mise en opération en 1925 de la centrale hydroélectrique de l'Isle Maligne, située sur la Grande Décharge. En effet, l'industrie de l'aluminium étant très énergivore, il est donc indispensable de compter sur la proximité d'une source d'énergie importante pour le procédé d'électrolyse qui transforme l'alumine en aluminium.

L'étatsunienne Alcoa, promoteur du projet industriel, fera les choses en grand pour sa nouvelle ville. Bien avant sa construction, son aménagement est planifié de façon rigoureuse par un architecte de New York. Mais pour plusieurs raisons, il sera impossible de respecter à la lettre le plan initial et au départ, les autorités reprendront seulement une partie du tracé.

Quant à la population arvidienne, composée de francophones et d'anglophones, elle est dispersée en deux secteurs relativement distincts. Le premier, situé au nord du boulevard Saguenay (ancien



Les installations de la Price Brothers à Kénogami.



Cah. de la SJS

Les installations d'Alcan à Arvida à la fin des années 1920.

boulevard Taschereau) abrite surtout les cadres importants et quelques institutions protestantes. Au sud, le secteur commercial est entouré de quartiers résidentiels, sans oublier l'immense complexe industriel, situé à l'est de la ville.

Les débuts de la production de l'usine, mise en opération en juillet 1927, sont prometteurs, mais au début de la Grande Crise, l'avenir de la ville de compagnie est loin d'être assuré. Après une période de stagnation, il faudra la fin de la Crise et le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale pour que l'aluminerie soit agrandie, entre 1937 et 1943, et que la trame urbaine prenne de l'ampleur, avec l'ouverture de nouveaux quartiers. L'aluminerie d'Arvida devient alors une des plus importantes au monde et permet à la population de cette ville d'atteindre un impressionnant total d'environ 18 500 personnes en 1971.

Arvida est une ville remarquable à plusieurs niveaux, tant par son architecture que par ses institutions. Son aménagement urbain, avec ses parcs, ses résidences et ses bâtiments parfois somptueux — on n'a qu'à penser au Manoir du Saguenay —, ainsi que ses rues courbes et ses arbres magnifiques, créent une ambiance qui ne se retrouve pas ailleurs dans la région. C'est d'ailleurs pour cette raison que la ville de Saguenay a présenté, il y a quelque temps, un dossier à l'Unesco pour qu'Arvida soit citée comme ville du patrimoine mondial.

Un mot en terminant sur le quartier de Saint-Jean-Eudes. Même si la paroisse du même nom existe depuis 1951, il n'a été une municipalité autonome que quelques années, soit de 1955 à 1970, date où il a été fusionné avec Arvida. Localisé entre l'aluminerie et la frontière ouest de Chicoutimi, il s'agit en fait d'une ville-dortoir où logent essentiellement des travailleurs de l'industrie voisine.

Lac Kénogami et Saint-Cyriac

Situé à environ huit kilomètres au sud de Jonquière, le lac Kénogami est un des lacs les plus vastes de la région. Contrairement au lac Saint-Jean qui présente une morphologie quasi ronde, le lac Kénogami est long et étroit. Du côté sud, il est

parsemé de murailles rocheuses pouvant atteindre 60 mètres de hauteur.

L'aspect de ce plan d'eau, utilisé depuis toujours pour rejoindre le lac Saint-Jean à partir du Saguenay, a grandement changé depuis le début du XX^e siècle. En raison des nombreuses infrastructures que l'on y a greffées au fil du temps, afin d'augmenter la capacité de rétention d'eau, il est devenu en fait un réservoir artificiel. Lorsqu'à partir de 1896, des hommes d'affaires débutent l'implantation de pulperies au bord des rivières aux Sables et Chicoutimi, ces usines dont les machines fonctionnent grâce à la force hydraulique souffrent grandement de variation de débit de ces cours d'eau. Dès 1900, afin de pallier à ce problème, on construit un barrage en bois à Portage-des-Roches, à la tête de la rivière Chicoutimi, qui rehausse le lac d'environ trois mètres.

Une vingtaine d'années plus tard, comme le débit des deux cours d'eau est toujours insuffisant, on inaugure des travaux majeurs où l'on érige six barrages et deux digues de terre. Cette fois-ci, le lac est rehaussé d'environ sept mètres et cause la disparition du vénérable chemin Kénogami et de Saint-Cyriac. Ce petit hameau agricole est habité dès 1829 par Cyriac Buckell, qui a légué son nom à la municipalité scolaire en 1887 et à la paroisse de Saint-Cyriac, créée en 1889.

Depuis quelques décennies, la villégiature et les loisirs se sont développés autour des rives du lac Kénogami. En effet, suite à l'arrêt par Price Brothers de l'utilisation de ce lac pour le flottage de centaines de milliers de billots annuellement, à la fin des années 1970, on y aménage un centre de plein air, un centre d'équitation, un quai, un camping et une rampe de débarquement pour les bateaux. Quant aux concentrations de chalets, on les retrouve surtout à Pibrac, à Saint-Cyriac et à la baie Cascouia. Pour leur part, les ouvrages de contrôle du lac Kénogami, devenus célèbres avec les inondations de 1996, sont exploités par le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec. C'est aussi le gouvernement provincial qui gère le Parc Kénogami, fondé en 1973.

* *Le présent texte a été présenté dans le Cahier de Saguenayensia, n° 9, Arrondissement Jonquière : cœur industriel, Société historique du Saguenay, Chicoutimi, 2003.*

Arvida, ville du patrimoine mondial?

par Lucie K. Morisset

professeur, département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM

Une ville construite en 135 jours, qui ne connut ni les taudis, ni les laideurs à la va-comme-je-te-pousse, où l'on n'eut pas à débâter pour construire.¹

Arvida, qui tient son nom d'Arthur Vining Davis, président² de l'Aluminum Company of America de 1910 à 1957, est ce qu'on appelle, au Québec et en Amérique du Nord, une « ville de compagnie ». Il s'agit, en d'autres mots, d'une ville monoindustrielle planifiée, au même titre que, par exemple, New Lanark (Royaume-Uni), Pullman (Illinois) ou, plus près de nous, Val-Jalbert, Kénogami, Port-Alfred, Riverbend (Alma) et Dolbeau. Ces villes, ainsi qu'Arvida, ont en effet en commun d'avoir été construites d'après un projet relativement élaboré, du fait de la volonté d'une unique compagnie ou d'un seul industriel, en vue de loger des travailleurs auprès de l'usine; le phénomène est donc relativement usuel, particulièrement au XIX^e siècle et dans les premières décennies du XX^e siècle. Pourtant, Arvida n'est pas une ville de compagnie comme les autres; comme cet article le propose, Arvida pourrait bien compter parmi les trésors du patrimoine mondial, puisqu'elle révèle en fait un projet urbain parmi les plus importants, et peut-être le plus important, de l'Occident du XX^e siècle. Cette distinction tient à la fois de la planification de la ville, c'est-à-dire des formes urbaines que celle-ci convoque, en plan et en paysage, de la réalisation de la ville, qui notamment requit le déploiement d'un chantier d'une méthode et d'une envergure sans précédent et donna lieu à l'édification d'une véritable cité modèle procurant aux travailleurs un habitat inégalé et s'inscrivant parmi les hauts lieux de l'histoire de l'architecture, et de l'état de conservation de cette œuvre, méticuleusement protégée par

sa compagnie-mère bien au-delà de la Seconde Guerre mondiale qui vit Arvida, capitale de l'aluminium, s'élever au temple de la renommée des villes industrielles de ce monde.

Arvida s'est épanouie, *grosso modo*, en deux phases de construction : la première, de 1925 à 1928, et la seconde, de 1936 à 1950. Après un portrait rapide du contexte dans lequel Arvida se distingue, cet article relate brièvement l'histoire de cette épopée industrielle et urbaine, depuis le projet grandiose de la « ville de l'aluminium » et son exceptionnelle planification, en passant par l'extraordinaire chantier qui permit sa naissance et par la recherche et la réalisation d'un habitat ouvrier meilleur, dès les années 1920, jusqu'à la capitale « aluminière » des années 1940 et 1950 et à l'éventuelle renaissance/reconnaissance du caractère d'exception, à l'échelle mondiale, qu'Arvida détient toujours aujourd'hui.



Arvida, vue aérienne vers 1945, du sud vers le nord

Fairchild, Alcan, JON/45/29/2.



ANOC, Coll. de la SHS, album 22.1.

Val-Jalbert, ville de Damase Jalbert, puis de la Quiatchouan Falls Paper Company et enfin de Julien-Édouard-Alfred Dubuc, vue l'année même de sa fermeture, en 1927.



ANOC, Fonds Consolidated Bathurst Incorporated, B-21.

Port-Alfred, vue aérienne de Fairchild en 1928



Bibliothèque et Archives nationales du Canada, PA15584.

Vue aérienne du « quartier des Anglais » de Dolbeau, après 1929

Le rêve de villes meilleures

But in the case of the new model city on the Saguenay, those constructing it will have the longed for opportunity to begin at the beginning. It is possible to make the most of that opportunity and to create a town which will meet the ideal of perfection which all town-planners cherish.

En 1925, le rêve n'était pas nouveau de créer une ville parfaite ou, à défaut, d'offrir aux citadins et aux travailleurs un environ-

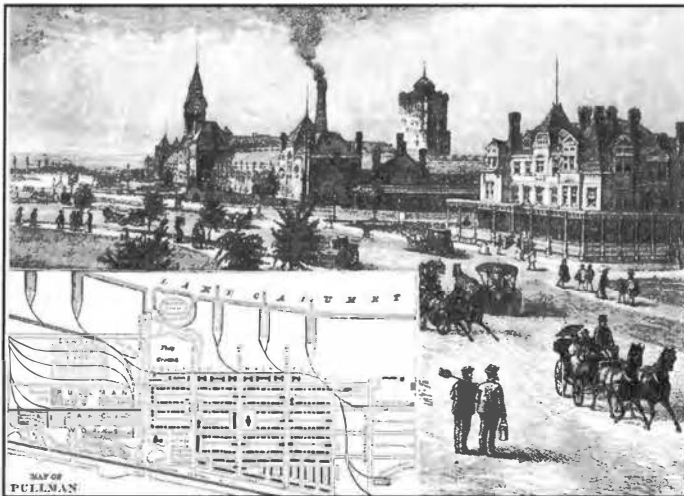
nement meilleur que ceux des métropoles industrielles polluées, des *slums* de l'Amérique des frontières ou des infâmes établissements miniers comme ceux qu'Émile Zola avait, en France, évoqués dans son *Germinal* (1885). Dès le début du XIX^e siècle, ainsi, en Écosse, Robert Owen, dit *Founder of the Social System*, avait – à la stupéfaction de ses confrères – offert gratuitement le logement aux ouvriers de ses manufactures de New Lanark et, par surcroît, institué

entre autres une école pour les enfants de ceux-ci. Le succès de l'entreprise, néanmoins réalisée sans véritable programme urbain ou architectural, avait fait boule de neige; avant la fin du siècle, industriels, manuels de planification et spécialistes de la conception des villes se multipliaient pour professer, par moult exemples, « *that such advantages and surroundings made better workmen by removing them the feeling for discontent* »⁴. Aux États-Unis, George Pullman, à qui l'on doit ces paroles, innovait à son tour en 1880 en requérant de l'architecte Solon S. Beman et de l'architecte paysager Nathan F. Barrett un plan d'ensemble de la ville où ses ouvriers – qu'il appelait, paraît-il, ses « enfants » – œuvraient à la construction de wagons ferroviaires. Découverte par les foules lors de l'Exposition « colombienne » de Chicago (1893), dont elle était voisine, Pullman City – où l'on trouvait aussi, entre autres, commerces, parcs et église, ainsi que, bien sûr, des maisons en rangées vouées à loger les « enfants » du prospère industriel – avait d'ailleurs mérité le titre de *The World's Most Perfect Town* lors d'une exposition internationale tenue à Prague, en 1896.

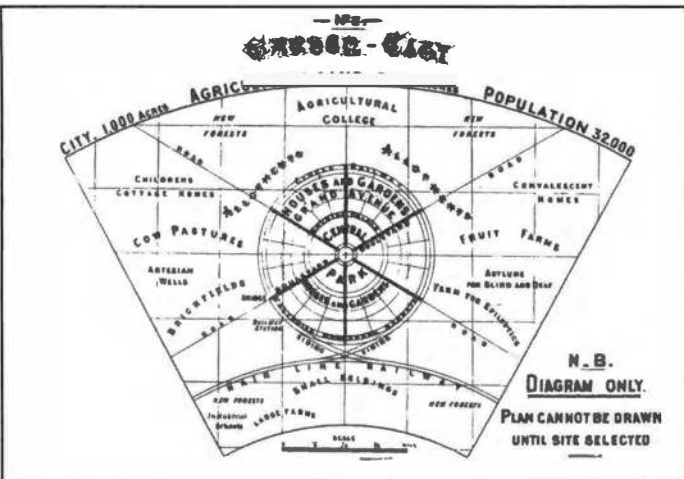
Bref, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, les modèles foisonnaient sur la planète pour débattre de la forme des villes et du logement ouvrier. Parmi ceux-ci, celui de la *Garden City* britannique reste sans doute à ce jour l'un des plus connus. Œuvre, à l'origine, d'Ebenezer Howard, qui en formula les principes dans *To-Morrow : A Peaceful Path to Real Reform* (1898), la *Garden City* devait à la fois libérer les ouvriers de la pollution des villes et, du fait d'un système coopératif de propriété, remettre entre les mains des citoyens et des travailleurs la propriété de leur habitat, affranchissant ceux-ci de l'asservissement à quelque paternaliste industriel ou *landlord*. La distance entre l'idéal et la réalité restait pourtant grande, et la première *Garden City* construite à compter de 1902-1903, Letchworth, ne comptait encore en 1936, que 16 000 des quelque 35 000 habitants qu'elle devait accueillir; des difficultés persistantes de financement de l'établissement, le coût élevé des maisons *Arts and Crafts* imaginées par l'architecte et *town planner* Raymond Unwin, puis la réputation quelque peu ésotérique qu'acquies l'utopie – on relate que la ville devint l'arène d'un houleux débat sur les conventions sociales entre des



Vue de New Lanark en 1818.



Plan et dessin de présentation pour la ville de Pullman, Illinois, 1885



Ebenzer Howard propose, pour désengorger Londres, de construire un réseau de Garden Cities ou, comme il l'écrit, A Group of Slumless and Smokeless Cities. Ce schéma, publié dans Garden Cities of To-Morrow (réédition, en 1902, de To-Morrow : A Peaceful Path to Real Reform), illustre l'interrelation de l'espace urbain et des terres agricoles qui sous-tend l'utopie sociale de Howard.

« Hatters » et des « Non Hatters », dénoncés pour antipatriotisme, si bien que la *First Garden Society* dut bientôt informer la presse que seul un résidant de Letchworth s'y promenait en toge et sandales – eurent finalement raison de l'objectif initial de fournir un habitat meilleur aux ouvriers, qui ne trouvèrent jamais à Letchworth les salaires suffisamment élevés qui leur auraient permis d'habiter la ville.

À la même époque, dans l'Amérique des frontières où la verdure et l'air champêtre que cherchait la *Garden City* restaient abondants, un nouveau courant de planification se faisait jour, dévolu, quant à lui, à l'embellissement des villes⁵. Né dans la foulée de l'aménagement grandiose de l'Exposition colombienne de Chicago – exposition internationale qui devait y célébrer le quatrième centenaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, d'où son nom –, le mouvement *City Beautiful* proposait de requalifier les centres-villes, un peu comme l'avait fait Haussmann à Paris, en y perçant de larges avenues bien droites, bordées de plantations et de rangées de majestueux immeubles, et ouvrant d'augustes perspectives sur les principaux édifices de la ville (gare, *Civic Center*, etc.), eux-mêmes reconstruits à la même échelle colossale. Le *Plan of Chicago*, ainsi projeté en 1909, proposait dans cet esprit monumental un réaménagement axé autour d'un *civic center* aux dimensions titanesques, confirmant le statut de métropole qu'on désirait pour la ville. En marge de ses visées esthétiques toutefois, comme le firent valoir ses détracteurs, la *City Beautiful* ne se préoccupait guère de la ville réelle, c'est-à-dire celle où les travailleurs continuaient d'habiter dans des conditions déplorables; à titre d'exemple, à Montréal, en 1911, 470 480 personnes s'entassaient dans 35 677 logements.

En d'autres mots, comme le faisait alors valoir un critique, les modèles alternaient entre des « centres sans ville » et des « villes sans centre ». La ville planifiée n'en restait pas moins un thème de prédilection et tout particulièrement, dans la mesure où tous pressentaient son importance pour le développement urbain au XX^e siècle, la ville industrielle. C'est ce qui conduisit Tony Garnier, architecte français, à élaborer l'un des premiers projets qui intégrerait habitat et industrie, ville et centre-ville. Publiée en 1917, sa *Cité industrielle*, « car ce sont, comme l'écrivait Garnier, à des raisons industrielles que la plupart des villes neuves [...] désormais devront leur fondation », aspirait elle aussi à de meilleures conditions de logement, de travail et d'hygiène, en inscrivant cependant la planification à l'enseigne d'un système relativement nouveau : le découpage de la ville en zones fonctionnelles (habitation, usines, services publics, etc.) qui permettait de distribuer sur un site donné l'intégralité des composantes d'un établissement où se réconciliaient, grâce à de peu coûteuses techniques de construction plus ou moins futuristes qui en permettraient la réalisation effective, la ville et l'industrie. « Dans le cas présent, écrivait Garnier, une grande usine métallurgique se trouve à l'origine de la ville imaginée. Grâce au barrage sur un torrent et à



Centre Canadien d'Architecture, TOF 1090-865 17.

Eugène Haberer, d'après le projet des ingénieurs T. Pringle and Sons, « Shawinigan Falls à vol d'oiseau », vers 1905.



ANDC, Coll. de la SHS, n° 10886.

Maisons cossues de Riverbend (Alma)

l'existence d'une usine hydroélectrique, l'organisme tout entier, urbain et industriel, est alimenté en force, lumière et chauffage⁷. »

La *Cité industrielle* de Garnier resta néanmoins, pour l'essentiel, à l'état de projet, comme la plupart de ses contemporaines. Le phénomène devenait si usuel qu'on avait, pour le nommer, inventé une appellation : la *paper city*, commandée à un illustrateur ou à quelque *town planner* par une compagnie ou par un groupe d'industriels désireux, non pas tant d'offrir de meilleures conditions aux ouvriers ou d'établir une ville, mais, du fait d'un dessin mirobolant, de séduire des investisseurs. Au Québec, Shawinigan, où cohabitaient entre autres la Pittsburgh Reduction Company (qui changerait son nom pour Aluminum Company of America), la Shawinigan Water and Power Company et la Belgo Canadian Pulp Company, resterait l'une de ces « villes de papier », le projet commandé par la Shawinigan Water and Power et magnifiquement représenté en « vue à vol d'oiseau » en vue d'appâter des industries consommatrices d'électricité n'ayant jamais tout à fait vu le jour.

Nombreuses sont les autres villes industrielles planifiées qui n'atteignent pas les louables objectifs que se donnaient les modèles de l'époque. Souvent, les habitations construites étaient essentiellement réservées aux dirigeants ou aux travailleurs spécialisés, ingénieurs et autres, de l'industrie; au Québec, par exemple, ce fut le cas à Riverbend et, dans une moindre mesure, à Kénogami, avec pour résultat tous ces « quartiers des Anglais » qu'on connaît aujourd'hui. Puis, en dépit des recommandations des différents manuels de *town planning* et des efforts de nombreux projets inachevés en faveur de tracés urbains irréguliers, propices à engendrer des paysages moins monotones, les tracés orthogonaux, c'est-à-dire de rues se croisant interminablement à angle droit, dominaient l'époque, comme c'était d'ailleurs le cas à Pullman. Au bout du compte, après

plus d'un siècle de spéculations, la plupart des ouvriers les mieux logés et les mieux traités habitaient encore des *Tenement Housing*, des immeubles collectifs qui, comme ceux de New Lanark, restaient à des années-lumière des maisons unifamiliales dont tous rêvaient, en Europe comme en Amérique du Nord.

La ville de l'aluminium

[...] 1,340,000 horsepower of probably the cheapest hydro-electric power on the North American continent...⁸

Mais l'Aluminum Company of America, la compagnie-mère d'Arvida, n'était pas une compagnie comme les autres. Forte de l'effort de la Première Guerre, qui avait laissé entrevoir les possibilités infinies de l'aluminium, ce « métal magique du XX^e siècle », comme on l'appellerait, Alcoa était en pleine expansion : au début des années 1920, la jeune et dynamique multinationale possédait des actifs de près de 200 millions de dollars et chapeautait plus de 30 sociétés engagées dans l'extraction de la bauxite, l'électro-



Alcan

L'aluminium, métal magique du XX^e siècle, photomontage Alcan, vers 1950.



ANOC, fonds Dubuc, 299-1.59.

Tableau commandé au peintre et illustrateur H. H. Green, représentant le potentiel de développement industriel du secteur La Baie–Jonquière et, particulièrement, celui du rang Saint-Mathias où Alcoa établira Arvida.

lyse, la transformation, le transport et la vente de l'aluminium aux quatre coins du monde. Par ailleurs, l'industrie aluminifère n'était pas sa seule innovation : à Badin, en Caroline du Nord, la compagnie s'était déjà distinguée en se préoccupant de loger ses travailleurs noirs dans des maisons unifamiliales, de surcroît, attitude fort peu orthodoxe pour l'époque envers les gens « de couleur » que n'avait pas manqué de remarquer la presse.

C'est cette compagnie qui, en 1925, annonce qu'elle va, au Saguenay, construire une ville pour 50 000 habitants, c'est-à-dire la troisième en importance derrière Montréal et Québec, et loin devant Trois-Rivières. Il n'est guère étonnant que le projet ait fait les manchettes; pendant que le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau s'enthousiasmait de ce que la compagnie « paie[rait] 15 000 \$ en salaire par jour à ses employés⁹ » et établirait « la plus grande industrie d'aluminium au monde¹⁰ », les journaux locaux et nationaux annonçaient, eux, un investissement dans la ville nouvelle de quelque 75 millions de dollars.

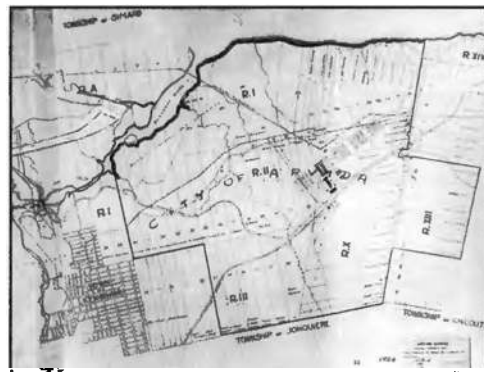
Qu'est-ce qui incita donc la multinationale à formuler un projet d'une telle envergure, à « 450 miles North of Boston », comme on le disait alors dans les bureaux d'Alcoa? Bien sûr, l'hydroélectricité, dont l'industrie aluminifère était avide : le « *low cost power at tide water* », mis en valeur d'abord par l'industriel étatsunien James Buchanan Duke à Isle-Maligne, où Alcoa puiserait ses premiers mégawatts, puis par Alcoa elle-même, à Chute-à-Caron, où la compagnie ne tarda pas à aménager, pour ses seuls besoins, la centrale alors la plus puissante du monde occidental.

Cependant, « la raison déterminante de l'établissement d'une pareille cité », comme l'écrivait l'architecte Tony Garnier de sa Cité industrielle en 1917, « peut être la proximité de matières



Tirée de Glass et Dickinson, *Badin: a Town at the Narrows*

Badin (Caroline du Nord), maison unifamiliale de la « Negro Section », G. H. Giesey, architecte, vers 1915.



Alcoa (Pittsburgh).

« General Property Map », 1926.

premières à trouver ou bien l'existence d'une force naturelle susceptible d'être utilisée par le travail, ou encore la commodité des moyens de transport. Ici, c'est la force du torrent qui est à l'origine, il y a aussi des mines dans la région mais on peut les imaginer plus éloignées¹¹ ».

Les avantages de cette localisation à « 450 milles au nord de Boston » n'étaient pas qu'énergétiques; Julien-Édouard-Alfred Dubuc les avait d'ailleurs mis en exergue plus de dix ans auparavant. Un tableau qu'il commanda à l'artiste H. H. Green en 1911 nous les révèle : un solide réseau d'infrastructures de transport associait déjà, aux voies ferroviaires du Ha! Ha! Bay Railway et du Roberval and Saguenay Railway, le mouillage en eau profonde de la baie des Ha! Ha!, où les transocéaniques pourraient livrer la bauxite nécessaire à l'usine aluminifère, et d'où ses produits seraient exportés vers les quatre coins du monde. D'autres villes industrielles, dont Port-Alfred (établie par Dubuc) et

Kénogami, ne tarderaient d'ailleurs pas à adopter ce coin de pays; en août 1925, juste à côté de cette dernière, précisément là où se croisaient les voies ferroviaires et où le roc couvert d'argile offrait à ses usines des assises solides, Alcoa acquit donc d'une soixantaine de cultivateurs, pour un million de dollars, un emplacement de 2400 hectares.

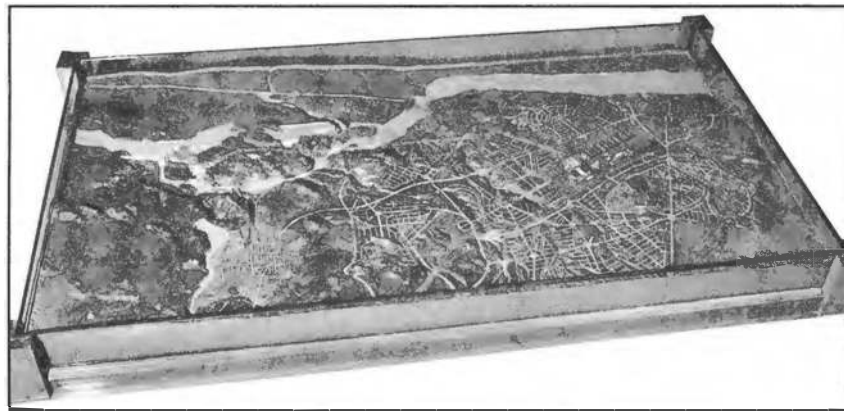
Coût de publicité ou « air du temps »? Ces 2400 hectares – 6000 acres, à l'époque – correspondaient exactement au modèle prescrit par la *Garden City*, estimée jadis pour 32 000 habitants à Letchworth et construite depuis peu, en 1919, à Welwyn, aussi non loin de Londres... pour 50 000 habitants. Néanmoins, alors que les expériences antérieures – dont la *Garden City* – n'avaient connu qu'un très relatif succès, cette parenté des chiffres dépassa vite la « ville de papier ». Dès l'été 1925, on élevait, dans la

future Arvida, les campements temporaires à partir desquels on bâtirait usine et ville. Dûment photographiés comme le seraient chacune des étapes du chantier de la ville, ils sont aussi consignés sur un « *General Layout of Camp Buildings* » qui confirme le carac-

tère méticuleux de la planification, garant de la réalisation de la ville : on y situe un *Office*, un *Dining Hall*, des *Staff Quarters*, des *Laborers Quarters*, des *Family Residences*, une banque, un bureau de poste, un dispensaire, une chaufferie et un garage, tous rattachés à l'aqueduc et à l'égout.



Campement sur le site d'Arvida en 1926



Un document rarissime pour les villes de l'époque et pour les villes planifiées en général: une maquette du projet de la ville, des usines et des aménagements hydroélectriques d'Arvida, 1926, aujourd'hui conservée au Musée régional.



Harry Beardslee Brainerd, plan pour Arvida, 1926.

La planification exceptionnelle : la Washington du Nord

La Cie d'aluminium [...] veut que sa ville soit belle et organisée; elle tient à ce que tous les principes de l'urbanisme y soient respectés depuis le début [...]. En ce qui concerne l'urbanisme, nous devons féliciter ces riches collaborateurs de la onzième heure de vouloir édifier ici une ville modèle par sa commodité comme par sa beauté².

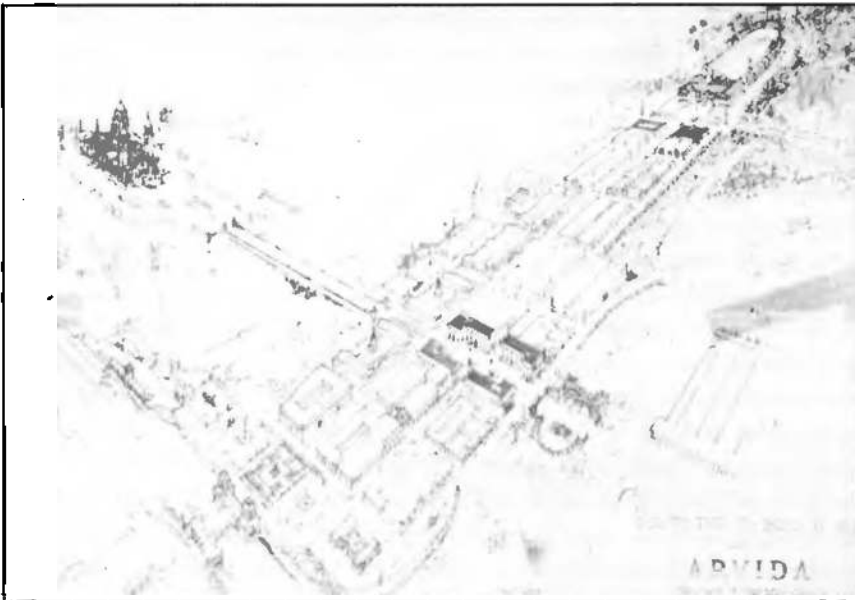
Un site idéal, un potentiel énergétique sans précédent, une industrie dynamique et prospère, 50 000 habitants : avec pareils atouts, la ville d'Alcoa pouvait fort bien devenir la capitale de la région tout entière, à une époque où les villes voisines ne comptaient guère plus de 15 000 habitants et les villes de compagnie du monde, rarement plus de 25 000. Mais encore fallait-il, à « 450 milles au nord de Boston », attirer ouvriers et employés, et par surcroît les y garder, une fois que ceux-ci auraient rejoint le bassin industriel saguenéen; Alcoa devait donc séduire les travailleurs, en plus de charmer les investisseurs. Ainsi la compagnie se lança-t-elle dans la production de documents promotionnels d'Arvida, destinés à faire miroiter l'importance sans précédent du projet : parmi d'autres, une exceptionnelle maquette de la ville, de l'usine et des aménagements hydroélectriques et des affiches du projet urbain, en couleur et en noir et blanc, furent dès lors chargés d'annoncer la bonne nouvelle. Alcoa ne tarda toutefois pas à s'attaquer à la production de la « vraie » ville, comme en témoignent, dès mars 1926, des dispositions exceptionnelles de la charte d'Arvida, adaptées afin d'assurer à la compagnie le contrôle du paysage urbain. La multinationale entendait bel et bien bâtir une « Washington du Nord ».

Tout en couleurs, le plan d'Arvida, œuvre du renommé Harry Beardslee Brainerd, architecte et *town planner* de New York, atteint un degré d'achèvement inégalé à l'époque. Le dessin de présentation, lui-même exceptionnel, à la fois présente la ville comme un objet d'art et propose

ville de Saguenay

Collection de La Pulperie de Chicoutimi, photo Paul Laliberté

ville de Saguenay



Alcan.

Harry Beardslee Brainerd, vue en perspective du centre-ville d'Arvida, 1926.

une synthèse originale des meilleurs modèles alors connus dans l'histoire de la planification des villes. La capitale industrielle, comme cela se doit, est lovée autour des usines qui justifient sa raison d'être; un centre-ville clairement identifié et circonscrit avoisine celles-ci. Tout autour, des quartiers résidentiels, autour de centres de voisinage où on imagine écoles et église, ondulent le long des dénivellations du sol, que le *town planner* met à profit dans des réseaux de parcs naturels dignes d'un *Central Park* newyorkais ou des meilleures *Garden Cities*. De grands axes bien droits traversent ces quartiers, d'une place centrale à une autre, et relient entre elles les différentes zones fonctionnelles de la ville, entourée, comme semble l'évoquer l'omniprésente couleur verte du plan, d'une large ceinture forestière ou champêtre.

Taillée dans la nature, la « Washington du Nord » n'en est pas moins éminemment urbaine, particulièrement selon les critères de l'époque : les droites avenues, en effet, ne se vouent pas qu'à assurer des circulations efficaces dans la ville industrielle. Vues de près, en effet, elles ne sont pas sans rappeler les principes monumentaux qui présidaient au dessin des larges avenues de la *City Beautiful* et de ses grandioses perspectives, comme celles qui, précisément, avaient été proposées quelques années plus tôt, non seulement à Chicago, mais à ... Washington, la capitale des États-Unis. Une vue en perspective du centre-ville d'Arvida, tout aussi exceptionnelle que la maquette de la ville, est révélatrice à cet égard : au cœur des pittoresques et verdoyants quartiers résidentiels, le « *Business District* », comme on le nomme, s'affirme digne de ceux des grandes métropoles dont l'époque rêve encore, aux États-Unis et à Montréal. Une vaste avenue plantée, bordée de majestueux immeubles et de jardins, met en perspective une imposante gare et un *Civic Center* digne du capitol de Washington ou de son noble cousin de Chicago. Mais bien que le

modèle commande ici la forme, le centre-ville d'Arvida ne trahit pas la spécificité de la capitale industrielle : perpendiculaire à la première, une seconde avenue, tout aussi monumentale, relie quant à elle une église aux allures de cathédrale et... l'usine, cœur de la ville, elle-même représentée en perspective, sur un dessin lui aussi en couleurs, telle une œuvre d'art.

En bref, on réunissait, à Arvida, la métropole et la ville industrielle : le projet du *town planner* Brainerd est, non seulement celui d'une ville de compagnie planifiée pour mieux loger les travailleurs, mais aussi un plan intégrant tous les savoirs produits jusque-là sur le dessin des villes, celui d'une grande et belle capitale. Mais il y a plus encore à Arvida, car il y a plus qu'un centre-ville, et plus qu'une « ville de papier »; au-delà des monuments grandioses, au-delà d'un plan extrêmement achevé, la ville accueillerait en

effet des ouvriers. Dont les maisons seraient elles-mêmes conçues pour contribuer au paysage d'Arvida.

Voilà pourquoi on devrait aussi mettre en place un chantier exceptionnel.

Le chantier modèle : la ville construite en 135 jours

*Le génie de l'organisation est l'une des principales caractéristiques de l'homme d'affaires américain. La Cie d'Aluminium, l'une des plus puissantes organisations industrielles et financières de la République voisine, ne peut manquer évidemment de compter en son sein de puissants cerveaux organisateurs. Les perspectives d'Arvida [...] suffisent à nous faire apprécier la manière dont ces messieurs [...] conduisent leurs affaires*³.

Tandis que, comme on l'a vu, la plupart des villes de compagnie de l'époque se consacraient essentiellement au logement des travailleurs qualifiés et des dirigeants, à Arvida, on accueillerait



Collection Pierre Thibault

Arvida is a home town : image promotionnelle de la compagnie publiée dans un rapport annuel de celle-ci, en 1953.

tous les travailleurs, employés spécialisés et ouvriers – comme Alcoa l'avait fait, à Badin, en construisant des maisons pour ses ouvriers noirs. Mais plus encore, à une époque où les ensembles résidentiels les plus réussis, soit étaient hors de prix pour les ouvriers, soit dressaient de mornes alignements répétant à l'infini le même modèle d'habitat, souvent collectif, d'ailleurs, sur les rues d'Arvida alterneraient de nombreux modèles, comme pour reproduire la variété et le caractère pittoresque qu'arborait son plan.

Mieux, tout le parc immobilier d'Arvida fut constitué de maisons unifamiliales, pavillonnaires, offrant à chaque famille un large terrain gazonné. On conçut pour la première phase de construction d'Arvida plus de soixante modèles de telles maisons; et on construisit les 270 premières d'entre elles en 135 jours !

Tout en reléguant aux oubliettes la monotonie habituelle des ensembles de résidences ouvrières, ce choix en faveur de l'esthétique d'un paysage composé de pavillons unifamiliaux aux figures multiples avait aussi pour avantages, à la fois d'offrir aux travailleurs – auxquels une maison unifamiliale bien distincte de ses voisines devait conférer, comme nous le verrons, un sentiment d'appartenance – un confort inatteignable dans les centres urbains, et de faire de la ville elle-même un objet de représentation de l'image de marque de la compagnie. Mais un tel choix esthétique avait engendré des échecs plus ou moins retentissants, ne serait-ce que dans toutes ces « villes de papier » qui s'étaient évanouies devant les coûts astronomiques de la construction; à Arvida, on accorda donc autant d'attention à la planification du chantier qu'à l'aménagement sur papier de la ville.

Chaque modèle de maison fit l'objet d'une planification détaillée; en plus de jolis dessins, sans doute charmants pour les investisseurs mais parfaitement inutiles pour la construction, on élaborait pour chaque modèle un jeu d'élevations, de plans, de coupes, voire de détails. Mais il ne s'agissait pas, ici, de construire à la pièce, et c'est bien une vision globale qui sauvegarda la variété espérée, puisqu'on répertoria et standardisa la variété des menuiseries possibles – corniches, portes, fenêtres, châssis, etc. –, d'une part pour les



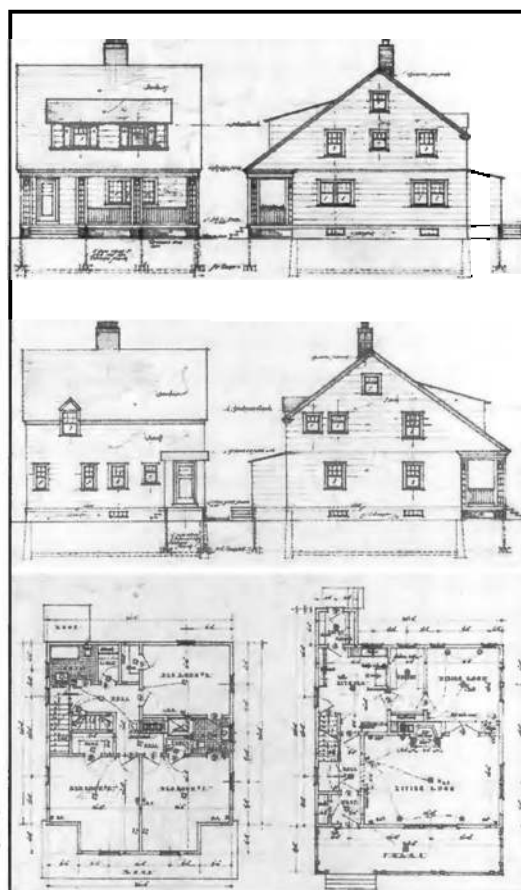
Photo Daniel Le Couëdic

À Berlin, cet ensemble, dit « du fer-à-cheval » (Hufeisensiedlung, Bruno Taut, architecte), dont on aperçoit ici une section, a été construit en même temps que la première phase d'Arvida. Toutefois, en raison de coûts de construction particulièrement élevés – en dépit d'une figure assez éloignée de la coûteuse maison unifamiliale –, les ouvriers auxquels il était destiné ne l'habitèrent jamais.



Ville Saguenay

Quelques-uns des dessins de présentation des maisons arvidiennes de types B2 et C1, A1 et A2, C2 et C3



Ville Saguenay

Élevations des façades principale, latérale et arrière, et plans des premier et second étages de la maison de type E5 LH.



Ville Saguenay

Assemblage des coffrages sur le chantier de construction, 1926

permuter et accroître le nombre de modèles de maisons, d'autre part, et surtout, pour en permettre une production en série de nature à accélérer la construction *in situ*. L'une des spécificités d'Arvida est en effet d'avoir été construite en bois, ce qui permettait, contrairement à la construction par moulage de sections en béton, par exemple, d'associer standardisation et diversification, puisqu'on pouvait au préalable tailler en plusieurs exemplaires les composantes de menuiserie, interchangeables d'une maison à l'autre et qui, dûment identifiées au modèle de maison auquel chacune se rapportait, étaient en conséquence distribuées sur le site approprié, où on pouvait assembler le tout simplement avec un marteau et des clous. « *They fitted so nicely, consta-t-on, that house after house was put up without a saw being used on the framing* ».

Si plusieurs compagnies nord-américaines, cherchant à diversifier leurs activités et leurs potentiels d'investissements, avaient déjà misé sur la facilité de la construction en bois et mis sur pied des filiales spécifiques en vue de bâtir leurs villes industrielles – Price avait, par exemple, mis sur pied la Kenogami Land et la Kenogami Loan, tandis qu'à Port-Alfred, Dubuc avait entre autres créé la Société de construction ouvrière –, l'envergure du chantier arvidien, du fait de la diversité des modèles et du nombre de

maisons construites simultanément, appelait à une planification autrement plus détaillée que ce qu'on connaissait jusque-là. Une fois les modèles de maisons distribués selon des *Houses Designation Charts* et la diversité résultante cartographiée dans le détail d'autant d'îlots qu'en comptait la section englobée par la première phase, l'excavation des sites, entreprise le 15 juin 1926, laissa bientôt la place à l'assemblage des coffrages des fondations en béton, qu'on réutilisait à mesure de maison en maison puisque tous les modèles de maisons, en dépit de leur variété, s'élevaient sur des rectangles de seulement quatre dimensions différentes. Les composantes de menuiserie prédécoupées (dans une scierie établie auprès du chantier) étaient alors livrées de site en site, dans des wagons, grâce aux rails installés dans les futures rues. « Les maisons d'Arvida, observa un critique, sont bâties comme Henry Ford construit des automobiles ». Ne restait plus qu'à surveiller de près la progression du chantier, ce qu'assurait des *Progress Charts* de la plomberie, de la peinture intérieure, etc. De la chaîne de montage d'Arvida, une maison naissait ainsi à toutes les cinq heures.



Alcoa (Pittsburgh)

En sus de nombreuses vues aériennes et de photographies de chacun des bâtiments du site industriel, ainsi que du catalogue documentaire assemblé pour chacune des maisons, Alcoa commanda plusieurs « scènes de rue » comme celle-ci, vouées à témoigner de la vie arvidienne : ici, la rue Moissan, probablement pendant l'hiver 1928.



Alcan, JON/28/146.

Vue panoramique, depuis l'église Sainte-Thérèse, de l'usine et de la portion sud de la « section B » issue de la première phase de construction d'Arvida, pendant l'été 1928.

Il n'est donc guère étonnant que, comme le plan en couleurs, comme les perspectives des maisons d'Arvida, le chantier de la ville lui-même soit devenu un objet de représentation, un phare de l'image de marque de la compagnie, qu'Alcoa fit photographier sous tous ses angles et auquel elle convia de prestigieux visiteurs. Parmi ceux-ci, le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau, tout le chapitre montréalais de l'Engineering Institute of Canada, J. E. Aldred, président de la Shawinigan and Water Company, E. W. Beatty, président du Canadian Pacific Railway et Richard B. Mellon, président de la Mellon National Bank et frère du Secrétaire du Trésor des États-Unis, peuvent constater, dès l'été 1926, qu'il y a à Arvida beaucoup plus qu'une ville de papier.

En juillet 1926, l'usine produit son premier lingot. Un mois plus tard, pendant que 800 hommes continuent d'œuvrer au chantier de la ville, les premiers Arvidiens emménagent dans leurs maisons. Puis, 135 jours après le début du chantier, l'ingénieur Harold Wake, qui le dirige d'une main de fer, peut clamer qu'il a gagné son pari : Arvida compte dorénavant 270 maisons, rejointes bientôt par des églises, des banques, un théâtre et un magasin d'alimentation.

L'habitat ouvrier : la cité modèle

Toutes les améliorations modernes ont été prévues : approvisionnement d'eau, égouts, électricité. Le courant électrique est amené dans les conduits souterrains par toute la ville et il n'y aura pas un seul poteau dans les rues, excepté les lampadaires. Toutes les rues seront pavées et les maisons résidentielles, pour les ouvriers comme pour les officiers supérieurs de la compagnie, seront toutes détachées les unes des autres¹⁴.

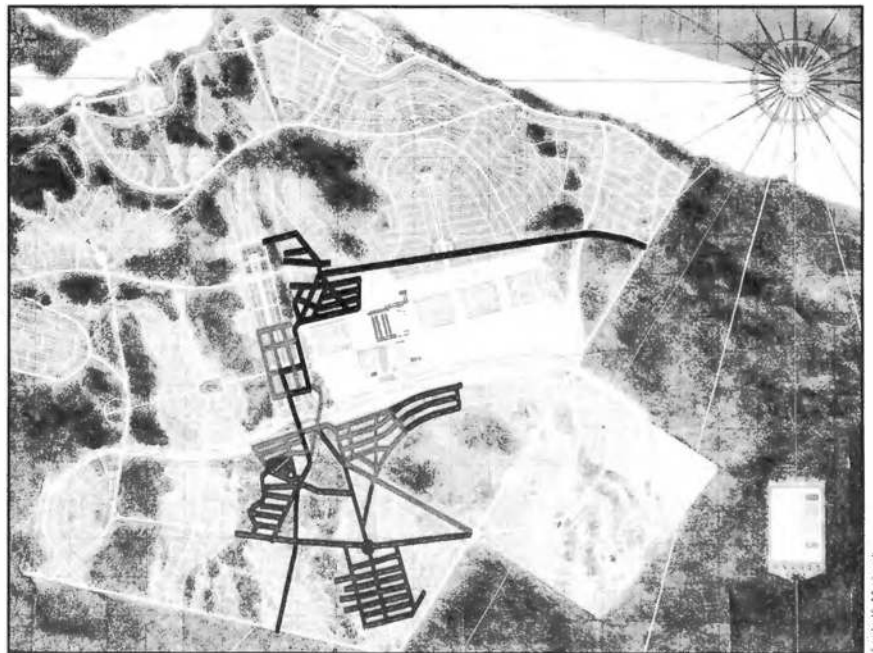
Cette première phase de la « ville construite en 135 jours », naturellement, est établie dans la section du plan la plus près de l'usine. Mais, pour les premiers Arvidiens, il y a bien plus que l'avantage d'habiter à quelques pas de leur lieu de travail.

Pour saisir le caractère novateur de la cité modèle d'Arvida, il faut se projeter dans l'époque qui, comme on l'a vu brièvement, rêve de maisons unifamiliales, souvent en vain, surtout en ce qui concerne l'habitat ordinaire du travailleur. Ainsi, même les maisons vendues dans les catalogues des grands magasins Sears coûtent plus cher que les maisons arvidiennes; d'autres maisons préfabriquées, comme celles de la compagnie Canadian Aladdin que la Shawinigan Water and Power avait édifiées en quelques exemplaires à Shawinigan, sont si rudimentaires

que tous les architectes les dénoncent; elles sont d'ailleurs pros crites à Arvida. C'est dire que la volonté affirmée d'Alcoa de procurer un logement, unifamilial et pavillonnaire de surcroît, à tous ses travailleurs, employés qualifiés ou ouvriers non spécialisés, étayée par l'organisation spectaculaire d'un chantier de construction d'une envergure sans précédent, rejoint aussi le désir de la compagnie d'engendrer une ville réelle qui soit elle-même un objet de représentation, en sus de son projet sur papier. Cependant, le choix de non seulement loger tous les travailleurs, mais de le faire aussi dans un paysage varié où, comme l'annonce l'ingénieur Wake, « pas une maison n'a été construite qui ressemble à sa voisine », tient aussi d'un objectif cher aux villes industrielles et bien rarement atteint : susciter et soutenir, chez les citoyens, un sentiment d'appartenance.

À cet égard, Arvida est non seulement « démocratique » ou « égalitaire », puisque la compagnie y accueille sans discrimination l'ensemble de ses travailleurs, mais aussi « identitaire ». Voyons comment.

Premièrement, plutôt qu'établir distinctement un quartier pour les ouvriers et un quartier pour les employés spécialisés ou les dirigeants – un autre de ces « quartiers des Anglais », en somme –, on a opté, à Arvida, en faveur de la mixité : « *the city shall comprise but one ward* », comme le précise la charte de la ville. En



Arvida, construction réalisée en 1926-1927 et phases subséquentes, superposées au plan de Brainerd : en gris clair, la suite de la première phase, selon une « carte générale » de 1928 (c'est là, pour l'essentiel, qu'on construira les premières maisons nouvelles à compter de 1936); en gris moyen, le tracé supplémentaire identifié sur un projet d'égout en 1926, remplacé pendant la Deuxième Guerre par le plan approuvé par la Commission d'urbanisme à cette époque. Conformément aux préceptes du town planning des années 1920, les deux principales voies est-ouest et nord-sud, intégrées dès 1926 (en noir), reprennent de plus anciens chemins existant sur le site : Back Road (Mellon) et Radin (boul. du Saguenay/Moissan/La Traverse).

d'autres mots, comme le confirme la répartition des types des maisons, on a aboli ici la ségrégation usuelle des villes industrielles, en érigeant côte à côte des maisons destinées aux différentes catégories de travailleurs. Ce n'est que bien après sa planification, en acquérant la spécificité que devait lui conférer la terre québécoise (et catholique), que la communauté arvidienne s'est scindée en deux : le *town planner* Brainerd n'avait pas prévu, en effet, que deux traditions religieuses, catholique et protestante, s'y côtoieraient et qu'ainsi, au lieu d'un seul centre de quartier et d'une seule église, la « section B » d'Arvida en compterait plutôt deux : celui qui était prévu, autour de l'église Sainte-Thérèse, qui attira de ce côté les catholiques, et un second, au coin des rues Moissan et La Traverse, où s'éleva bientôt l'église protestante, drainant aux alentours sa propre clientèle. Or, dans la mesure où les employés spécialisés, souvent étasuniens, étaient plutôt protestants et que les ouvriers, à l'origine surtout canadiens-français, étaient catholiques – du moins dans les premières années d'existence de la ville –, Arvida eut dans les faits bientôt deux quartiers ségrégués.

Pour autant, les quelque 70 maisons des employés et les 200 maisons des ouvriers ne se distinguent guère les unes des autres. Car, deuxièmement, aucune des 270 premières maisons d'Arvida n'arbore un ornement ou caractère qui permettrait d'identifier la catégorie de travailleur à laquelle elle se destine. Certaines des plus imposantes d'entre elles pouvaient accueillir des canadiens-français, d'autres plus petites être vouées à quelque ingénieur; on ne peut identifier les unes et les autres que par des garde-robes, un système de chauffage central, des planchers de bois franc plus communs dans les secondes que dans les premières, c'est-à-dire, en d'autres mots, par un confort accru des maisons destinées aux dirigeants et aux employés qualifiés. En bref, à Arvida, l'identité était dans « l'être », et non dans le « paraître ».



Photo Luc Noppen et Alcan.

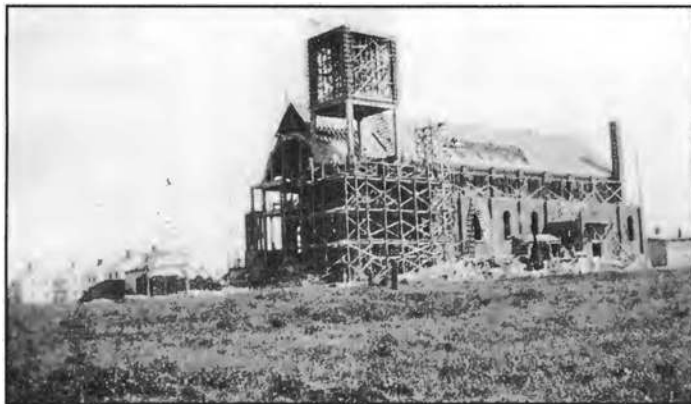


Photo Luc Noppen et Alcan.

Vues d'aujourd'hui et telles que répertoriées vers 1928 dans le catalogue Townsite Houses mis sur pied par la Arvida Works, filiale d'Alcoa vouée à la construction d'Arvida. En haut, maison de type F6, avec salle de famille. En bas, maison de type B4, avec cuisine, living room et salle à manger séparées.

Cela nous est confirmé par une troisième particularité de l'habitat arvidien. Plus communes autour de l'église catholique, certaines des maisons, en effet, ont, en lieu et place d'une salle à manger, d'un living-room, et d'une cuisine séparés, une « salle de famille ». Or, la présence de cet espace relativement archaïque est significative des visées identitaires de l'habitat arvidien : la salle de famille était en effet habituelle dans la maison canadienne-française traditionnelle, comme dans les maisons de colonisation auxquelles les Canadiens français étaient habitués, tandis que les Étasuniens qui travaillaient à Arvida étaient plus susceptibles d'être familiers avec une salle à manger et une cuisine cloisonnées. C'est dire, en d'autres mots, qu'on a planifié et construit à Arvida des maisons dans lesquelles les travailleurs pourraient se reconnaître.

Cette possibilité accrue pour chacun de ceux-ci de développer un sentiment d'appartenance envers la ville et son habitat, déjà, comme on l'a vu, bien différent de celui du voisin, s'explique aussi par la figure générale des maisons arvidiennes. L'ingénieur Harold Wake, en effet, a rejeté les plans des maisons envoyés depuis les États-Unis pour, plutôt, modeler les maisons d'Arvida – à tout le moins, d'une centaine d'entre elles – « sur le type des maisons ordinaires de la province de Québec », comme il le décrivait. À une époque où l'Association des architectes de la province de Québec venait tout juste de se prononcer pour un retour à « l'architecture de bon goût d'autrefois », ce choix en faveur de maisons « typiques » du lieu où elles s'érigent a de quoi surprendre : l'effort de Wake, en effet, était l'un des premiers qui codifierait l'architecture domestique caractéristique du Québec. Tout Arvida, et non seulement ses résidents, y gagnait en identité : dans la cité modèle s'avérait ce qui deviendrait l'un des premiers répertoires, et certainement le premier à être construit, de maisons « régionalistes »



Archives de la paroisse Sainte-Thérèse.

L'église Sainte-Thérèse en construction, dûment photographiée pour documenter l'innovation à l'œuvre.



ANOC, Coll. de la SHS

Parmi les innovations arvidiennes, des couvertures en aluminium, dont celle-ci, sur une maison de type A4.



ANOC, Coll. de la SHS, no 8540.

La cité-modèle fleurie : au coin des rues Moritz et Cersted, face au premier hôpital, aménagement photographié par l'architecte paysagiste V. T. Heard, probablement en 1933.

(c'est-à-dire typiques de la région ou du lieu) ou « néo-canadiennes-françaises ». Il n'est, dans tous les cas, pas étonnant que *Le Progrès du Saguenay* ait joyeusement constaté que « la compagnie fait preuve d'excellentes dispositions à l'égard des nôtres ».

Au fil de sa croissance, toute la ville devint sujette à de telles innovations et au dépassement. Ainsi, l'église Sainte-Thérèse, pour laquelle la compagnie déboursa 125 000 \$, se distinguait, derrière son allure d'église catholique relativement traditionnelle, ainsi par une novatrice voûte de béton qui n'est pas sans rappeler celle de l'église Saint-Ambroise, élevée en 1923 à Montréal d'après les plans du célèbre Ernest Cormier, qu'on reconnaissait à l'époque comme l'une des premières constructions modernes du pays. Qu'on ait trouvé dès 1927, à Arvida, des maisons dont le toit était couvert d'aluminium en bardeaux ou en tôle sur baguettes ne surprend donc guère.



ANOC, Coll. de la SHS, album Alcan 10.1.

Vue aérienne d'Arvida, en 1938, prise par la Canadian Airways : les 709 arbres plantés par le Landscape Department, comme on le voit, ont déjà 10 ans.

En juillet 1927, le *Landscape Department* d'Arvida plante 709 arbres dans la ville nouvelle, puis lance un concours « pour les jardins les mieux cultivés et les parterres les plus jolis » et entreprend, sous la gouverne de l'architecte paysagiste V. T. Heard, divers aménagements d'embellissement des parcs et des espaces publics de la ville. En 1928, 3 500 personnes travaillaient à Arvida; on songe donc à poursuivre la construction de la cité modèle, au sud de l'usine, cette fois, comme le prévoyait le plan du *town planner* Brainerd. Mais en 1928 aussi,

Alcoa, soupçonnée en vertu de la loi étasunienne de monopole, doit se scinder, créant Alcan à qui elle abandonne ses propriétés étrangères, dont Arvida et son chantier. La même année, on conclut à l'insuccès de l'extraction à sec de l'alumine qu'on avait souhaité expérimenter à Arvida, précisément pour en faire une véritable capitale industrielle — puisque ce procédé, en permettant de traiter des minéraux moins purs que ceux auxquels on recourait dans des usines Bayer, rendait éventuellement possible le traitement de l'anorthosite du Saguenay, ce qui aurait affranchi la production aluminière arvidienne de la bauxite de Guyane britannique. Puis, en 1929, la Grande Crise force la fermeture de trois des quatre salles de cuves des usines d'Arvida. Signe des temps, à la fin de l'année, le bimensuel *The Arvidian*, victime de l'exil de son rédacteur en chef, s'éteint avec l'essor qu'il devait pourtant célébrer.

La ville de l'aluminium [bis] et ses monuments

*Le bon immeuble au bon endroit*¹⁵.

Ce n'était néanmoins que partie remise. Dès le 10 septembre 1932, la jeune Alcan reçoit, à Arvida, une commande de 1600 tonnes d'aluminium du Japon. Une nouvelle usine Bayer et deux performantes unités de fusion norvégiennes Soderberg relancent la production : Alcan-Arvida est prête pour l'effort de guerre.

Tout Arvida fit bientôt à nouveau l'objet d'un gigantesque battage médiatique, comme cela avait été le cas en 1926, et ses monuments furent publiés dans le monde entier, occupant des pages entières du *National Geographic* ou du *Financial Times*. « *United States capital, pouring into Canada, has carved towns like this out of the wilderness* », annonça le *Nation's Business* en avril 1940; *Photo-Journal*, quant à lui, concluait que « Arvida et Shipshaw sont deux réussites du génie de l'homme ». Au « pouvoir » de la centrale de Chute-à-Caron, déjà exceptionnel, on avait en effet ajouté celui d'une nouvelle centrale, Shipshaw II, construite en à peine 18 mois et elle aussi l'une des plus puissantes du monde, tout comme la capacité des usines arvidiennes se situait



La « section D » (rues Vaudreuil, Régina, Burma), vue en 1943.

Ville Saguenay

dorénavant parmi les plus importantes. Mieux encore, on avait, pour cette nouvelle centrale, retenu les services de l'architecte J. C. Meadowcroft, ce qui avait valu à l'œuvre de se distinguer, non seulement au plan du génie, mais aussi dans le domaine de l'architecture, en remportant une prestigieuse médaille Massey du gouvernement canadien.

Dès 1936, lorsqu'elle reprit la construction de la ville, Alcan fit en effet dorénavant appel aux architectes les plus connus du Québec de l'époque. C'était le cas d'Ernest Isbell Barott, qui livra alors les plans de six nouveaux modèles de maisons, aussitôt construites dans la « section D », juste au sud du centre-ville. Le célèbre Harold Lea Fetherstonhaugh, quant à lui, avec son collègue Alexander Tilloch Galt Durnford, proposa une série de modèles « néo-canadiens », tant et si bien que l'une des maisons ainsi construite fut, aussitôt bâtie, consignée dans l'Inventaire des œuvres d'art, mis sur pied en 1937 par le Gouvernement du Québec afin de répertorier le « patrimoine » de la province. Enfin, Léonce Desgagné, qui brillerait parmi les architectes modernes du Québec, apporta à Arvida une version modernisée de la notoire maison canadienne-française du Bas-du-Fleuve, devenue à Arvida « de type A-5 », reconnaissable à son typique larmier incurvé.



Centrale hydroélectrique Shipshaw II, œuvre de l'architecte J. C. Meadowcroft, 1941.

ANDC, Coll. de la SHS

À une époque où on vante la gloire de Levittown (États-Unis), où on a, en six ans, construit une centaine d'exemplaires de six types de maisons, la diversité du paysage d'Arvida, comme dans les années 1920, va de pair avec l'expertise arvidienne en matière de standardisation des plans et d'organisation du chantier de construction. L'engagement de la compagnie en faveur d'une cité modèle exceptionnelle ne consentit aucun sacrifice à la croissance démographique et, bien que la population de la ville se multiplierait par sept de 1939 à 1950, ses nouveaux quartiers n'en rivalisaient pas moins en charme avec ses plus anciens.

Tout en maintenant son « vouloir de paysage » par le biais, notamment, de nouveaux concours de parterres fleuris, Alcan, cependant, se trouvait désormais aux prises avec une ville entière, dont l'entretien et le contrôle architectural risquaient d'échapper de plus en plus à la supervision de la compagnie qui, tout attentionnée qu'elle fût envers sa « capitale de l'aluminium », avait sans doute aussi beaucoup à faire, précisément, du côté de la production aluminifère cruciale pour l'effort de guerre canadien. Elle mit donc sur pied, dès 1942, une commission d'urbanisme – l'une des premières au pays – vouée à transférer à la municipalité la gouvernance du paysage, et y désigna, à nouveau, des ingénieurs et des architectes parmi les plus réputés au pays : on y retrouvait ainsi, entre autres, aux côtés d'Harold Lea Fetherstonhaugh, Frederick G. Todd, concepteur du parc des Champs-de-Bataille à Québec et, surtout, l'un des élèves les plus connus de Frederick Law Olmsted, architecte de Central Park à New York et du parc du Mont-Royal, à Montréal.

Une fois comblés les lots des sections D et C, projetés dans les années 1920, la Commission d'urbanisme d'Arvida devait, aussi, envisager la suite : plus question évidemment, en 1942, de



Fetherstonhaugh et Durnford, architectes, « development House » pour Arvida, vers 1942.

McGill, Coll. architecture canadienne, fonds Durnford.



Maison de type M-11, Fetherstonhaugh et Durnford, architectes.

Photo Luc Noppen.



Maison du vice-président de la compagnie Alcan : ainsi cette maison, dessinée sous le titre de « 1948 Municipal Housing » par Fetherstonhaugh, Durnford, Bolton et Chadwick se retrouva-t-elle consignée par Gérard Morisset, dès le début des années 1950, dans l'Inventaire des œuvres d'art de la province.

ANOC, Fonds Gérard-Morisset.



Vers 1950, une des maisons du type A-5 conçu en 1937 par Léonce Desgagné

Photo Marc Ellefsen, ANOC, Coll. de la SHS

continuer de mettre en œuvre le plan de Brainerd, qui avait déjà près de vingt ans. De la même façon qu'Arvida avait toujours été à l'avant-garde des courants architecturaux et urbanistiques, la cité modèle devait profiter des idéaux de l'époque en matière de planification urbaine; ainsi le centre-ville, qu'on avait dans les années 1920 vigoureusement aplani en vue d'y aménager le *Business District* de la *City Beautiful*, resta-t-il, justement, en plan... À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les centres-villes monumentaux – et les centres-villes en général, d'ailleurs – étaient plutôt passés de mode. La Charte d'Athènes¹⁶, en revanche, prescrivait dorénavant une ségrégation des fonctions plus nette dans la ville – selon le *credo* « habiter, travailler, se récréer et circuler » – et des infrastructures routières plus efficaces. Ces principes, qui concourraient à engendrer les banlieues-dortoirs nord-américaines, résultèrent plutôt à Arvida en une forme de banlieue modèle, d'autant que les architectes de la Commission d'urbanisme ne sacrifiaient guère au fonctionnalisme du temps la recherche esthétique qui avait pavé leurs carrières.

Dans la portion sud de la ville, la nouvelle section aux rues curvilignes bien typiques de l'époque, parce qu'elle avait été préalablement planifiée et ses lots, tracés et valorisés, fut l'une des premières au Canada qui reçut les maisons de la *Wartime Housing Limited*. Mais alors que les prototypes de cette société fédérale étaient conçus comme temporaires, ce qui justifiait qu'on puisse les monter et les démonter aisément, Alcan en acquit plutôt près de 500 pour les établir sur des fondations permanentes; le chantier, qui fit sensation dans la presse, légua ainsi à Arvida une concentration exceptionnelle de ces souvenirs canadiens de la Deuxième Guerre mondiale au Canada et l'un des témoins les plus probants de l'essor, à cette époque, des villes nord-



Installation des maisons *Wartime* d'Arvida sur des fondations, en 1949 : le chantier fit sensation dans la presse.



Paysage de la « section D » aujourd'hui

Photo Gabor Szilasi, Centre Canadien d'Architecture.



Vue aérienne d'un des nouveaux quartiers résidentiels nés de l'expansion de la Deuxième Guerre mondiale, auprès du Manoir du Saguenay.

ANOC, Coll. : S6, D16, P4.



L'église Saint-Jacques, œuvre de Desgagné et Boileau (1946), inspirée des figures traditionnelles de l'architecture canadienne-française et néanmoins bien moderne, avec une structure de béton et une toiture d'aluminium.

Photo Luc Noppen.

délaissé, puisqu'elle s'articule autour de l'un de ces grands axes de la *City Beautiful* de jadis qui la traverse, depuis une place bien identifiée dans le plan, du sud au nord. La construction, en 1964, de l'église Saint-Mathias à son extrémité sud transposa ainsi, en quelque sorte, l'idéal du centre-ville monumental du *town planner* Brainerd, en établissant une vaste perspective depuis celle-ci... à l'usine, cœur, comme toujours, de la cité industrielle.

Si les maisons arvidiennes, régionalistes ou *Wartime*, étaient « canadiennes », toujours dans cet esprit d'appartenance de la ville « identitaire » mais, aussi, parce qu'il s'agissait d'œuvres d'architecture inscrites dans « l'air du temps », les édifices institutionnels qui ponctuaient Arvida devaient l'être tout autant. L'image exceptionnelle de la ville ne s'arrête pas, en effet, aux maisons, puisqu'on y construit aussi des édifices somptueux voués, comme les maisons et comme le tracé urbain, à magnifier l'ancienne Washington du Nord. Contrairement aux maisons cependant, ceux-ci alternent entre une architecture régionaliste, codifiant l'héritage traditionnel du Canada français, et une architecture plus « internationaliste », inspirée des innovations formelles de l'Occident; tout se passe comme s'il s'était agi de concentrer, à Arvida, ce que le monde des années 1940 et 1950 pouvait produire de meilleur – toujours en faisant appel aux architectes les plus en vue de l'époque, convoqués à Arvida par l'Alcan. Ainsi le Manoir du Saguenay¹⁷, construit à toute vitesse en 1939 pour accueillir les invités et les employés de la compagnie, de même que l'église Saint-Jacques, appartiennent au premier de ces deux courants architecturaux, tandis que le Centre de recherche et de développement relève du second, « internationaliste » mais néanmoins bien caractéristique d'Arvida : si l'église Saint-Jacques pouvait se distinguer par une toiture en aluminium, le Centre de recherche, telle une image de marque est, lui, revêtu en entier du « métal magique du XX^e siècle ». L'aluminium était devenu la signature d'Arvida, depuis des maisons qui en étaient habillées, en passant par des chandeliers conçus par les architectes de celles-ci, jusqu'à un pont... Le premier pont d'aluminium au monde. Née à « 450 miles North of Boston » la cité modèle était bel et bien devenue la capitale de l'aluminium.

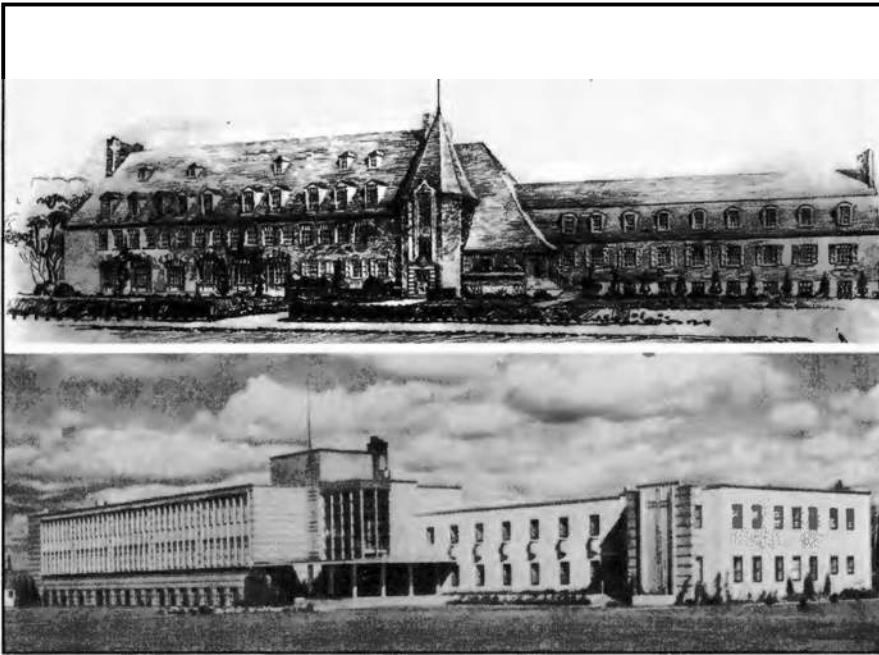
américaines. Les maisons *Wartime* H1 et H12, choisies par la Commission d'urbanisme, devinrent ainsi à Alcan–Arvida les types U et W, soldats d'une nouvelle et bien typique banlieue pavillonnaire, que le vouloir monumental arvidien n'avait pourtant pas

Arvida aujourd'hui et demain

Malgré tout, au milieu des années 1990, presque tous semblaient avoir oublié Arvida. On n'en parlait plus guère, ni de ses plans, de ses paysages exceptionnels, de ses monuments. Une rumeur circulait, cependant, voulant que la ville ait adopté la forme d'un « A », d'un « ARVIDA » amorcé... mais inachevé. S'il apparaît hors de tout doute que la planification de la ville ressortit à une logique et à des principes autrement plus complexes, la seule existence de la rumeur n'en est pas moins probante : l'image d'Arvida était dorénavant celle d'un projet avorté. Pour autant, la rumeur, transcription dans l'imaginaire populaire de la notion d'une « ville planifiée », n'était pas, comme on l'a vu, tout à fait fausse...

Dans les années 1940 et 1950, tous voulaient visiter Arvida. La reine Elisabeth II y est venue; Charles Aznavour a séjourné au Manoir du Saguenay. Ma propre mère a été conduite par son père, depuis Québec, sur un transocéanique transportant de la bauxite, puis en taxi, pour découvrir la somptueuse Arvida. Il fut un temps où Arvida occupait les pages de manuels de géographie du monde entier. Le plus important *baby boom* du Québec est survenu à Arvida. Comment, alors, a-t-on pu oublier la ville?

D'abord, du fait d'une série de mauvais souvenirs. Ceux de l'industrie de guerre et de ses secrets, par exemple : si l'on construisit bel et bien la base militaire de Bagotville pour protéger Arvida, l'histoire est beaucoup moins claire quant à des camps d'internement qu'on aurait, un temps, établis dans la ville. Les mémoires de douloureuses grèves se succèdent aussi, notamment de celle de 1941, qui conduisit le gouvernement canadien à décréter la Loi sur les mesures de guerre et à dépêcher l'armée à Arvida. La catastrophe de Saint-Jean-Vianney, en 1971, dont plusieurs survivants refirent leur vie à Arvida, n'est pas étrangère à cette accumulation de mauvais souvenirs, non plus que, à l'origine de la cité modèle, un projet étranger (de Pittsburgh, planifié à New York) jalosé par les *town planners* canadiens et devenu lui-même étranger en son propre pays lorsque Alcoa abandonna sa ville canadienne. En 1986, lorsque la presse s'attarda au « mystère des valises rouges » – deux institutrices d'Arvida avaient été trouvées, par des douaniers italiens, en possession de plus de six kilogrammes d'héroïne –, le mal était déjà fait : au Québec, on ne parlait plus que « d'Arvida au Lac-Saint-Jean¹⁸ ». La fusion (au sein de Jonquière) de 1976, au terme d'une longue et houleuse campagne de protestation des Arvidiens documentée par le photographe Marc Ellefsen, avait déjà fait son œuvre; celle de 2001 (au sein de Saguenay) enleva une deuxième fois à Arvida son nom.



ANOC, Fonds Desgagné, 343 et collection Daniel Bouchard.

Projet « régionaliste » pour l'école Notre-Dame-de-l'Assomption, Desgagné et Boileau, Fetherstonhaugh, Durnford, Bolton et Chadwick, architectes, 1949, et l'école, telle que réalisée selon une figure plus « internationaliste », photographiée par Paul Lalime et publiée dans *Souvenir Album Arvida Canada* en 1950.



Bibliothèque nationale du Québec.

Le Manoir du Saguenay, œuvre de Fetherstonhaugh et Durnford (1939), fit, comme la plupart des édifices d'Arvida, le tour du monde sur des cartes postales comme celles-ci.



Photo Office du film du Québec, ANCC, Coll. de la SIS, no 9520.

Le pont d'aluminium d'Arvida, qui fit le tour du monde dans la presse spécialisée, lors de son inauguration en présence du premier ministre Maurice Duplessis, en 1950.

Le plus grand péché d'Arvida toutefois, à tout le moins aux yeux de l'élite clérico-nationaliste du Québec des années 1920, relève sans doute de ce que certains appelèrent la « tragédie du Lac-Saint-Jean », c'est-à-dire l'inondation des terres arables du pourtour du lac en vue d'accroître le potentiel de la centrale d'Isle-Maligne. Usuelle au Canada français, la confrontation entre la traditionnelle agriculture et l'industrie fut d'autant plus facilement récupérée qu'elle opposait ici de surcroît des cultivateurs québécois et catholiques à des « capitalistes » étasuniens et protestants. Encore en 1943, l'*Action catholique* se faisait un devoir de rappeler que :

Cette tragédie est dans le fait que sans nécessité [...] on a inondé les propriétés des riverains [...] et dans le fait douloureusement triste que les victimes de l'agression ont vu les chefs politiques de la province et grand nombre de leurs concitoyens pactiser contre eux et avec les bandits de la finance qui les dépossédaient.

Tout cela, pourtant, n'a que bien peu à voir avec l'immense réalisation que fut Arvida ou avec ce que la cité modèle est depuis devenue. Arvida est toujours consignée, sous son nom propre, dans de grands dictionnaires de ce monde – dont *Le Robert II* –; surtout, son paysage exceptionnel, témoin de son histoire, conserve jusqu'aux *staff houses* qu'on avait élevées, en 1925, pour héberger les ouvriers et ingénieurs du chantier.

Dans l'histoire des villes et de la planification urbaine, Arvida est à la fois incomparable et exceptionnelle. Elle l'est certainement plus que, par exemple, le parc du Mont-Royal (Montréal), cette œuvre de Frederick Law Olmsted (maître de Frederick Todd) pour laquelle le Gouvernement du Québec a inventé il y a peu une désignation particulière, une première : le classement au titre « d'arrondissement naturel et historique ». Elle l'est indéniablement tout autant que New Lanark (Écosse), que cet article a brièvement évoquée, inscrite sur la liste des sites du patrimoine mondial en 2001, en raison notamment des équipements construits pour la population en sus du logement que Robert Owen

offrait aux travailleurs de ses manufactures. Elle l'est aussi sûrement autant que le complexe industriel de la mine de charbon de Zollverein (Essen, Allemagne), aussi inscrit en 2001 sur la liste des sites du patrimoine mondial, principalement du fait de son architecture moderne et parce que l'ensemble représenterait une « période cruciale » du développement de l'industrie au XX^e siècle.

Arvida est à la fois la « Washington du Nord », la « ville construite en 135 jours », la cité modèle accueillant magasins, hôpitaux, écoles, églises et offrant, entre autres, le premier cours classique gratuit de la province; elle est aussi l'un des premiers exemples de l'urbanisme et de l'habitat ouvrier d'après-guerre en Amérique du Nord, avec de surcroît de très nombreux monuments de l'histoire de l'architecture. Une brève comparaison avec la *Cité industrielle* de Tony Garnier, que j'ai évoquée précédemment, peut sans doute permettre de mieux saisir l'envergure et l'importance d'Arvida, notamment puisque la *Cité industrielle* reste sans doute à ce jour l'un des projets urbains les plus connus du XX^e siècle. Les deux projets sont effectivement ceux d'une ville « totale », depuis le tracé des rues et la distribution des fonctions dans la cité jusqu'au dessin des maisons. Garnier et Alcoa (puis Alcan) ont tous deux envisagé la réalisation d'une métropole digne des plus grandes capitales, dotée d'édifices somptueux et d'avenues grandioses, mais d'une métropole aussi dédiée au fonctionnement efficace d'une industrie prospère – celle, il faut le rappeler, dont on entrevoyait qu'elle déterminerait l'urbanisation du XX^e siècle –, à l'échelle d'un déploiement hydroélectrique formidable. Dans les deux cas aussi, des techniques de construction sophistiquées devaient étayer l'économie du chantier et garantir l'édification, de formes architecturales toutefois simplifiées dans le cas de la *Cité industrielle* de Garnier (contrairement aux formes diversifiées d'Arvida), puisque celui-ci recourait plutôt au béton, plus usuel en France, et non au bois. Comme la *Cité industrielle*, Arvida est née d'une volonté panoccidentale de mieux loger les travailleurs et de faire des villes meilleures, mais dans un contexte nord-américain qui, lui, dictait une économie, une construction et des figures particulières, et d'une dynamique compagnie en quête



CCA, fonds Ernest-Barott, 03-APC-095N.

Laboratoire de recherche de l'Alcan à Arvida, Barott, Marshall, Montgomery et Merrett, architectes, 1950.



Collection particulière et photo Steve Poirin.

Hier (1927) et aujourd'hui, les staff houses d'Arvida, dont les plans ont eux aussi été – comme ceux de tout le reste de la ville – soigneusement dessinés et consignés par la compagnie.

d'une image de marque pour ce « métal magique du XX^e siècle » dont elle se faisait le promoteur. C'est ainsi qu'Arvida conduisit finalement à ce que Tony Garnier appelait « une imagination sans réalité », la *Cité industrielle*...

Comme cette « imagination sans réalité », aussi, Arvida a légué à l'histoire des documents exceptionnels; beaucoup plus, en fait, puisque quelque 2000 feuillets de plans, des dessins exceptionnels, des centaines de films, de photographies, de brochures, d'articles de journaux, une *Chronological History of Arvida Works*, entre autres, dans une bonne douzaine de fonds d'archives au Canada et aux États-Unis relatent, non seulement un projet, mais la construction réelle d'une ville. Arvida a en effet légué une ville et, à travers elle, l'épopée d'un XX^e siècle dorénavant derrière

nous. Ce qu'on en conserve à ce jour n'en est que plus exceptionnel : un monument de l'histoire de l'industrialisation au Québec et de l'héritage industriel de l'Occident; un monument de l'épanouissement du Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale et un mémorial de l'effort de guerre canadien; un monument de la grandeur du Saguenay; un monument de l'histoire de l'architecture; un monument de l'histoire du génie; un monument de l'histoire de l'habitat, de l'histoire de la forme urbaine et de l'histoire des villes. En d'autres mots et pour résumer, Arvida appartient non seulement au patrimoine des Québécois, mais au patrimoine de l'humanité.

Arvida, site du patrimoine mondial? Pourquoi pas, en effet. Mais le patrimoine reste ce qu'il est : une construction intellectuelle, une représentation de ce que nous sommes et de ce que nous voulons être. Le patrimoine naît de l'affection des collectivités pour leur environnement : c'est d'abord localement, entre les mains de ceux qui la côtoient et qui l'aiment, qu'Arvida entreprendra de gravir les échelons de la reconnaissance internationale à laquelle on la vouait dès ses origines...

* L'auteure est professeure au Département d'études urbaines et touristiques à l'Université du Québec à Montréal, chercheuse au Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions et membre de l'Institut du patrimoine de l'UQAM. Cet article a été produit dans le cadre du projet « Les paysages de la métropolisation », soutenu par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture.

À la suite de sa thèse de doctorat, *Arvida, cité modèle, ville moderne, ville de l'aluminium* (Université de Bretagne occidentale), Lucie K. Morisset a publié, en 1998, l'ouvrage *Arvida, cité industrielle. Une épopée urbaine en Amérique* (*Septentrion*), lauréat du prix Michel-Brunet de l'Institut d'histoire de l'Amérique française. Pour des compléments d'information ou pour connaître l'appareil théorique qui sous-tend l'analyse dont les conclusions sont présentées dans cet article-ci, on peut consulter, en sus de cet ouvrage désormais épuisé, les nombreux articles publiés par l'auteure sur le sujet, au Canada et en France, ainsi que les rapports de recherche et propositions de mise en valeur réalisés à la demande de la municipalité, dont le Plan de conservation et de mise en valeur du patrimoine urbain et architectural d'Arvida (Lucie K. Morisset et Luc Noppen, 1999, *Ville de Jonquière*). L'auteure projette un nouvel ouvrage sur Arvida.

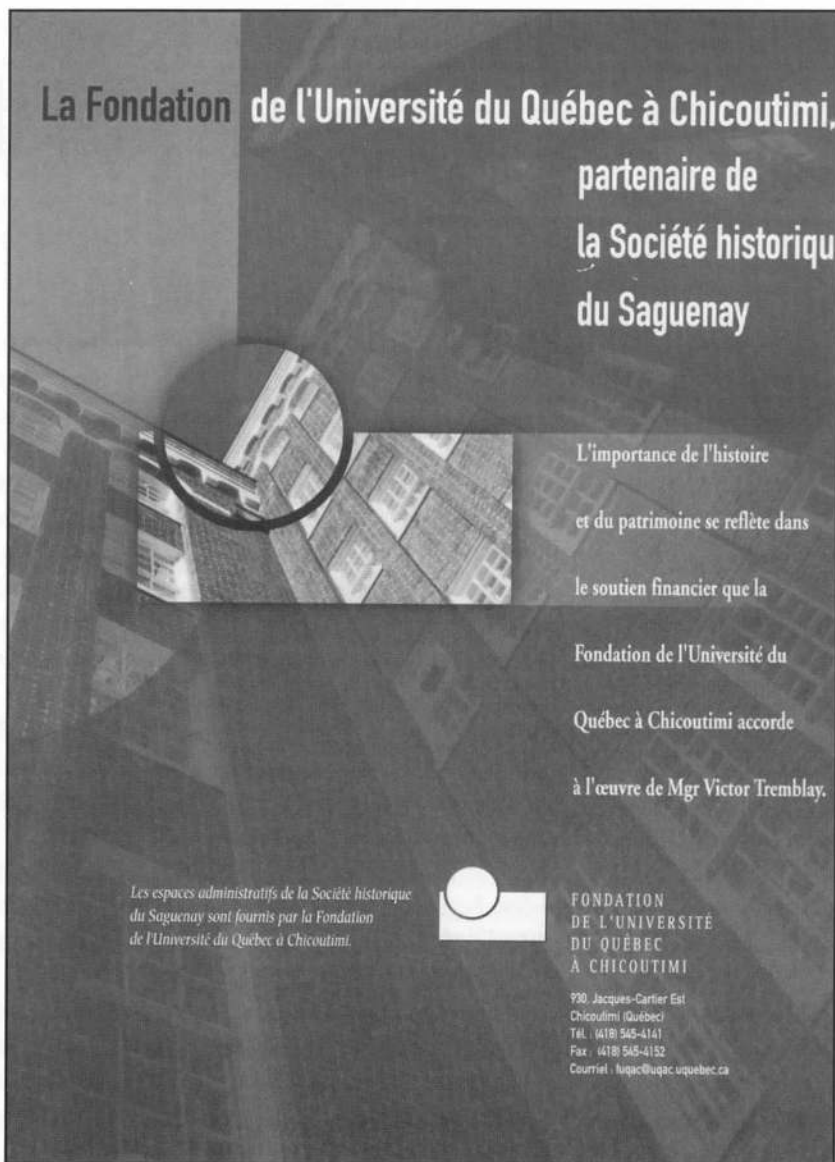
On peut aussi lire, bien sûr, José Igarua, *Arvida au Saguenay. Naissance d'une ville industrielle, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1996, ainsi que plusieurs articles d'Igarua, dont « Vivre à Arvida »*, dans Robert Fortier (dir.), *Villes industrielles planifiées, Montréal, Centre canadien d'Architecture/Boréal, 1996, p. 155-176.*

NOTES

1. Anne-Marie de Launière-Dufresne, « Arvida a 50 ans, comme le premier lingot d'aluminium qu'on y a coulé », *Perspectives*, Québec, vol. 18, n° 26, 26 juin 1976, p. 4.
2. *Chief Executive Officer*, plus précisément.
3. " A Garden City for Canada – Perhaps ", *The Journal of the Town Planning Institute*, London, vol. IV, n° 4, août 1925, p. 4.
4. Paroles de George Pullman, citées dans William Adelman, *Touring Pullman*, Chicago, Illinois Labor History Society, 1993, p. 3.
5. Tout en désenclavant les centres encombrés de celle-ci : le site même de l'Exposition colombienne avait été déterminé en vue de valoriser de nouveaux secteurs de la périphérie de Chicago.
6. Tony Garnier, *Une cité industrielle. Étude pour la construction des villes*, Paris, A. Vincent, 1917.
7. *Idem*.
8. " Montreal Star Lauds Arvida District ", *The Arvidian*, Arvida, 19 septembre 1927, p. 1.
9. Louis-Alexandre Taschereau, cité dans *Le Devoir*, 9 décembre 1927.
10. *Idem*.
11. Tony Garnier, *op. cit.*
12. « La charte d'Arvida », *Le Progrès du Saguenay*, Chicoutimi, 24 mars 1926, p. 2.
13. *Idem*
14. « Arvida, ville-champignon : M. H. R. Wake décrit la construction d'Arvida en 135 jours », *Le Devoir*, Montréal, 8 octobre 1926, p. 8.
15. R. A. Lemieux, « L'urbanisme contribue au bien-être des Arvidiens », *Le Lingot*, Arvida, 19 juin 1952, p. 9
16. La Charte d'Athènes réunit les conclusions du IV^e Congrès international d'architecture moderne (CIAM) tenu à Athènes en 1933. Le document fut diffusé une première fois en 1941-1942, sous le titre « Charte d'Athènes ». On crédite généralement ce document de la diffusion de principes « fonctionnalistes » en urbanisme, en ce sens qu'il proposait de penser la ville selon ce qu'on identifiait comme ses principales « fonctions » : habiter, travailler, se récréer et circuler, qui chacune devaient occuper des portions bien distinctes du plan urbain.
17. Fortement inspiré du manoir de Jacques Cartier à Rotheneuf (près de Saint-Malo, en France), restauré à l'initiative du Canada lors du quatrième centenaire, en 1934, de l'arrivée de ce « découvreur » au Canada.
18. C'est ainsi que l'on désigne la ville sous le titre du « mystère des valises rouges » dans les archives de Radio-Canada [http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-10-409-2329-11/vie_societe/soeurs_levesque_valises].
19. Avec un bémol, toutefois. En 1974, la mention faisait état de « ARVIDA. V. industrielle du Canada (Québec) sur le Saguenay, proche de Chicoutimi. 14 500 hab. – Usine d'aluminium traitant la bauxite (importée de Guyane anglaise, de Jamaïque et de Guinée et transportée par le Saguenay), grâce à l'hydroélectricité (centrales de Shipshaw, Chute-des-Passes) ». En 2006, on ne trouve plus que « ARVIDA → Jonquière ».

POUR NOUS REJOINDRE

(418) 549-2805
shs@cybernaute.com



La Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi,
 partenaire de
**la Société historique
 du Saguenay**

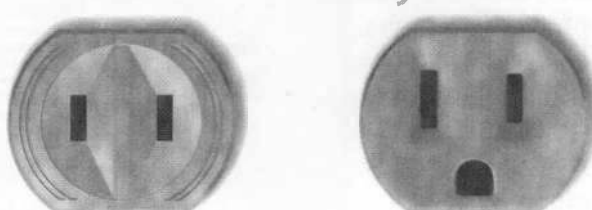
L'importance de l'histoire
 et du patrimoine se reflète dans
 le soutien financier que la
 Fondation de l'Université du
 Québec à Chicoutimi accorde
 à l'œuvre de Mgr Victor Tremblay.

*Les espaces administratifs de la Société historique
 du Saguenay sont fournis par la Fondation
 de l'Université du Québec à Chicoutimi.*

FONDATION
 DE L'UNIVERSITÉ
 DU QUÉBEC
 À CHICOUTIMI

990 Jacques-Cartier Est
 Chicoutimi (Québec)
 Tél. (418) 545-4141
 Fax (418) 545-4152
 Courriel: hugac@uqac.quebec.ca

Hier Aujourd'hui



Le confort et l'essor économique
 passent par là depuis 100 ans.

**Hydro
 Québec**

50 ans de l'hôpital de Jonquière

par **Luc Gagnon**
Archiviste, Augustines de la Miséricorde de Chicoutimi

Depuis 50 ans déjà, cet établissement dispense des services de santé auprès de la population jonquiéroise et celle des municipalités environnantes soit : Saint-Charles-de-Bourget, Larouche, Saint-Ambroise et Bégin. En effet, le 11 juin 1955, l'Hôtel Dieu Notre-Dame de l'Assomption ouvrait ses portes aux premiers patients. C'était le début d'une grande aventure, initiée par nos pionniers provenant des autorités politiques et religieuses de l'époque, soit celle d'assurer les services de santé de notre population.

1955-1965 : Le temps d'une naissance

Dès 1939, le dr J.-Edmond Bergeron, maire de Jonquière, demande à la communauté des Augustines de la Miséricorde de Jésus du monastère de Chicoutimi de fonder un hôpital dans sa ville. Cependant, des pourparlers impliquant le dr Henri Vaillancourt, Mgr Georges Melançon, évêque du diocèse, Mgr Luc Morin, curé de la paroisse Saint-Dominique, des médecins et les sœurs Augustines ne reprendront qu'en 1948. La communauté accepte en 1949 de fonder le nouvel hôpital. Au printemps, le conseil des Augustines se rend à Jonquière et choisit un site dans la paroisse Sainte-Marie-Médiatrice. En avril 1951, l'hôpital est nommé.

Le nouvel hôpital devait accueillir 150 patients mais, en cours de route, les plans sont modifiés. À l'ouverture, l'édifice possède un rez-de-chaussée et six étages avec une capacité de 230 lits. Le 21 février 1955, la supérieure des Augustines de Chicoutimi nomme les 13 fondatrices et, en avril, elles prennent possession de l'hôpital. Sœur Saint-Ambroise devient la première directrice de l'hôpital et en demeurera la pierre angulaire jusqu'en 1963.

Les 27 médecins et les 68 infirmières accueillent les premiers malades le 11 juin 1955. Bientôt, de nouveaux services sont offerts à

la population : l'orthopédie (1958), la cardiologie (1960), la pathologie et les soins intensifs (1964). De plus, en 1960, l'hôpital se dote d'une école de gardes-malades auxiliaires et de puéricultrices. Le 1^{er} mars, 15 gardes-malades auxiliaires, 15 étudiantes gardes-bébés et trois infirmiers auxiliaires s'inscrivent à la formation. L'institution continuera son développement au cours de la décennie suivante!

1966-1975 : Le temps des agrandissements

La décennie 1966-1975 est marquée par des travaux d'agrandissement, par l'ouverture du Foyer des années d'or de Kénogami et de la Résidence Sainte-Marie, par l'inauguration d'un service des soins à domicile, par une première fusion et aussi par la fermeture de l'école de gardes-malades auxiliaires et de puéricultrices.

C'est en 1966 qu'une équipe sous la responsabilité du dr Albert Tremblay, directeur des services professionnels de l'hôpital, fonde le service des soins à domicile. Ce service a pour but de coordonner et de superviser des activités diverses qui visent à apporter au logis du

malade, un ensemble de services tel un soutien médical, moral ou matériel susceptible de compenser une perte d'autonomie de prévenir ou de pallier une situation de crise et d'éviter ou d'abrèger un séjour en institution.

En 1969, la communauté des Augustines est approchée par les dirigeants de la Corporation du Foyer des années d'or de Kénogami afin qu'elle prenne en charge la

direction de cette nouvelle résidence pour personnes âgées. Au début de l'année 1970, quatre religieuses quittent le monastère de Chicoutimi pour assumer la direction de cette institution. Elles travailleront au bien-être des bénéficiaires de cet établissement jusqu'en 1987. C'est aussi en 1970 que la Résidence Sainte-Marie voit le jour.



Vue de l'hôpital de Jonquière peu après sa construction.

SHS, Iph 65-0361

En 1971, on assiste à la fermeture de l'école des gardes-malades auxiliaires, celle des gardes-bébés ayant cessé ses activités en 1966. La formation des gardes-malades auxiliaires sera désormais confiée à la commission scolaire. Dès juin 1971, des travaux de modernisation sont entrepris, La nouvelle annexe comprend des locaux pour l'accueil des bénéficiaires, un nouvel aménagement du service d'urgence séparé des cliniques externes et un bloc opératoire modulaire.

En 1972, plusieurs services sont réaménagés dont la pharmacie et la stérilisation, la direction du personnel, les bureaux de l'administration et les archives. L'année suivante, on assiste à une première fusion, l'Hôtel-Dieu Notre-Dame-de-l'Assomption de Jonquière, l'Hôpital général du Saguenay et la Clinique Domrémy deviennent le Centre hospitalier Jonquière-Arvida afin de répondre aux besoins de la population avec une efficacité accrue. En 1975, suite aux fusions municipales, l'établissement change son nom pour Centre hospitalier Jonquière. C'est le début d'une nouvelle aventure.

1976-1985 : Le temps des améliorations

La décennie 1976-1985 est marquée par une amélioration des équipements spécialisés qui permet d'offrir des soins de meilleure qualité aux bénéficiaires.

En 1978, le Centre hospitalier Jonquière se dote d'un équipement moderne afin d'établir une nouvelle unité de soins intensifs qui répond mieux aux besoins. À l'aube de son 25^e anniversaire, le centre hospitalier s'ouvre aux nouvelles sciences et technologies. Les services offerts sont la gynécologie, la chirurgie générale, la médecine interne, les laboratoires, la radiologie, l'audiologie et l'orthophonie. L'arrivée de nouveaux médecins, l'achat d'un appareil d'échographie et l'installation de chambres de naissance font entrer l'hôpital dans une ère nouvelle.

En 1980, le Centre d'accueil Georges-Hébert ouvre ses portes. En 1985, l'établissement se dote d'un Fonds de dotation qui a pour but de permettre l'acquisition d'équipements médicaux spécialisés ou autres que ne peuvent financer les gouvernements. Grâce à ce dernier, le Centre hospitalier Jonquière s'ouvre à de nouveaux développements. C'est plus de trois millions en équipements médicaux spécialisés ou autres que le Fonds de dotation a offerts depuis sa création.

1986-1995 : Le temps des fusions

Créé en 1985, le CLSC de la Jonquière intègre en 1987 le CLSC d'Arvida pour devenir une seule entité.

En 1989, la résidence Sainte-Marie, le Foyer des années d'or ainsi que le Centre d'accueil Georges-Hébert se fusionnent en une nouvelle entité qui prend le nom de Centre gérontologique Jonquière.



L'urgence de l'hôpital dans les années 1980.

En 1995, le Centre gérontologique Jonquière est intégré au Centre hospitalier Jonquière.

Cette période est aussi marquée par une réorganisation administrative de plusieurs services : fusion de la direction des services hospitaliers avec la direction des services professionnels; fusion administrative de la buanderie/lingerie avec le service d'entretien sanitaire; fusion administrative du service de fonctionnement des installations avec celui de l'entretien des installations matérielles; fusion de la direction des finances avec la direction des services techniques; fusion du service d'inhalothérapie avec le secteur des laboratoires de biochimie. À la fin du XX^e siècle, le Centre hospitalier Jonquière répond ainsi de plus en plus aux besoins de la population.

1996-2005 : Le temps des réseaux

La décennie 1996-2005 marque l'entrée de l'établissement dans le XXI^e siècle. En 1997, le Centre hospitalier Jonquière reçoit la confirmation de sa mission régionale de réadaptation en déficience physique. Les nouveaux locaux sont inaugurés en 2002. En 1999, il reçoit également la reconnaissance de maître d'œuvre régional en alcoolisme et autres toxicomanies.

L'an 2000 laissera place à la fusion du Centre hospitalier Jonquière avec le CLSC de La Jonquière. « Le client au cœur de l'organisation » devient notre valeur première. Un nouveau plan d'organisation est alors élaboré et une gestion par programme est implantée.

Fort de ses deux missions régionales ainsi que de ses missions locales de soins de courte durée, de centre d'hébergement et de soins de longue durée et de CLSC, le nouvel établissement prend le nom de Carrefour de santé de Jonquière. Il est, au Québec, un des premiers établissements à mettre en place un Réseau local de services intégrés.

C'est en janvier 2004 que le concept de centre des services ambulatoires est accepté. Ainsi, avec le centre des services ambulatoires, avec les programmes locaux et régionaux offrant des soins de santé et de services sociaux de qualité, le Carrefour de santé de Jonquière devient un centre de santé tourné vers l'avenir!

Le 20 décembre 1945 :

Le Réveil paraît pour la première fois

par le journal *Le Réveil*

Soixante années se sont écoulées depuis l'apparition du tout premier numéro du *Réveil*. Jusqu'à aujourd'hui, 60 volumes et 50 numéros ont été conçus et distribués à près de 71 500 exemplaires chaque semaine. Depuis plus d'un demi-siècle, la belle histoire du *Réveil* se perpétue. À travers les âges, maintes choses ont bougé au sein du *Réveil*. Il a énormément grandi et a aussi su s'adapter rapidement aux demandes de la population en suivant de près ses besoins et en étant à la fine pointe de la technologie.

Afin de célébrer son sixantième anniversaire d'existence, beaucoup de dates marquantes de son histoire méritent d'être rappelées au grand plaisir des fidèles lecteurs et des amants de l'information de la région.

Un conte qui Réveil

L'histoire remonte à un peu plus de soixante ans quand un groupe de gens de la Chambre de commerce senior de Jonquière eut une idée du tonnerre! Cette idée géniale était de concevoir un journal complet pour les habitants de Jonquière et de Kénogami. À cette époque, la Deuxième Guerre mondiale tirait à sa fin. Le défi était de taille pour les gens de l'époque, puisqu'ils ne possédaient ni l'expertise, ni l'équipement et ni les moyens d'implanter ce type de structure si complexe.

Bien sûr, il y eut le petit journal *L'Avenir* de Jonquière en 1911 pour les gens d'Arvida, mais jamais un journal de si grande envergure n'avait eu l'occasion de naître sous l'étoile de Jonquière et Kénogami.

Le travail à faire était inimaginable. Deux années passèrent avant que trois braves gentilshommes de la trempe d'Hercule prennent les choses en main. La décision était finale, J.-J. Bouchard, Paul Tremblay et le docteur Henri Vaillancourt se pro-

posèrent en 1942 de prendre le taureau par les cornes. Ils feraient de leur bébé un outil de développement social, culturel et économique pour relancer le secteur de Jonquière après cette deuxième guerre si dévastatrice.

Durant les trois années qui suivirent, nos trois pionniers ainsi que plusieurs actionnaires travaillèrent d'arrache-pied pour dénicher les outils nécessaires, afin de mettre en marche ce qui allait devenir le journal *Le Réveil*. À partir de ce moment, *Le Réveil* se préparait à faire sa sortie au grand public et, le 20 décembre 1945, le tout premier numéro du *Réveil* est imprimé et publié.

La belle histoire continue

Une autre étape cruciale allait en même temps être franchie. Durant les deux premières années, le journal était imprimé à Alma. Le « Doc » voulait se doter de ses propres presses. Il contacta alors son bon ami, Hervé Blais. Ce dernier avait acquis une formation en typographie à Montréal et savait ce qu'il fallait pour l'équipement du journal et où trouver ces trésors. Il ramena de Montréal, une linotype, une presse à journal de type 2538 *Babcock optimus*, une presse platine Heidelberg automatique, deux à trois platines pour la presse manuelle, une plieuse, une brocheuse et un creuset.

Depuis, *Le Réveil* n'a jamais cessé de produire et de distribuer son journal.

La fierté de vous informer

Le Réveil passe aujourd'hui le cap de 60 années consacrées à vous informer et vous divertir. Que de choses se sont déroulées en six décennies. Nos journalistes ont été témoins de grands événements qui ont marqué la région depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et vous les ont rapportés fidèlement. Notre

mémoire collective se rappelle surtout de catastrophes comme le glissement de terrain de Saint-Jean-Vianney et le déluge de 1996, mais les belles choses qui ont fait l'histoire du Saguenay et du Lac-Saint-Jean trouvèrent également une place d'honneur dans nos pages.

Depuis 1945, pour relater semaine après semaine les petits et les grands moments de notre vie saguenéenne, des milliers d'artisans ont travaillé avec passion. Soixante ans plus tard, nous sommes toujours habités du même esprit. Les journalistes et les photographes sont, bien sûr, ceux que le public reconnaît plus facilement, mais il y en a beaucoup d'autres qui travaillent dans l'ombre à bâtir le journal, que ce soit « l'encarteur », le représentant publicitaire, la secrétaire, le camelot, l'infographiste ou le pressier, ils sont tous aussi importants.

De grands noms

En soixante ans, de nombreux journalistes ont œuvré au *Réveil*. Certains sont modestement demeurés obscurs, d'autres se sont démarqués. Il y eut des « vedettes » qui vous ont informés, certains devenant même de grands noms du journalisme et parfois du show-business, comme Réjean Tremblay. La famille du *Réveil* peut aussi se targuer d'avoir pu compter dans ses rangs trois hommes devenus par la suite maires de Jonquière: le docteur Henri Vaillancourt, Marcel Martel et Daniel Giguère.

C'est d'ailleurs le même « doc » Vaillancourt qui a fondé le journal avec quelques « têtes brûlées » qui ont relevé – et gagné – le pari de fonder un journal pour les gens de Jonquière et à leur image. Trente ans plus tard, il vendait son journal à Pierre Péladeau, celui qui allait en faire un journal à rayonnement régional en ouvrant, à la fin des années soixante-dix, des salles de rédaction à La Baie puis à Chicoutimi. Aujourd'hui, *Le Réveil* se retrouve dans 71 500 foyers, couvrant non seulement le Saguenay jusqu'aux limites d'Alma, mais également tout le Bas-Saguenay.

Quand il voyait partir l'un de ses protégés, le docteur Vaillancourt, loin d'en prendre ombrage, le faisait avec le sourire aux lèvres, considérant avoir rempli son rôle de formateur. Pour lui, *Le Réveil* était avant tout une école de journalisme et il souhaitait à celui qui s'en allait la meilleure des chances. Il était fier de ceux et celles qu'il avait guidés dans le métier.

À la recherche d'espace

À l'époque du tout premier *Réveil*, l'équipe de rédaction siégeait au 102 rue Saint-Dominique et l'équipement, qui allait arriver un peu plus tard, allait occuper le 73 rue du Vieux-Pont. Le 21 février 1948, les Éditions Le Réveil Ltée voient le jour. L'établissement regroupera dorénavant l'imprimerie et les bureaux du *Réveil*. Huit années plus tard, encore des changements sont

apportés. Cette fois-ci, deux nouveaux départements sont créés. Il s'agit de l'ouverture de la toute première librairie de Jonquière; on y vendait des articles de papeterie à souhait; les Éditions Le Réveil allaient aussi comprendre une imprimerie commerciale. En 1986, *Le Réveil* s'offre une nouvelle demeure au 3388 du boulevard Saint-François à Jonquière. Sa superficie totale passe à ce moment-là, de 9 000 à 30 000 pieds carrés. Les Éditions Le Réveil Ltée siègent, encore aujourd'hui, à la même adresse.

Votre journal a déjà été vendu

Aux premiers battements d'ailerons du *Réveil* au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, rien n'était facile. Grâce aux J.-J. Bouchard, Paul Tremblay, Dr Henri Vaillancourt et aux nombreux actionnaires, J.-A. Tremblay, Me Paul-Émile Fortin, James Brown, C.-A. Frigon, *Le Réveil* continue de progresser. Pour garder la tête hors de l'eau, il a fallu beaucoup de confiance, de travail et surtout beaucoup de persévérance parce qu'il fallait vendre des abonnements aux Jonquiérois et Kénogamiens pour survivre.

Tous les employés avaient le droit de vendre des abonnements. Sur 13 facteurs présents dans le secteur en 1950, il y avait le double de camelots pour *Le Réveil*. Ils parcouraient le territoire de Kénogami et de Jonquière à pied ou en vélo pour distribuer et vendre le journal.

En 1945, *Le Réveil* comportait, environ huit pages d'articles traitant d'informations municipales, syndicales, religieuses, sportives et régionales. Pour se procurer un *Réveil* dans ces années-là, il fallait déboursier trois dollars pour un abonnement d'un an. C'est surtout grâce au bon travail des camelots et des vendeurs que le tirage de l'hebdomadaire grimpa constamment.

Et voilà que deux années après sa naissance, l'inévitable est arrivé. Le lectorat devenu plus important, le nombre de pages du *Réveil* s'est accru lui aussi. En 1952, on y comptait de 12 à 16 pages. Une décennie passa et le nombre de pages augmenta jusqu'à 32.

Le Dr Vaillancourt et J.-J. Bouchard, qui étaient propriétaires du journal depuis 1946, avaient de quoi être fiers de leur bébé. Le grand défi qu'ils avaient accepté de relever en valait vraiment la chandelle. Leur pensée s'avérait exacte, la population de Jonquière-Kénogami avait besoin d'un journal qui les informe sur ce qui se passe autour d'elle.

Puis, les années 1970 furent une grande période de surprises. Dès 1974, l'empire Quebecor achète la majorité des actions des Éditions Le Réveil Ltée.

L'année suivante, le rêve du cofondateur, Henri Vaillancourt, se réalise avec la fusion de Jonquière, Kénogami et Arvida et, cette

même année, grâce à l'apport de Québecor, *Le Réveil* est distribué gratuitement dans tous les foyers du grand Jonquière. Après la réalisation de tous ses désirs, le dr Vaillancourt, aussi surnommé le grand recteur de l'Université du Réveil, prend sa retraite.

Les Éditions du Réveil perdaient une grande personnalité importante dans l'histoire de sa création mais rien n'était terminé puisque, en 1977 et en 1978, *Le Réveil* prenait de l'expansion. Dorénavant, il y avait trois éditions, celle du Grand Jonquière depuis 1945, celle du secteur de La Baie (1977) et, enfin, celle de Chicoutimi (1978). C'est au courant de cette année que Québecor acquérait 100 % des actions des Éditions Le Réveil pour en devenir l'unique propriétaire.

Aujourd'hui, *Le Réveil* contient près de 80 pages. Il est distribué en 71 500 exemplaires en une édition seulement dans tout le secteur de Saguenay (de Larouche à Petit-Saguenay et de Bégin à Sainte-Rose-du-Nord).

Des personnalités qui ont fait leur marque au Réveil

Saviez-vous qu'André Harvey le frère de Gérald Harvey a fait ses débuts au *Réveil*? Eh oui! En 1950, alors qu'il n'avait que onze ans, André était camelot. Mais pas n'importe lequel. En plus d'être un des premiers camelots, il savait également se distinguer. En une fin de semaine seulement, il avait réussi à vendre 125 abonnements. Un exploit si l'on considère que la distribution se faisait à pied et que le journal en était à ses débuts. Quelque temps plus tard, lorsqu'André débutait ses études secondaires, il accepta un poste de chroniqueur sportif pour *Le Réveil* puis il est devenu annonceur à la radio et à la télévision de CKRS en 1957, directeur des pages sportives du journal *La Presse* pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean en 1960, représentant commercial pour plusieurs entreprises, député libéral fédéral de Chauveau en 1970, président du Conseil régional de développement (CRD) en 1972, député libéral fédéral de Charlesbourg en 1973, responsable de l'information à la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec dans les années 1980.

L'actuel chef d'information des communications pour Alcan Métal primaire au Québec, Margot Tapp, a elle aussi fait ses débuts au journal *Le Réveil*. La Gaspésienne d'origine, qui est venue s'établir dans la région en 1972 afin de faire ses études au Cégep de Jonquière dans son programme exclusif d'art et technologie des médias (aujourd'hui appelé Technique de communication dans les médias) a débuté sa carrière au *Réveil* en tant que journaliste. Durant son périple aux Éditions Le Réveil, elle a également occupé le poste de rédactrice en chef. Lorsqu'elle a quitté le *Réveil*, elle a été journaliste pour *Le Lingot* d'Alcan et en est devenue le chef d'information, elle a travaillé aux relations publiques de l'entreprise et elle a été son porte-parole dans la région de 1995 à 2002. Elle y travaille toujours aujourd'hui.

Le très connu Réjean Tremblay a aussi fait ses premiers pas au sein des Éditions Le Réveil, vers la fin des années soixante en tant que journaliste. Originaire de Saint-David-de-Falardeau, le célèbre journaliste et commentateur sportif a quitté le Saguenay—Lac-Saint-Jean en 1974 pour occuper le poste de chroniqueur sportif au journal *La Presse* à Montréal. Il est d'ailleurs toujours à leur emploi et poursuit une deuxième carrière comme auteur de téléseries très populaires, dont *Lance et compte*.

Daniel Giguère a également été à l'emploi des Éditions du Réveil, où il a été journaliste durant deux ou trois années. Accroc à la politique municipale et fédérale, M. Giguère, s'est lancé dans la politique municipale d'abord comme conseiller municipal en 1991 avant d'être maire de Jonquière de 1999 à 2001. Il aura donc été le dernier premier magistrat de la défunte ville de Jonquière. Ses passages dans l'arène fédérale et provinciale auront par contre été moins heureux.

Marcel Martel a, lui aussi, fait partie de l'équipe du *Réveil*. Il y est demeuré pendant toute une décennie allant de 1980 à 1990. Durant tout ce temps, il a occupé le poste de rédacteur en chef et d'éditorialiste. Puis, après son départ, il est devenu un homme politique très actif. L'Almatois de naissance a fondé le parti Action Jonquière et il a été élu en tant que maire de Jonquière de 1993 à 1997, une autre personnalité politique qui a grandement contribué à faire avancer les choses au *Réveil* et dans la région.

Carol Néron, l'actuel éditorialiste du journal *Le Quotidien*, a également séjourné au *Réveil*. Dans la terrible tragédie de Saint-Jean-Vianney en 1971, Carol Néron, âgé de 22 ans à cette époque, faisait partie des reporters avec Martha Gagnon qui poursuit une brillante carrière dans la Métropole et Louiselle Tremblay affectés à la couverture de l'événement. Après avoir quitté *Le Réveil*, Carol Néron a été engagé par *Le Quotidien* en tant que journaliste et, depuis, en plus d'être l'auteur de deux romans, *Rosalie* et *Rébecca*, il est éditorialiste et coordonnateur de l'éditorial.

L'actuel directeur de l'information de notre principal concurrent, Michel Simard du journal *Le Quotidien*, a également fait ses preuves au *Réveil*. Il a été journaliste pendant près de 10 années au sein de notre hebdomadaire durant les années quatre-vingt. Par la suite, il a milité au sein de la CSN avant de passer de l'autre côté de la clôture comme cadre à CKRS télévision.

Beaucoup d'autres personnalités connues de Saguenay et au Québec ont marché sur le tapis des Éditions du Réveil. Pour n'en nommer que quelques-unes, citons: Micheline Fortin, recherchiste à Radio-Canada à Montréal, Marcelle Saint-Laurent, Jacques Gauthier à CBJ, Claude Girard, qui s'est recyclé dans les communications, Aline Saint-Amand, qui fut députée de Jonquière avant d'occuper des postes importants dans l'administration publique québécoise et combien d'autres.

La fermeture de la municipalité de Saint-Cyriac

par Sheila Potvin

Premier prix niveaux secondaire, concours FSSA 2004

Sur une presqu'île du lac Kénogami, une petite église se tient toujours là, seul vestige d'un petit village qui fut jadis une localité débordante d'activités : Saint-Cyriac. Elle semble s'accrocher là, défiant le temps et l'espace, comme pour témoigner d'un événement qui marqua profondément l'histoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

En effet, Caskouia, comme les Indiens l'appelaient à l'époque, était une petite paroisse prospère que rien ne prédestinait à la disparition. Son histoire débute officiellement vers les années 1860 et se termine brutalement en 1924 avec le relèvement des eaux du lac Kénogami. Une histoire très courte, mais riche d'une activité intense reliée à son site d'emplacement le long du chemin Kénogami. En fait, quiconque voulait rejoindre le lac Saint-Jean devait passer par Saint-Cyriac.

Les origines de cette municipalité puisent leurs sources dans l'exode de Charlevoix vers des terres nouvelles. À partir de trois ou quatre colons, Saint-Cyriac connut un développement rapide grâce à l'agriculture et aux activités forestières. On dit même que vers les années 1900, Saint-Cyriac jouissait des meilleures conditions financières de toute la région. Difficile d'imaginer alors que c'est justement dans ces heures de gloire que se préparait l'agonie. En effet, il était d'ores et déjà décidé que le majestueux lac Kénogami deviendrait un immense réservoir à dessein hydroélectrique. Un réservoir réalisé par la construction de barrages inondant toutes les berges qui jadis abritaient un petit peuple heureux et prospère. C'est à grand prix et par une longue bataille que Saint-Cyriac disparut. Son sacrifice ne fut pas en vain, mais on ne peut s'empêcher d'être triste lorsqu'on regarde les trente--deux (32) pieds d'eau qui recouvrent le petit village englouti.



Le village de Saint-Cyriac en 1934.

ANIC, Coll. de la SHS, no 1076

Début du peuplement

Vers le milieu du XIX^e siècle, le marasme sévit sur toute la Nouvelle-France : le commerce des fourrures se dégrade, le régime seigneurial de moins en moins populaire, ne permet plus d'acquérir de nouvelles terres et les mauvaises techniques d'agriculture accusent de maigres récoltes. Pour nourrir leur famille, des colons par centaines prennent le chemin de l'exil en quête de terres prometteuses comme celles du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Ceux qui vinrent coloniser cette région provenaient pour la plupart des vieilles paroisses de Charlevoix et de la rive sud du Saint-Laurent, comme par exemple de la Société de Kamouraska.

C'est dans cette foulée de colonisation que Saint-Cyriac est née et la raison en est bien simple : pour atteindre le lac Saint-Jean, on devait emprunter le réseau hydrographique du lac Kénogami. Traditionnellement, c'est par ce lac plus navigable que la rivière Saguenay que les Montagnais, les explorateurs jésuites et par la suite les colons, voyageaient. Cette route fluviale prenait son origine à Tadoussac. De là, on entrait dans le Saguenay et on remontait la rivière Chicoutimi. Après quelques portages, on empruntait le lac Kénogami, puis la rivière des Aulnaies pour finalement atteindre Hébertville.

Pour assurer la colonisation du Lac-Saint-Jean, il pressait d'ouvrir une voie carrossable. Ce n'est qu'en 1851, sous les pressions constantes des colons et des futurs colons qui en avaient assez de faire le trajet au péril de leur vie, que le gouvernement se décida enfin à construire une route. Le tracé qui s'imposait était évidemment celui qui longeait le lac Kénogami, créant ainsi le fameux chemin Kénogami. C'est à l'embouchure d'un des affluents du lac, la

rivière Caskouia, que quelques colons s'établirent pour y cultiver les terres. En ce temps-là, la localité s'appelait la mission Caskouia. Le nom Saint-Cyriac fut donné beaucoup plus tard en l'honneur du premier colon Cyriac Buckle qui, en 1828, s'y établit avec sa femme d'origine montagnaise. Venant de La Malbaie, il était, semble-t-il, attiré par les terres du Saguenay. Installé à Pointe-aux-Sables, il accueillait souvent les voyageurs fatigués de leur périple pour les loger dans sa propre maison. On dit que son hospitalité légendaire eut pour effet d'attirer plusieurs colons.

La population augmenta de sorte qu'entre 1868 et 1870, elle passe de 63 à 225 individus. En 1869, on décida même d'ériger une première chapelle. Sous les autorités ecclésiastiques, la mission devint paroisse et celle-ci était vouée à la protection de Saint-Cyriac.

Causes de l'accroissement de la population

Le bond démographique de 1868-1870 s'explique de deux façons : premièrement par la construction de trois ponts sur les rivières Chicoutimi, aux Sables et Caskouia. Deuxièmement, par la concession de lots à bois à la compagnie Price. En raison de la présence de Price, plusieurs familles espèrent y trouver du travail. Ce n'était certainement pas pour la richesse des terres, car le sol était considéré comme pauvre et infertile. Ce n'est qu'avec peine et ardeur au travail que les agriculteurs réussirent à tirer leur subsistance. Ce sont surtout les travaux de chantiers forestiers qui apportèrent l'aisance à Saint-Cyriac. Combinés à trois activités; agriculture, chasse et pêche, les chantiers contribuèrent aussi pour une bonne part à l'essor de Saint-Cyriac.

L'essor de Saint-Cyriac : le premier rehaussement

Vers les années 1900-1905, Saint-Cyriac entre dans son époque dorée. Les agriculteurs ont du travail toute l'année puisque l'été, ils cultivent leurs terres et l'hiver, la plupart bûchent dans les chantiers. À la même période, les grandes compagnies de pulpe de Chicoutimi et de Price veulent accroître leur production pour répondre au marché sans cesse grandissant. Ils envisagent donc d'augmenter par le fait même leurs ressources énergétiques en matière d'électricité.

Pour réaliser leurs projets, ils décident de construire deux digues, une sur la rivière aux Sables, celle de Pibrac, et une autre sur la rivière Chicoutimi à Portage-des-Roches. Ce faisant, ils haussent ainsi le lac en 1905 pour une première fois. Le niveau atteint est de 92 pieds, soit neuf pieds de plus que son niveau naturel.

Le premier rehaussement des eaux n'a pratiquement pas eu d'effets négatifs sur la population. À peine quelques colons, bien



Le barrage de Portage-des-Roches en 1908.

ANOC, Coll. de la SHS, no 10739

dédommagés, furent contraints de se déplacer. Bien au contraire, les conséquences positives ne cessèrent de se multiplier, à commencer par l'ouverture de chantiers près des rivières Cyriac, Caskouia et Pikauba. C'était donc les populations locales qui profitèrent de ces développements. Par la suite, en raison du manque de main-d'œuvre locale, c'est par dizaines que les journaliers vinrent s'établir à Saint-Cyriac. D'ailleurs, cette proportion de travailleurs augmenta tellement qu'en 1902, la forêt devint la principale source de revenus des habitants, transformant ainsi une économie agricole en une économie agroforestière.

Le relèvement du lac apporta aussi d'autres changements comme par exemple l'incitation des colons à se procurer des titres de propriétés légaux par crainte de ne pas être indemnisés si jamais l'eau venait à monter jusque sur leurs terres. Comme autre conséquence, on peut noter la construction d'une seconde chapelle, plus grande, au centre du village, car la première fut en partie baignée.

L'agonie de Saint-Cyriac : le deuxième rehaussement

Pour répondre au développement du marché international, la Compagnie de pulpe de Chicoutimi doit accroître sa production. Plus de production veut dire plus d'électricité et c'est encore vers le lac Kénogami qu'on se tourne; il faut envisager d'exhausser le lac une seconde fois. À un tel projet, la compagnie Price ne peut rester indifférente, car pour conserver ses droits acquis sur le lac, elle doit contribuer pour une part égale au coût des travaux. Le 22 décembre 1922, une entente est signée entre Price, Dubuc et la Commission des eaux courantes (CEC). C'est cette dernière qui, au nom des deux grandes compagnies, prendra l'entière responsabilité de la transformation du lac Kénogami en un réservoir de 115 pieds. Tout cela est promis pour le printemps 1924 et le coût initial du projet est de 2 175 000 \$. Par cette entente, le sort de Saint-Cyriac est scellé.

Ce n'est que plus tard que la divulgation de ce projet fut rendue publique. Mais déjà en 1916, la venue d'ingénieurs et d'arpenteurs sur les terrains inquiète plusieurs citoyens. Au cours des années 1917-1918, le Conseil municipal adressa à la Commission des eaux courantes quelques protestations à propos des projets de barrage, mais on ne s'en inquiétait pas. Après tout, le relèvement de 1905 n'avait-il pas apporté la prospérité économique de Saint-Cyriac?

En 1921, Saint-Cyriac s'enrichit d'un nouveau curé, l'abbé Léonce Boivin. Doté d'une forte personnalité, le curé Boivin exerça, dès le début de son mandat, une grande influence sur ses paroissiens. À son arrivée, il était loin de se douter de la double mission que Mgr Labrecque allait lui confier, soit la fermeture de Saint-Cyriac et sa relocalisation.

Le 17 mars 1923 sonne le glas pour Saint-Cyriac. La Commission des eaux courantes envoya un de ses ingénieurs, J.-H.-A. McConvill, afin d'effectuer un relevé complet des propriétés qui seront affectées par un relèvement des eaux. Le rapport final de son travail devait être présenté à un comité d'arbitrage formé par les représentants des trois parties en cause : le notaire C.-E. Cloutier pour la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, le notaire J.-G. Verrault pour la compagnie Price et le maire de Chicoutimi, J.-D. Guay, pour la CEC¹. Ce comité avait pour but de fixer les indemnités qui seront allouées pour chaque propriété.

Durant tout le printemps 1923, McConvill tente de s'acquitter de sa tâche, mais son travail se compliqua en raison du refus des citoyens de coopérer avec lui. Non seulement les propriétaires n'acceptèrent pas de quitter les lieux pour l'été 1923, mais ils renièrent les premiers rapports d'arpentage. Cependant, certains citoyens qui ne faisaient pas confiance aux méthodes du Conseil municipal prirent peur et acceptèrent tout de suite les premières offres de la CEC.

Ces propriétaires, pour la plupart des journaliers, se dégagèrent de la coalition et cela provoqua des discordes et une scission au sein de la municipalité. D'un côté les journaliers qui, de toute façon, ne perdaient pas grand chose à part leur maison, et de l'autre les cultivateurs, qui eux s'attendaient à être dédommagés très généreusement, puisqu'ils perdaient leur gagne-pain.

Controverse des cimetières

Puis il y eut la question des cimetières. D'après les rapports d'ingénieurs, les deux cimetières (l'un près de l'ancienne église et l'autre près de la nouvelle) allaient être inondés. Évidemment, pour des questions d'hygiène et de morale, il fallait donc les déménager. Le comité d'évaluation de Saint-Cyriac allait faire de ces cimetières son principal cheval de bataille, en s'opposant formellement à toute exhumation tant et aussi longtemps que tous les propriétaires ne seraient pas dédommagés et cela selon son rapport d'évaluation.

Cette prise de position est appuyée par le curé Boivin qui, soucieux de respecter les lois, ne pouvait admettre que la CEC déménage les cimetières dans un terrain qui ne lui appartenait même pas, comme elle voulait le faire au début. De plus, toute cette affaire enflamma la population lorsque la CEC commit la maladresse de confier le déménagement à une compagnie étrangère et protestante de surcroît. Il n'en fallut pas plus pour déclencher la révolte.

Le 7 novembre 1923, les cultivateurs armés de grattes, de râteaux et de fourches se réunirent sur le parvis de l'église et sont bien décidés à ne laisser personne profaner les cimetières. Même la police qui fut demandée sur les lieux ne réussit pas à modifier la situation. Devant cet état de fait, la CEC abandonna pour le moment les travaux de déménagement. Les pourparlers entre cette dernière et le regroupement des citoyens de Saint-Cyriac sont rompus. Pendant plusieurs semaines, tout est au point mort, chacune des parties ne démordant pas de sa position : d'un côté les propriétaires refusaient de laisser déménager les cimetières tant qu'ils ne sont pas indemnisés; ils exigeaient que ce travail soit fait par des gens de la place et que le terrain futur soit acheté en règle par la CEC. Quant à elle, la CEC s'entêtait à déménager les cimetières immédiatement et à indemniser par la suite. Elle n'était pas intéressée à acheter le terrain, car celui-ci appartenait à Ambroise Racine, un habitant qui n'était pas sur les terres inondables et qui n'avait donc pas à être dédommagé pour quoi que ce soit.

Devant l'impatience des grandes compagnies à qui le rehaussement du lac avait été promis pour le printemps suivant, le premier ministre Taschereau demanda à Mgr Labrecque de s'en mêler. Ce dernier, qui ne demandait pas mieux, envoya donc un curé étranger bénir ce qui devait être le nouveau cimetière, désavouant ainsi le curé Boivin qui défendait la cause de ses paroissiens.

En février 1924, voyant la menace de l'expropriation pure et simple planer sur leurs têtes, (jusque là, la CEC avait renoncé à y recourir, car ce moyen était politiquement désastreux), le comité de révolte de Saint-Cyriac, avec le curé Boivin à sa tête, décida d'entreprendre de nouvelles négociations qui aboutirent finalement à une entente : soixante-quatre ventes auront été consenties pour un montant de 569 998 \$.

Cette somme s'avérait satisfaisante, compte tenu du fait qu'elle était supérieure de 127 041 \$² à ce que leur proposait initialement le premier comité d'arbitrage, mais 15 % inférieure à celle de leur propre comité d'évaluation. La CEC, elle, obtenait l'abandon de l'opposition au déménagement des cimetières pourvu que les exhumations soient faites par des gens de Saint-Cyriac. L'entente prévoyait aussi une résolution signée par tous les propriétaires à l'effet qu'ils avaient obtenu pleine satisfaction.

Relocalisation des expropriés

D'abord, avec les ententes signées, les travaux de barrage presque terminés et les cimetières déménagés, on aurait pu croire que l'eau pouvait maintenant tranquillement monter. Toutefois, il n'en était rien. En fait, une série de problèmes étaient loin d'être résolus. Il y avait pour commencer la relocalisation de Saint-Cyriac. Où ses habitants allaient-ils se réinstaller?

L'évêque du temps, Mgr Labrecque, ne s'était jamais opposé à l'inondation de Saint-Cyriac. Il l'avait même encouragée à condition que tous les paroissiens se regroupent au même endroit, de préférence sur le Plateau Racine, à quelques kilomètres des terres baignées, afin de ne pas subir la perte d'une paroisse. Pour réaliser les vœux pieux de l'évêque, deux personnes avaient été assignées : J.-D. Guay, maire de Chicoutimi et l'abbé J. Lalancette, prêtre colonisateur de la paroisse de Larouche.

Il est étonnant de constater que ce ne fut pas le curé Boivin qui s'occupa de relocaliser son ex-paroisse. En effet, il n'avait jamais voulu s'en mêler, car cela allait à l'encontre des intérêts de ses ouailles qu'il protégea et défendit jusqu'au bout. Désobéissant à l'évêque, le curé Boivin qui de par ses talents aurait été promis à une fructueuse carrière, fut d'une certaine manière puni.

Pendant les années qui suivirent ce drame, il ne put obtenir aucune autre fonction supérieure, ne faisant office que de simple prêtre.

Le maire Guay, qui aurait voulu se racheter de son premier échec (il n'avait pas réussi à convaincre quelques mois plus tôt les cultivateurs d'accepter les premières offres de la CEC), reprit sur ses épaules une deuxième mission. Il entreprit des démarches afin de relocaliser les familles, toutes ensemble sur le Plateau Racine. Ces terres vierges et pauvres, non déboisées, loin des villes et des villages, étaient dépourvues de tout intérêt. Les ex-propriétaires ne se laissèrent pas bernier et pour une seconde fois, Guay échoua.

Quant au prêtre Lalancette, il travailla à l'organisation de la paroisse de Larouche. Pour réaliser ses ambitions, il aurait aimé en même temps accueillir les ex-citoyens de Saint-Cyriac et récupérer ses édifices religieux. Mgr Labrecque voyant que les expropriés ne s'installeraient jamais sur le Plateau Racine, appuya donc Lalancette dans ses revendications. Il nomma ce dernier curé de Larouche et prêtre desservant de ce qui restait de Saint-Cyriac. Mais il ne put attirer à Larouche que quelques familles et sa seule acquisition immobilière fut le presbytère qu'il n'obtint même pas gratuitement.



L'église de Saint-Cyriac en 1934.

En fait, les citoyens de Saint-Cyriac se relocalisèrent où cela leur semblait bon, c'est-à-dire vers les riches paroisses agricoles du Lac-Saint-Jean, où certains ont même dû revivre une deuxième fois le drame de se faire exproprier à cause du rehaussement du lac Saint-Jean.

Ceux qui déménagèrent à Jonquière et à Kénogami, des journaliers pour la plupart, espèrent trouver du travail dans les compagnies forestières. Une petite colonie s'installa bien à Pibrac, sur le Plateau Racine, mais le nombre des habitants ne fut jamais assez élevé pour que l'implantation d'une paroisse s'impose.

Les autres édifices publics furent vendus à l'encan, sauf l'église (miraculeusement sauvée, car l'eau en fait pratiquement le tour) qui elle, fut rachetée par un regroupement de citoyens de Saint-Cyriac. Grâce à cela, elle est toujours là aujourd'hui et des célébrations y sont même tenues tous les dimanches.

Érosion des terres environnantes

Au printemps 1924, l'eau commença à monter, d'abord à la cote 102 (la cote finale étant de 115). Cela a eu pour effet d'occasionner deux problèmes : d'une part, le chemin Kénogami devenait impraticable et d'autre part, les terres situées dans les limites est et ouest du lac Kénogami étaient rendues infertiles à cause de l'infiltration des eaux.

Dès le début du projet, il était évident que le chemin Kénogami devait être remplacé, mais ce ne fut réalisé qu'en 1925. Le retard

a été causé parce que les associations régionales impliquées n'arrivaient pas à s'entendre sur le tracé final que devrait prendre le tronçon Jonquière-Saint-Bruno³.

L'autre problème, celui de l'érosion des terres d'Hébertville et de Laterrière, était aussi très grave. L'infiltration d'eau qui grugeait la terre provoquait souvent de petits éboulis et faisait peur aux habitants de Jonquière et de Chicoutimi.

L'arpenteur lui-même disait : « Étant donné l'exhaussement du lac Kénogami au niveau 115, la paroisse actuelle de Saint-Cyriac va disparaître ». D'ailleurs, le plus célèbre éboulis emporta même l'un des initiateurs de tous ces projets de barrages, Sir William Price⁴. Celui-ci, en visite avec des ingénieurs au barrage de Pibrac, à la rivière aux Sables, se noya dans les eaux tumultueuses après que le terrain sur lequel il prenait pied céda.

Il n'en fallait pas plus pour ranimer les passions et enflammer les sermons. Une sorte de folie collective s'empara de presque toute la région. On voyait dans la mort de Price un mauvais présage. Tout le monde craignait qu'un pareil emmagasinage d'eau menace les villes de Jonquière et de Chicoutimi. Les gens disaient qu'on ne pouvait impunément noyer un village qui vivait du noble travail de la terre au profit d'industries qui bafouaient en plus, le repos du dimanche.

Crainte de la population régionale face aux éboulis

N'eut été de l'intervention de l'ingénieur Lefebvre qui, par un véritable tour de force, réussit à soutirer des fonds supplémentaires pour réaliser la construction de cinq digues disposées à différents endroits autour du lac, la situation aurait pu prendre une tournure plus catastrophique. Ce dernier fit tout ce qu'il put pour faire entendre aux gens sur toutes les tribunes publiques que grâce aux digues, l'eau cesserait de ruisseler hors du réservoir du lac Kénogami, que les éboulis ne se reproduiraient plus, que la nouvelle route reliant le Lac-Saint-Jean était sur le point de commencer et qu'en plus, tous ces développements industriels apporteraient de l'emploi et des retombées inestimables à toute la région.

Tous ces travaux, chambardements et imprévus qui constituèrent le lot d'un pareil projet ont coûté beaucoup plus cher que ce qui était prévu : 4 000 000 \$ au lieu de 2 175 000 \$. Ces montants faramineux finirent par avoir raison de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi qui fut engloutie au profit de la Compagnie Price qui devenait, à partir de ce moment-là, la seule bénéficiaire de toute cette entreprise.



Le problème de déplacement de villages entiers ne peut vraisemblablement plus se répéter de nos jours, car à l'époque où cela se passait, l'énergie nécessaire au fonctionnement des industries devait se trouver sur place, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, grâce aux nouveaux modes de transport de l'électricité.

Durant une soixantaine d'années, le village de Saint-Cyriac est né, a grandi, a vécu et est mort à cause du lac sur le bord duquel il avait été bâti. Plusieurs années après l'inondation, vers les années 1940, une nouvelle catégorie de population est revenue vivre au lac Kénogami, soit les estivants. Beaucoup d'entre eux venaient y passer l'été et de fil en aiguille, d'année en année, certains finirent par y résider en permanence. D'autres, fuyant les villes à la recherche de tranquillité sont venus s'y établir, de sorte qu'aujourd'hui le secteur de Lac-Kénogami compte plusieurs centaines de résidents et des milliers d'estivants. Avec des structures et des services municipaux ainsi qu'une vieille église toujours vivante, Saint-Cyriac ou plutôt Lac-Kénogami ne peut être prétendue morte comme autrefois.

Le drame qui s'y est passé en 1924 s'est bel et bien produit, mais non en vain car, grâce à cela, Jonquière et Chicoutimi ont pu connaître un extraordinaire développement économique et industriel favorisant toute la région. Saint-Cyriac n'a fait que subir ce que tout le Québec subissait alors, c'est-à-dire la disparition du mode de vie agricole et rural vers un mode de vie industriel et urbain, une transformation irréversible.

Notes

1. Russel Bouchard, *Villages fantômes, localités disparues ou méconnues du Haut-Saguenay*, Chicoutimi, Société historique de Saguenay, 1991, p. 45
2. *Ibid*, p.47
3. Historique de la municipalité du Lac Kénogami, (page consultée en décembre), [En ligne], adresse URL : <http://lac-kenogami.tripod.com/historique.htm>.
4. Bilan du siècle, Sir William Price (1867-1924) Homme d'affaires, homme politique, (page consultée en décembre), [En ligne], adresse URL : <http://bilan.usherbrooke.calbilan/pagesbiographies/203.html>

Bibliographie

- Cantin, Louise, *Le lac Kénogami et Saint-Cyriac 1825-1924* (thèse). Québec, Septembre 1975, Cote 02-CP 1000 A42 SA06.
- Donaldson Daniel, A. *Saint-Cyriac, résurgence d'un drame au lac Kénogami*, Chicoutimi, Imprimerie Léopold Tremblay, 1987.
- Tremblay, V. *Les trente années de nos localités*, Chicoutimi, publication de la Société historique du Saguenay.
- Tremblay, V. *L'histoire du Saguenay, depuis l'origine jusqu'à 1870*, Chicoutimi, Librairie Régionale, édition de 1984.

www.shistoriquesaguenay.com

BABILLARD HISTORIQUE

Une procession religieuse attire 50 000 personnes¹

Le 6 juin 1937, avait lieu dans les rues de Jonquière la procession du Sacré-Coeur la plus grandiose de toute l'histoire religieuse du diocèse de Chicoutimi. Il s'agissait du premier congrès qui allait créer la Fédération diocésaine des Ligues du Sacré-Coeur. À la demande expresse de l'évêque de Chicoutimi, Mgr Charles Lamarche, toutes les paroisses du diocèse devaient avoir leur Ligue du Sacré-Coeur et leur chef de groupe pour participer à cette grande fête religieuse. Près de 50 000 personnes représentant 69 paroisses du diocèse répondirent à l'appel de leur évêque.

La journée du dimanche 6 juin est ensoleillée, la température idéale. La ville revêt un air de fête inaccoutumé. Tous les citoyens ont pris soin de décorer leur demeure ainsi que les édifices publics. Tout a été prévu : haut-parleurs, hôpital d'urgence, service d'ordre et petits restaurants en plein air. Les cérémonies de la journée seront diffusées gratuitement sur les ondes des radios CRCS et CRCM. Les Jonquérois sont prêts à accueillir la délégation de fidèles qui s'annonce.

Dès les petites heures du matin, une fébrile activité déborde à l'église et dans les rues de Jonquière. À six heures, sept heures et huit heures, les gens sont invités à assister à la messe et à communier. « On dirait un matin de grand pèlerinage » rapporte un journaliste.

« On sent quelque chose d'imposant, de recueillant, de vraiment chrétien ». Les voitures affluent sans cesse et déjà des centaines de gens se dirigent vers le reposoir construit sur le « cap » Jacob. Un magnifique baldaquin y est exposé. D'une hauteur de 15,24 mètres (50 pi.), il est supporté par quatre colonnes torsadées et surmonté d'une frise, d'une sphère et d'une croix de Malte illuminée. Il porte l'inscription : *Vive Jésus-Hostie*.

Vers 10 heures, Son Excellence Mgr Lamarche arrive à Jonquière, puis à 10 h 30, il gravit les degrés du sanctuaire avec les officiants et de nombreux prêtres. Il récite les premières prières au pied de l'autel, puis se rend à son trône, dont les tentures de peluche rouge sont retenues par des gallons d'or. La messe est commencée. Près de 15 000 personnes s'unissent à Mgr Léon Maurice qui célèbre la messe. Les chorales de Jonquière et de Kénogami chantent l'*Introuit*, le *Kyrie*, le *Gloria* et le *Credo* accompagnées des fidèles et d'un chœur de 1500 filles et de centaines de garçons placés dans les estrades qui, avec le chœur et le bas-chœur comptent 2500 personnes. Sermon de circonstance, acte de consécration de la ville et de la paroisse de Jonquière par le maire M. J.-Émile Bergeron. Les cloches sonnent et les trompettes résonnent. Enfin, l'évêque bénit la foule avant qu'elle ne se disperse.



Congrès des Ligues du Sacré-Coeur, sur la rue Saint-Jean-Baptiste à Jonquière le 6 juin 1937.

On estime que près de 50 000 pèlerins arrivent des quatre coins de la région. Des centaines de voitures, des autobus, six trains spéciaux dont le Canadien national, le Roberval-Saguenay, l'Alma & Jonquière transportaient toutes ces personnes. À partir de Chicoutimi, un transit amenait même les gens qui débarquaient du vapeur *Rivière-du-Loup*. À 18 heures précises, la procession commence. Jonquière est en tête et 67 paroisses suivent. Chicoutimi termine le défilé en avant du Saint-Sacrement porté par Mgr l'Évêque agenouillé dans le baldaquin tiré par une luxueuse auto chargée de fleurs et de pages.

Parmi la foule qui marche dans les rues Saint-Dominique, Saint-Pierre, Saint-Louis, Saint-Aimé et Saint-Jean-Baptiste, on compte des gardes, des fanfares, des corps de cadets, des croisés eucharistiques (ces associations de jeunes dans leurs costumes particuliers), des ligueurs, des zouaves pontificaux, des Chevaliers de Colomb, des syndiqués, des membres de plusieurs associations avec leur drapeau et leur bannière. Des centaines de prêtres, des religieux appartenant à diverses communautés, portaient les chapes, chasubles, dalmatiques et surplis. À 19 h 45, toutes ces gens sont au reposoir. Les bras levés au ciel, la foule crie : « Pardon, pardon, Coeur de Jésus, pardon », entre les couplets chantés par la chorale. Dans son allocution, Mgr Lamarche trace le tableau des communistes qui maudissent Dieu et celui de milliers de catholiques réunis ici qui acclament le Christ-Roi, qui lui demandent pardon et qui le supplient. La foule chante le *Pater*, l'*Ave Mari Stella* puis on adresse les plus pressantes supplications au ciel pour ses besoins

spirituels et temporels, pour l'Église, l'évêque et les prêtres. Puis on procède à la lecture de l'acte de consécration des Ligues du Sacré-Cœur. Enfin, Mgr Lamarche lit à la foule un câblogramme adressé à Sa Sainteté le pape Pie XI, ainsi que la réponse de Son Excellence le Secrétaire d'État. Il donne ensuite la bénédiction apostolique, bénit la foule avec le Saint-Sacrement. Des milliers de fidèles reprennent le chemin du retour, le cœur gonflé d'espérance. Ce fut une journée mémorable, inoubliable!



Une visite peu commune! ²

« Le Saguenay reçoit sa reine ». Voilà ce qu'on pouvait lire dans le journal *Le Lingot* du 25 juin 1959. Que les gens de Jonquière, de Kénogami, d'Arvida et de Saint-Jean-Eudes aient été de véritables patriotes ou non, cela ne les empêcha pas d'accueillir la reine Élisabeth II et son époux, le prince Philippe, de façon très hospitalière lors de leur visite au Saguenay, le 22 juin 1959. Par curiosité ou par admiration pour cette femme qui commandait le respect, la foule était là, prête à suivre le couple dans ses moindres déplacements.

La visite de Sa Majesté au Royaume du Saguenay dura 4 heures et demie. Voyons quel fut l'itinéraire lors de cette visite peu commune. La reine arriva à Port-Alfred vers 14 h 30 sur le *H.M.W. Britannia*. Elle fut aussitôt présentée ainsi que le prince Philippe, au ministre provincial de la Voirie, M. Antonio Talbot, puis aux maires de Port-Alfred et de Bagotville, MM. E. Bergeron, J.-C. Lévesque et leurs épouses. Après avoir reçu la traditionnelle gerbe de fleurs, le cortège se dirigea vers l'hôtel de ville de Chicoutimi où il attendait une cérémonie de bienvenue. Elle fit la connaissance de la plupart des maires du Saguenay dont ceux de Jonquière, de Kénogami, d'Arvida et de Saint-Jean-Eudes accompagnés de leurs épouses. La reine signa un parchemin (déposé à la Société historique du Saguenay) puis on lui offrit, au nom des villes de la région, une toile du peintre René Richard représentant un des plus pittoresques paysages du Saguenay, le Cap Trinité.

Le couple royal se rendit ensuite au centre industriel d'Arvida pour y effectuer une visite aux usines de l'Alcan. La reine et son époux furent reçus par le président de l'*Aluminum of Canada Ltd*, M. N. Y. Davis, M. Fraser Bruce de l'Alcan et M. D. F. Fergusson, le directeur des usines qui leur servit de guide. Il semble que Son Altesse Royale, le prince Philippe, se montra très intéressé par la visite. Les célèbres visiteurs assistèrent au coulage d'un lingot d'aluminium, à son inspection et au sciage d'un échantillon dans une des refontes. Ils visitèrent également une salle de cuves où le procédé d'électrolyse leur fut expliqué. Ils furent enfin témoins du « cassement de la croûte » qui se forme à la surface de la cuve. Quelques employés purent même converser avec le couple. Les visiteurs furent ensuite reçus au *Saguenay Inn* (Manoir du Saguenay) où Sa Majesté la reine prit quelques minutes de repos après quoi,



Visite de la reine Élisabeth II en juin 1959. De gauche à droite : le prince Philippe, la Reine, Rosaire Gauthier, Henri Vaillancourt et Antonio Talbot.

une autre cérémonie l'attendait. Il s'agissait de la remise de la cordelière d'or des « guides de la Reine ». Quatre guides d'Arvida, dont Mlles Jeanne Tremblay, Gina Lorensen, Élisabeth McNab et Gretchen Uhise eurent l'honneur de recevoir cette distinction de la main même de la Reine Élisabeth. Près de 110 guides et 80 jennettes formèrent une haie d'honneur et profitèrent de l'occasion pour remettre à la reine un chèque de 100 \$ qui devait défrayer le coût de 1 000 pouces carrés de la construction des quartiers généraux de l'Association des guides canadiennes à Toronto.

Enfin, à 17 h 45, le cortège de limousines effectua le voyage de retour vers Port-Alfred, en passant par Kénogami et Jonquière. À cette occasion, la rue de Montfort avait été spécialement décorée de drapeaux et de banderoles. La fanfare animait le défilé du cortège tandis que la foule saluait le couple royal à son passage. Aujourd'hui, c'est avec beaucoup d'amusement que l'on se remémore l'événement.



Des pentes de ski au cœur de la ville³

Depuis plusieurs années, les amateurs de ski alpin du grand Jonquière n'ont pas besoin de faire des kilomètres pour s'adonner à leur sport favori. En effet, le secteur Kénogami exploite toujours un centre de ski mais les municipalités de Jonquière et d'Arvida ont elles aussi déjà possédé leurs propres pentes de ski.

C'est en janvier 1940, que le Club de ski de Jonquière aménage sur le mont Jacob, alors propriété privée, un centre de ski pour les amateurs de ce sport de plein air. Le centre, bien que modeste, mettait tout de même au service des skieurs et des fervents du toboggan, un rudimentaire appareil qui servait de remonte-pente constitué de deux câbles auxquels les gens s'agrippaient pour



ANDC, Coll. de la SHS, no 5527

Concours régional de slalom au parc de ski de Shipshaw. De gauche à droite : Jean-Paul Fay, juge; Bob Washington, juge; Jos. Fréchette, avertisseur technique de la zone de ski du Saguenay; Georges Nadeau, juge et Antonio Meilleur, président du club d'Arvida.

remonter l'unique pente de ski. Les sportifs bénéficiaient également de l'abri d'un chalet que l'on avait aménagé au milieu de la montagne et qui faisait 15,24 mètres (50 pi.) par 6,1 mètres (20 pi.).

Jusqu'au début des années 60, le club de ski loua du propriétaire du mont Jacob, les emplacements de ce centre qui connut quelques saisons difficiles. En 1964, la cité de Jonquière se porta acquéreur des terrains du mont Jacob pour la somme de 12 440 \$ dans le but d'y aménager un parc public. Le centre de ski prit alors un nouvel essor. La Commission des loisirs réaménagea le centre sportif en 1967 suivant les plans du Club de ski Es-ki-mo. On fit construire un nouveau chalet d'un étage et demi où l'on retrouvait une salle principale avec cheminée pour y accueillir les skieurs, un restaurant, une remise, une salle de premiers soins et des toilettes. On fit également des travaux d'aménagement sur la piste et les alentours et on y installa l'électricité. On inaugura finalement un tout nouveau télésiège pour le bon plaisir des amateurs de ski alpin. Ce centre fut en opération jusqu'au mois d'octobre 1981 où l'on procéda à sa fermeture définitive.

À Arvida, les amateurs de ski se rendaient au parc de ski de Shipshaw. Ouvert pour la saison 1945-1946, ce parc fut aménagé grâce à la collaboration du Club de ski d'Arvida et de l'*Aluminum Company of Canada Ltd.* Le centre qui s'étendait jusqu'aux abords de la rivière Saguenay, était situé sur la route de Shipshaw (route du Pont) tout juste avant l'emplacement de la croix d'aluminium que l'on fit ériger en 1952. Sur place, les amateurs de ski avaient accès à quatre pentes : le *Speed-Way*, le *Senior Practice Hill*, le *Tremplin* et la pente de pratique intermédiaire. Ils pouvaient également profiter d'un remonte-pente et d'un chalet. Il s'agissait d'un ancien camp de l'armée fourni par *War Assets Corporation* et

construit de façon temporaire sur le sommet de la montagne. Le parc de Shipshaw était un centre de ski très en vogue à l'époque. Après dix ans d'exploitation, on procéda à sa fermeture.

La saison 1962-1963 marqua le début des activités du centre de ski de Kénogami. En raison de la vue panoramique exceptionnelle, le parc municipal de Kénogami, qui dominait la rivière Saguenay constituait l'endroit idéal pour aménager des pentes de ski. Rappelons ici brièvement qu'en 1964, le conseil municipal de la cité décida d'honorer les noms de MM. Jean-Joseph et Noël Fortin, anciens propriétaires du terrain où se trouvait la montagne et baptisèrent le parc municipal de Kénogami, sous l'appellation Mont-Fortin.

Dès la première saison, on inaugura un remonte-pente de type *T-bar* (télésiège). Le parc offrait alors deux pistes, l'une familiale et l'autre intermédiaire. Les amateurs avaient également accès à un chalet temporaire en attendant la construction d'un pavillon permanent. En 1969, on fit l'acquisition de l'équipement nécessaire pour fabriquer de la neige artificielle. Au fil des ans, on vit à exploiter le centre à son maximum. On fit construire un chalet permanent; on remplaça le télésiège (*T-bar*) par un télésiège et l'on procéda à l'ouverture de deux autres pistes pour les plus avertis.

Le centre de ski du Mont-Fortin accueille encore aujourd'hui les amateurs de ski et de planche à neige qui savent profiter des avantages de la pratique de ce sport en milieu urbain.



Les bibliothèques municipales⁴

Les livres constituent, on le sait bien, une porte ouverte sur le monde. La Ville de Jonquière compte parmi ses institutions vouées au développement et à la promotion de la culture, trois bibliothèques municipales dont voici un petit historique.

La cité d'Arvida fut l'une des premières à posséder une bibliothèque publique au Saguenay-Lac-Saint-Jean. En effet, au cours de l'année 1943, l'Association Athlétique et Récréative d'Arvida, un organisme parrainé par l'*Aluminum Company of Canada Ltd.*, forma un comité à qui l'on confia le mandat de mettre sur pied une bibliothèque pour la population d'Arvida. L'inauguration officielle de la bibliothèque eut lieu en mars 1944. Celle-ci était logée dans un petit local spécialement aménagé au Centre de récréation, à l'époque situé sur la rue Hunt. Les douze premières années de la petite bibliothèque furent modestes. L'*Aluminum Company of Canada Ltd* assurait un budget de 1000 \$ par année qui permettait de payer le salaire d'un bibliothécaire employé à temps partiel et d'acheter des volumes en anglais et en français. Grâce à une équipe de fidèles bénévoles, la bibliothèque d'Arvida devint le lieu de rencontre de tous les citoyens de la cité industrielle qui profitèrent énormément de ce milieu de culture.

Au cours des années 50, alors que l'*Aluminum Company of Canada Ltd.* délaissait la gestion et les activités de la cité, le conseil municipal acheta de l'A.A.R.A. la bibliothèque pour une somme de 1 \$. Le 1^{er}, janvier 1956, la bibliothèque du Centre de récréation devint la bibliothèque municipale d'Arvida. Son comité conserva toutefois son rôle de gestionnaire du budget dorénavant voté par le conseil municipal, budget qui connut une augmentation appréciable au fil des années.

Au mois de septembre 1960, la cité d'Arvida déménagea la bibliothèque municipale au sous-sol de son nouvel hôtel de ville. L'emplacement était idéal et permit l'augmentation de la circulation des volumes. On travailla en plus à améliorer les collections pour enfants, la section des livres polonais et on augmenta les heures d'ouverture.

À la municipalité de Saint-Jean-Eudes, les citoyens se dotèrent également d'une bibliothèque municipale que l'on aménagea dans un local de l'hôtel de ville. Inaugurée en 1962, cette petite bibliothèque desservit la population jusqu'en 1970, alors que la municipalité s'annexa à la cité d'Arvida pour devenir ville d'Arvida.

D'autre part, il y avait à Kénogami depuis 1951, une petite bibliothèque aménagée au Centre commémoratif Price. Toutefois, c'est en novembre 1954 que la bibliothèque municipale de Kénogami ouvrit ses portes au public. Le local plus ou moins adéquat et le budget bien mince ralentirent son développement. Mais grâce à l'immense travail de M. Ben Vandal, de son épouse et des équipes de bénévoles, la bibliothèque réussit à offrir à la population un service de prêt et ce, pendant 15 ans. Il faut noter que les dons de volumes consentis par la compagnie *Price Brothers Ltd.*, les commerçants de la ville et de nombreux citoyens contribuèrent également au développement de la bibliothèque.

En 1969, le conseil municipal de Kénogami décida finalement de s'impliquer afin de doter la cité d'une bibliothèque plus fonctionnelle et davantage en mesure de satisfaire la population. On forma alors un comité puis on réaménagea la bibliothèque à l'hôtel de ville, au-dessus de la station de pompiers sur la rue King George (du Roi-Georges). La nouvelle bibliothèque fut inaugurée en avril 1970. Cette année-là, la ville consentit des budgets appréciables qui eurent des effets positifs sur la collection ainsi que sur la circulation des volumes.

Depuis la grande fusion de 1975, l'administration des bibliothèques d'Arvida et de Kénogami fut confiée au Service des loisirs de la ville de Jonquière. Le secteur Jonquière étant toujours privé d'une bibliothèque, les citoyens réussirent à convaincre le nou-



Classification des volumes à la bibliothèque Kénogami en janvier 1955.

ANOC, Coll. de la SHS, no 6871

veau conseil municipal de la nécessité d'avoir une succursale dans ce secteur. La bibliothèque municipale de Jonquière ouvrit ses portes en novembre 1976, au Centre commercial place Centre-Ville. Notons ici que le Collège de Jonquière offrait à la population un service de bibliothèque publique depuis 1958. En 1983, on réaménagea la bibliothèque municipale d'Arvida dans l'édifice qu'elle occupe présentement à place Davis, et en 1987, on déménagea la bibliothèque du secteur Jonquière dans l'édifice place Saint-Michel. Finalement en 1991, la bibliothèque de Kénogami fut relocalisée place du Marquis.

Aujourd'hui subventionnées par le ministère de la Culture et des Communications du gouvernement provincial, les trois bibliothèques sont reliées par télécommunication. Elles prêtent chaque année près de 300 000 volumes et géraient en 1997 un budget de fonctionnement de 927 800 \$.



Les salles de théâtre au fil des ans⁵

Il existe à Jonquière depuis les débuts du XX^e siècle, une industrie locale qui n'a jamais cessé de susciter l'intérêt de la population. En effet, depuis l'avènement de la cinématographie au Québec, 16 salles de « théâtre » ou de cinéma ont accueilli les cinéphiles de Jonquière, de Kénogami, d'Arvida et des environs.

Le premier « théâtre » implanté à Jonquière fut le *Théâtre Rialto*. Aménagée en 1910, cette salle était située sur la rue Saint-Dominique, là où se trouvait, le restaurant chez Bou-Bou. Le propriétaire de la salle était M. Jean Tremblay, le fils de Béloni et le père de M. Albert Tremblay, un plâtrier bien connu de Jonquière. Dans un article publié dans *Le Progrès du Saguenay* en 1960, M. Gérard-E. Tremblay raconte qu'à cette époque, outre les films muets, on présentait des spectacles de vaudeville où s'exécutaient pour le bon plaisir des spectateurs, des acrobates, des jongleurs et des

chanteurs. Il semblerait même que plusieurs jeunes de Jonquière aient commencé, grâce à ces spectacles, une carrière dans le *Show Business*. On procéda à la fermeture du *Théâtre Rialto* en juin 1914.

Puis en 1921, un certain M. Breton opéra le Théâtre National qui devint l'année suivante la propriété de M. Ernest Tremblay. Le même théâtre fut racheté en avril 1923 par M. Albert Dufour de Chicoutimi qui exploita l'établissement sous le nom de *Théâtre Lux*. Enfin, cinq mois plus tard, un marchand de Jonquière, M. A. Zusman fit la location du *Théâtre Lux* pour en assurer la gestion jusqu'en 1925.

Par la suite, en mai 1928, M. Jos Lavigne procéda à l'ouverture du *Théâtre Plaza*. L'édifice était situé sur la rue Saint-Dominique dans l'ancien immeuble du magasin Woolworth, aujourd'hui remplacé par des stationnements, face au commerce de meubles Legaré. L'année suivante, soit en mai 1929, M. Lavigne renouvela sa licence d'exploitation auprès du conseil municipal et opéra son théâtre cette fois sous le nom de *Théâtre Empire*. D'autre part, durant la même période, M. J.-A. Bélanger ouvrit en mai 1928 le *Théâtre Canadien* sur la rue Saint-Dominique, en face de la rue Saint-Clément dans une salle qui servait aux offices religieux avant que ne soit construite l'église Saint-Laurent. L'année suivante, le *Théâtre Canadien* devint le *Théâtre Bélanger*. Enfin, quelques années plus tard, on ouvrit au même endroit, le *Théâtre Aiglon* qui opéra jusqu'en 1947.

Outre les véritables salles de théâtre spécialement aménagées pour la projection de films, soulignons que les cinéphiles de Jonquière pouvaient aussi se rendre à la salle de concert de l'hôtel de ville de Jonquière et pendant l'année 1946, au local de l'ancien commerce Tissus et Tapis Madame Roy sur la rue Saint-Dominique pour s'adonner à leur passe-temps.

La petite histoire des salles de cinéma de Jonquière souligne le travail de la famille de M. Louis-Philippe Brassard qui oeuvra dans le domaine entre les années 40 et le début des années 70. C'est à son retour de l'Ouest canadien vers 1939 que M. Brassard fut engagé comme gérant au *Théâtre Empire* et qu'il développa un grand intérêt pour les salles de visionnement. Deux ans plus tard, soit en 1941, il fit l'acquisition de ce théâtre puis s'associa à M. Léo Choquette de Montréal qui possédait déjà le Théâtre Princess à Kénogami. Ce fut le début d'une association qui allait marquer pendant 30 ans, l'histoire de nos salles de cinéma à Jonquière et à Kénogami.

En janvier 1946, un tragique incendie détruisit une partie du centre-ville de Jonquière. En quelques heures, les magasins Legaré, Dominion Store, la Bijouterie Albert Bolduc, le Restaurant Bellel, l'Épicerie J.-A. Tremblay, le *Théâtre Empire* et quelques autres petits commerces furent détruits par les flammes. L'année suivante, MM. Brassard et Choquette décidèrent de reconstruire le *Théâtre Empire* au même endroit. Puis en 1947, ils firent ériger un autre

QUELQUES ÉVÉNEMENTS DE L'ARRONDISSEMENT JONQUIÈRE

- 1828 Visite du secteur de la rivière aux Sables par des explorateurs mandatés par le gouvernement du Bas-Canada.
- 1847 Première visite par des habitants de La Malbaie.
- 1848 Fondation de la Société des défricheurs et cultivateurs du Saguenay; Début de l'arpentage du canton Jonquière par François Têtu.
- 1855 Fin de la construction de la première chapelle de bois.
- 1866 Élection du premier conseil municipal, et du maire Jean Allard; Création de la municipalité scolaire du canton de Jonquière.
- 1870 Fondation de la paroisse Saint-Dominique de Jonquière.
- 1893 Arrivée du chemin de fer à Jonquière.
- 1900 Inauguration de la pulperie de Jonquière, initiative de Joseph Perron.
- 1901 Premier éclusage du lac Kénogami.
- 1904 Proclamation du village de Jonquière, qui se détache de la paroisse.
- 1910 Début de la construction de la papeterie de Kénogami par Price Brothers et son président, William Price III; Ouverture du premier cinéma, le Théâtre Rialto.
- 1912 Création du village de Kénogami; Création de la ville de Jonquière; Construction de l'église Saint-Dominique, selon les plans de l'architecte René-Pamphile Lemay.
- 1924 Deuxième éclusage du lac Kénogami.
- 1926 Fondation de la ville d'Arvida par Alcoa, entre Jonquière et Chicoutimi.
- 1928 Début de la construction de la centrale de Chute-à-Caron et création de Ville-Racine.
- 1940 Aménagement d'une piste de ski sur le mont Jacob.
- 1941 Alcan débute la construction de la centrale Shipshaw, sur la rivière Saguenay.
- 1947 Entrée en ondes de CKRS radio; Arrivée à Jonquière des frères de Saint-Vincent-de-Paul qui prennent en main le Patro.
- 1950 Inauguration du pont d'aluminium à Arvida.
- 1955 Inauguration des locaux de CKRS-TV; Ouverture du collège Classique de Jonquière, administré par les Oblats de Marie-Immaculée; Ouverture de l'Hôpital de Jonquière.
- 1959 Visite de la reine Élisabeth II à Jonquière et Kénogami.
- 1962 Fermeture de la pulperie de Jonquière.
- 1967 Création du Cégep de Jonquière et du Centre national d'exposition.
- 1975 Fusion de Jonquière, de Kénogami et d'Arvida, qui forment la ville de Jonquière.
- 1979 Tenue d'une tranche des championnats du monde de canoës et kayaks sur la rivière aux Sables.
- 1984 Arrivée du gaz naturel.
- 1988 Fondation de la Commission scolaire de La Jonquière.
- 1993 Premiers travaux d'aménagement du Parc de la rivière aux Sables.
- 1996 Les inondations détruisent plusieurs immeubles à appartements et des infrastructures industrielles à Jonquière, au bord de la rivière aux Sables.
- 2002 Ouverture des deux tronçons de l'autoroute 70 sur le territoire jonquérois.

cinéma sur les lieux mêmes où était situé le *Théâtre Aiglon*. Ce cinéma, qui prit le nom de *Théâtre Centre*, pouvait accueillir 510 personnes.

La fermeture du *Théâtre Empire* en 1953, coïncide avec l'ouverture, au mois d'octobre de la même année, du *Théâtre Bellevue* situé au coin des rues Saint-Hubert et boulevard du Centenaire (boulevard Harvey). Cette salle d'une capacité de 872 sièges était considérée à l'époque comme la plus spacieuse et la plus luxueuse de la région, voire même de la province. Doté d'un système d'air climatisé, d'un système de projection et de son des plus récents et pourvu de tout le confort de la construction moderne, ce théâtre fai-

sait la fierté de ses propriétaires, MM. Brassard et Choquette. Mais ces salles de cinéma faisaient aussi le grand désespoir du clergé: « Les vues sonores [...] ne servent qu'à provoquer et exciter les passions et les mauvais instincts de la nature ». Le *Théâtre Centre* et le *Théâtre Bellevue* fermeront leurs portes au milieu des années 80.

À Kénogami, les premières projections de vues animées avaient lieu à l'édifice de la *Price Brothers Company Ltd* appelé *The Price Brothers Club* ou l'Auditorium. Situé sur la rue Price à l'emplacement actuel du Centre d'histoire Sir-William-Price, cet édifice possédait un vaste auditorium d'une capacité de 430 sièges qui servait à la fois de court de tennis, de salle de jeux et de salle de projec-

À la mémoire des maires

Canton Jonquière¹

Jean Allard	janv. 1866–janv. 1868
Pierre Bergeron	janv. 1868–janv. 1870
Jean Girard	janv. 1870–janv. 1872
Jean Allard	janv. 1872–[] 1876
Xavier Brassard	[] 1876–[] 1878
Onésime Brassard	[] 1878–[] 1885

Paroisse Saint-Dominique de Jonquière²

Clovis Kérouack	[] 1885–janv. 1889
Joseph Brassard	janv. 1889–févr. 1892
Octave Belley	févr. 1892–févr. 1894
Jean Allard	févr. 1894–févr. 1895
Dana Brassard	févr. 1895–oct. 1895
Paschal Bergeron	oct. 1895–févr. 1898
Jean Maltais	févr. 1898–janv. 1903
J.-H. Brassard	févr. 1903–sept. 1904
Paschal Bergeron	oct. 1904–févr. 1915
Jean Maltais	févr. 1915–janv. 1919
Pierre Bergeron	janv. 1919–janv. 1923
William Pedneault	janv. 1923–sept. 1925
Adjutor Tremblay	sept. 1925–janv. 1931
Ulysse Baulianne	janv. 1931–mai 1953
Marcellin Lapointe	mai 1953–mai 1959
Médéric Tremblay	mai 1959–mars 1963
J.-Émilio Gamache	mars 1963–mai 1963
Gérard Tremblay	mai 1963 – mai 1967
J.-Émlio Gamache	mai 1967 – déc. 1974

Village de Saint-Dominique de Jonquière³

J.-H. Brassard	sept. 1904–févr. 1908
Damase Gagné	févr. 1908–janv. 1910
J.-H. Brassard	janv. 1910–juill. 1917
J.-Edmond Bergeron	juill. 1917–févr. 1920
Émile Leblanc	févr. 1920–févr. 1922
Trefflé Gauthier	févr. 1922–juill. 1930
J.-Edmond Bergeron	juill. 1930–juill. 1932
Dydime Simard	juill. 1932–févr. 1934
Philippe Deschênes	févr. 1934–juill. 1934
J.-Edmond Bergeron	juill. 1934–févr. 1936
J.-Émile Brassard	févr. 1936–juill. 1936
J.-Eugène Bergeron	juill. 1936–juill. 1940

Lucien Vincent	juill. 1940–déc. 1941
Lorenzo Lespérance	janv. 1942–juill. 1942
Jules Gauthier	juill. 1942–juill. 1950
Henri Vaillancourt	juill. 1950–juill. 1952
Lorenzo Deschênes	juill. 1952–juill. 1954
Henri Vaillancourt	juill. 1954–juill. 1959
J.-Joseph Bouchard	juill. 1959–févr. 1962
Ulysse Belley	mars 1962–juill. 1962
Napoléon Cantin	juill. 1962–oct. 1970
Camille Gagné	nov. 1970–déc. 1974

Village de Kénogami⁴

Oswald A. Porritt	oct. 1912–juin 1913
É.-F. Fluhmann	juin 1913–janv. 1919
A.-J. Reid	janv. 1919–nov. 1920
John Finlay	nov. 1920– mars 1922
J.-O. Lacroix	mars 1922–déc. 1930
J.-O. Fraser	déc. 1930–juill. 1934
Nérée Lavoie	juill. 1934–juill. 1936
J.-O. Fraser	juill. 1936–juill. 1944
J.-Ovide Bradet	juill. 1944–juin 1950
Wellie Deschênes	juin 1950–juin 1952
J.-Laurent Lacroix	juin 1952–juin 1956
J.-Ovide Bradet	juin 1956–juill. 1961
Alonzo Gravel	juill. 1961–nov. 1970
Roger Malaisan	nov. 1970–déc. 1974

Cité d'Arvida⁵

Frank E. Dickie	mai 1926–nov. 1926
J.-P. Walsh	nov. 1926–juill. 1928
Dr A.-E. Riddel	août 1928–févr. 1941
J.-Louis Fay	févr. 1941–janv. 1957
Georges Hébert	févr. 1957–nov. 1967
Francis Dufour	nov. 1967–déc. 1974

Village de Saint-Jean-Eudes⁶

Marcellin McNicoll	janv. 1955–mai 1961
Adrien Saucier	mai 1961–mai 1967
Marcellin McNicoll	mai 1967–août 1970

Jonquière (fusion 1975)⁷

Roger Malaisan	janv. 1975–févr. 1975
J.-Émilio Gamache	févr. 1975–mars 1975
Camille Gagné	mars 1975–avril 1975

Francis Dufour	avril 1975–juin 1975
Francis Dufour	juin 1975–déc. 1985
Gilles Marceau	févr. 1986–nov. 1991
Marcel Martel	nov. 1991–nov. 1999
Daniel Giguère	nov. 1999–févr. 2002

Shipshaw

Francois Fillion	1930–1933
Joseph Blackburn	1933–1939
Joseph Murdock	1939–1951
Gonzague Côté	1951–1957
Philippe Dufour	1957–1961
Jean-Maurice Coulombe	1961–1971
Fernand Violette	1971–1975
Jean-Maurice Coulombe	1975–1980
Carol Lavoie	1980
Jean-Claude Lavoie	1980–1986
Réjean Bergeron	1986–2002

Lac-Kénogami

André Pedneault	1985–1987
Bernard Dufour	1987–1988
Jean-Léon Lemieux	1988–1993
Gérald Godin	1993–2000
Germain-Marie Girard	2000–2002

1. Soulignons que de 1847 à 1866, la municipalité de canton Jonquière (érigé en mai 1850) était administrée par le conseil de comté de Chicoutmi.

2. En janvier 1883, la municipalité de canton est érigée en municipalité de la paroisse Saint-Dominique de Jonquière. En 1904, elle se sépare. Il y a démembrement du territoire et on érige la nouvelle municipalité du village de Saint-Dominique de Jonquière.

3. En septembre 1904, on forme le conseil municipal du village Saint-Dominique de Jonquière. En mars 1912, le village Saint-Dominique de Jonquière modifie ses limites territoriales et s'incorpore pour devenir Ville de Jonquière. En février 1956, Ville de Jonquière devient Cité de Jonquière.

4. La municipalité du village de Kénogami érigée en 1912, s'incorpore en ville en 1920 puis en cité en 1958.

5. La cité d'Arvida fut érigée en mars 1926. Elle devient ville d'Arvida en 1970.

6. La municipalité du village de Saint-Jean-Eudes fut érigée en 1955.

7. Lors de la grande fusion du 1^{er} janvier 1975, les maires des quatre municipalités concernées se sont partagé à tour de rôle, la fonction de maire intérimaire jusqu'aux élections municipales de juin 1975.

Source : Ville de Saguenay, *Alcan vous raconte*

tion. Construit en 1914, on y présenta des films jusqu'en 1929. Deux ans plus tôt, soit en 1927, M. Victorien Larouche ouvrait une autre salle de théâtre à Kénogami. Le *Théâtre Canada* était situé dans l'édifice voisin du commerce d'Albert Fortin remplacé aujourd'hui par le stationnement de place du Marquis. Après deux années d'exploitation, soit en 1929, ce théâtre dut également fermer ses portes en raison de la grande crise économique mondiale. Il rouvrit en 1931 pour deux années seulement. C'est en 1940, toujours à Kénogami que le *Théâtre Princess* ouvrit ses portes. Cette salle était située presque en face du *Théâtre Canada* dans l'édifice qui loge aujourd'hui Chaussures Claude Lavoie inc. Les amateurs de cinéma de Kénogami fréquentèrent cet endroit pendant plus de 20 ans, jusqu'en 1963, année où MM. Brassard et Choquette décidèrent de rénover l'édifice et d'y aménager une nouvelle salle de 335 sièges qui porta le nom de *Théâtre Élysée*. Ce cinéma, le dernier à Kénogami, ferma définitivement ses portes au milieu des années 1980.

À la cité d'Arvida, un théâtre fut érigé en 1927 aussitôt après la construction des 270 premières maisons. Cet édifice était bâti selon les plans de l'architecte Alfred Lamontagne et son premier propriétaire fut M. Gonzague Tremblay de Chicoutimi. Le *Théâtre Palace* était situé au coin des rues Mellon et Darling. Les premières projections que l'on présenta à ce théâtre de 500 sièges, étaient des films muets que l'on accompagnait au piano. Plus tard, avec l'arrivée des films parlés, comme la plupart des cadres de l'Alcan étaient anglophones, on projetait des films anglais en milieu de semaine et ce, jusqu'en 1972, année de la fermeture de cette salle.

Souignons d'autre part que dès 1943, le Centre de récréation faisait la projection de vues animées dans l'auditorium qui possédait tous les équipements nécessaires.

Depuis 1992, les cinéphiles de Jonquière qui sont toujours fidèles à l'ambiance qu'offrent les salles de visionnement, fréquentent le Cinéma Jonquière situé au coin des rues Saint-Dominique et Colbert.



Du péché en bouteille⁶

La Loi sur la tempérance au Québec a profondément marqué la vie privée et sociale des citoyens des municipalités du grand Jonquière. Les municipalités ont été à certaines époques, des « villes sèches » comme on disait. Les autorités municipales prohibaient la vente des boissons alcoolisées dans l'intérêt croyait-on, des citoyens, de la religion, de la famille et de la ville. « Régime sec » ou pas, ceux qui avaient l'habitude de consommer des boissons alcoolisées le faisaient de toute façon. On pouvait toujours s'en procurer dans la municipalité voisine si celle-ci détenait des licences. Dans le cas contraire, on faisait alors affaire avec les petits trafiquants locaux de Kénogami et de Jonquière entre autres, qui eux

avaient le contrôle sur la fabrication et la distribution clandestine des liqueurs interdites. Enfin, on trouvait toujours dans les limites d'une ville, une façon d'étancher sa soif en se rendant chez une tenancière de débit clandestin qui vendait de l'alcool au verre comme cela se faisait à Arvida, par exemple. La municipalité de la paroisse Saint-Dominique de Jonquière n'adopta qu'un seul et unique règlement visant à prohiber la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses, alcooliques et enivrantes dans les limites de son territoire.

Le Règlement 72 fut adopté en octobre 1901 et demeura en vigueur jusqu'à ce que les électeurs propriétaires fonciers votent le Règlement 161 qui allait mettre fin à 61 ans de prohibition. Cependant, en juillet 1951 et en juillet 1956, la municipalité permettait à la Commission des liqueurs du Québec d'accorder dans ses limites est et ouest seulement, des permis de vente d'alcool. Enfin en octobre 1962, les électeurs votèrent le fameux Règlement 161 qui allait permettre à la Régie des alcools du Québec d'accorder des permis de vente d'alcool dans toutes les limites de la municipalité de la paroisse.

Pour sa part, le village de Jonquière connut au cours de son histoire, trois périodes de « régime sec ». Le premier règlement est voté en février 1905, puis en mars 1912, le Règlement 28 met fin à neuf ans de prohibition. Cette même année, (la municipalité permit aux aubergistes et aux magasins de liqueurs alcoolisées d'ouvrir leur établissement tous les jours de 7 h du matin à 21 h du soir, à l'exception du dimanche et des jours de fête. Le samedi soir, la veille des jours de fête ainsi que les soirs de jour de paie de la *Price Brothers Ltd.*, de la Compagnie de Pulpe, de la *Canadians Steward et de la Petroleum*, les tenanciers étaient obligés de fermer leur établissement à 7 h sous peine d'amende. La seconde période sèche, la plus longue, dura 16 ans. Elle débute en juillet 1914 avec la loi de la tempérance et les électeurs y mettent un terme en mars 1930. Onze ans plus tard, le conseil municipal fait voter un troisième règlement (204) sur la prohibition. Enfin, en janvier 1946, la population met un terme définitif à cette mesure et appuie le Règlement 232 par voie d'élection: 700 électeurs se prononcent en faveur de l'abolition de la prohibition contre 580, accordant ainsi une majorité de 120 voix.

Les citoyens de la ville de Kénogami connaîtront comme ceux de la paroisse Saint-Dominique de Jonquière, une seule période de prohibition qui commença en avril 1921, soit neuf ans après la formation de la municipalité et dura 41 ans. L'abrogation du Règlement 24 qui avait créé la prohibition nécessitera la tenue de deux référendums. Une première tentative infructueuse en novembre 1930 obligera un second scrutin en mars 1961. Du nombre des électeurs, 512 votèrent en faveur de l'abolition de la prohibition contre 351. Le Règlement 271 fut adopté par une majorité de 161 voix.

La cité d'Arvida connut aussi une très longue période de « régime sec » qui s'étendit d'avril 1929 à janvier 1961. Pendant ces 32 ans que dura la prohibition à Arvida, les citoyens eurent à cinq reprises, l'occasion de se prononcer sur le Règlement 3 qui

interdisait la vente des liqueurs alcoolisées sur leur territoire. Ce règlement stipulait que la Commission des liqueurs du Québec ne pouvait ni ouvrir de magasin ni accorder de permis de vente d'alcool dans cette municipalité. Ainsi, les électeurs propriétaires ont voté en faveur de ce fameux règlement en février 1946, en novembre 1949 et 1951, en août 1953 et en octobre 1954. Mais en janvier 1961, 1171 citoyens votèrent en faveur de la vente de boissons alcoolisées contre seulement 380 favorables au maintien de la prohibition. Le « régime sec » prit donc fin en mai 1961 alors que la municipalité de Saint-Jean-Eudes adopta à son tour le Règlement 44 permettant la vente de la bière dans les limites de sa municipalité.



Un sport américain chez nous⁷

C'est à Kénogami, en 1911, qu'apparaît la première ligue de baseball locale. En effet, le moulin à papier de Kénogami en est à sa seconde année d'activités et les employés de Price mettent sur pied une ligue interdépartementale de trois clubs. Soulignons qu'à l'époque, les joueurs pratiquaient ce sport américain en véritables amateurs. Seuls les initiés et ceux qui avaient du temps à perdre suivaient les péripéties des rencontres qui avaient lieu au quadrilatère formé des rues Sainte-Famille, Saint-Louis, Saint-Paul et Wolfe. Comme le rapporte un journaliste du journal *Le Réveil* dans l'édition du 2 juin 1964 : « Le nom quadrilatère est une façon de parler, puisque seule la rue Sainte-Famille était tracée, les autres rues étant tout à fait inexistantes. C'était un package à vaches ni plus ni moins. » Plus tard en 1918, la compagnie Price apporte sa contribution et fait construire des estrades sur l'emplacement actuel du petit parc Price situé sur la rue du même nom adjacent au *Staff House*. Les rencontres y auront lieu jusqu'en 1926. La compagnie offre alors un nouveau terrain situé entre les rues Nelson et Angers, au-delà de la voie ferrée. Il faudra attendre 1957 pour que les amateurs de baseball pratiquent leur sport au stade de baseball érigé maintenant sur la rue Cabot.

C'est en 1926 que sont créées à Arvida les premières équipes de baseball. À l'instar des employés de la compagnie Price, ce sont les travailleurs de l'usine Alcan qui formeront les premières équipes dont les rencontres sont disputées au parc Moritz, dans le premier quartier de la cité aménagée près des installations de la compagnie. Plus tard, les équipes locales s'affronteront sur le ter-

rain du Centre récréatif situé sur la rue Hunt (Powell). Par la suite, en 1954, les amateurs de baseball d'Arvida se rencontreront au parc central situé à l'intersection des rues Gilbert et Albanel (Labrecque) dans le quartier Saint-Jacques où la cité avait aménagé un terrain de baseball.

À Jonquière, la première ligue locale est formée en 1942. Quatre clubs en font partie : le Coca-Cola, le garage Munger, les Chevaliers de Colomb et le Michaud et Perron. Les rencontres sportives ont lieu sur le terrain où est construit l'actuel édifice du Patro, espace qui servait auparavant à l'organisation des terrains de jeux. En 1955, M. Richard Desmeules, un homme considéré comme le plus grand sportif de la ville, profite de l'excavation nécessitée par la construction du viaduc de la rue Saint-Hubert, pour soumettre un projet d'aménagement d'un véritable terrain de baseball. M. le maire Henri Vaillancourt et son conseil acceptèrent de faire transporter la terre retirée au moment de la construction du viaduc pour niveler le site qui allait devenir le stade Richard-Desmeules. Cette opération a nécessité près de 4575 voyages de camions d'une moyenne de 7 à 9 mètres (8 à 10 verges) chacun et a coûté environ 10 000 \$ à la ville. Quant à Monsieur Desmeules, il s'engagea à construire les 2000 estrades, à entretenir le terrain et à payer la somme de 1000 \$ par année, y compris les frais d'électricité. Le terrain devint rapidement un centre d'attraction renommé. Le nouveau stade est de conception très moderne : il est clôturé, les limites du coup de circuit sont bornées, le terrain est recouvert de gazon, les journalistes ont des loges et les spectateurs ont droit à un tableau indicateur.

L'année 1956 marque une étape importante dans l'histoire sportive du Saguenay, le stade Richard-Desmeules présente le baseball sous les réflecteurs. L'année suivante, toutes les villes membres de la ligue régionale de baseball en font de même. Le stade Richard-Desmeules rajeuni à quelques reprises entre 1964 et 1995, suscite depuis plusieurs années la fierté des amateurs de baseball de Jonquière tout en contribuant à développer l'intérêt des citoyens pour ce sport américain.



Titre d'un article dans le journal *Le Progrès* du Saguenay, en juillet 1927.

NOTES

1. Normande Lapointe, *L'Alcan, vous raconte*, p. 82-83, Ville de Saguenay
2. *Ibid.*, p.
3. *Ibid.*, p.72-74
4. *Ibid.*, p.136-137
5. *Ibid.*, p.139-141
6. *Ibid.*, p. 85-87
7. *Ibid.*, p. 68-70

LES MÉCONNUS DE L'HISTOIRE

par Normande Lapointe

L'œuvre de François-Joseph Brassard



source : ANOC, Coll. de la SHS

Régulièrement, des centaines d'adeptes des arts et de la culture se donnent rendez-vous à la salle François-Brassard. Située au Collège de Jonquière, cette salle a été nommée ainsi en 1966 en l'honneur du musicien et folkloriste jonquérois d'adoption et l'un des fondateurs du collège François-Joseph Brassard. L'honneur qui revenait à ce personnage de voir l'une de nos plus belles salles porter son nom est aussi grand pour nous, citoyens de Jonquière, qui avons eu le privilège de faire l'un des nôtres, cet homme aux talents multiples et de renommée mondiale. Profitons de cette page d'histoire pour faire connaissance avec cet artiste dont le nom fait partie de notre héritage culturel.

Né le 6 octobre 1908 à Métabetchouan au Lac-Saint-Jean, François-Joseph Brassard se destinait très tôt à une brillante carrière de musicien. Entre 1920 et 1928, il fit son cours classique au Petit Séminaire de Chicoutimi où il apprit le piano et le solfège. Après avoir obtenu son baccalauréat, il s'inscrivit à l'École de musique de l'Université Laval où il étudia le piano, l'orgue et l'harmonie avec entre autres, Roland-G. Gingras, Omer Létourneau et Robert Talbot. Après quoi, il alla parfaire ses connaissances musicales à Montréal avec Claude Champagne qui lui enseigna le contrepoint, le choral, la fugue et la composition. Puis en 1930, après avoir obtenu son diplôme, il partit pour l'Europe pour y perfectionner son talent de compositeur musical. Pendant deux ans, il étudia avec Albert Bertelin à Paris et avec Ralph Vaughan Williams à Londres. À son retour au Québec, il s'installa à Jonquière où il occupait déjà un poste d'organiste à la paroisse Saint-Dominique de Jonquière, puis il épousa celle qui le remplaçait depuis deux ans, Anne-Marie Plourde. De leur union naîtront trois fils dont l'un d'eux, André deviendra architecte à Jonquière.

François Brassard occupa la fonction d'organiste pendant 41 ans. Ce métier lui permit de se livrer à d'autres occupations dont l'enseignement de la musique à l'Institut des Arts au Saguenay et à l'École de musique de l'Université Laval. Aussi, sa grande passion pour la musique folklorique l'amena pendant plusieurs années à parcourir les campagnes de Jonquière, du Saguenay, de l'Acadie, de l'Ontario, de l'Ouest, de la Nouvelle Angleterre en passant par le Mississippi et la Louisiane, à la cueillette de vieilles chansons folkloriques. Comme à l'époque, le magnétophone électronique n'existait pas, François Brassard transcrivait patiemment les paroles et la musique qu'on lui chantait. Les fruits de son enquête l'amèneront à produire une collection de plus de 1200 chansons recueillies au Canada français, qu'il comparait avec les chansons folkloriques de pays francophones étrangers.

François Brassard occupa également sa carrière à la production de plusieurs oeuvres pour piano, violon et orchestre dont les auditions furent couronnées de succès sur les plus grandes scènes du monde. On pense ici à *Paris angelicus*, *Orléanaises*, *Suite villageoise*, *Marche fantasque et festival* et *Poèmes d'amour et de joie*. D'autre part, son oeuvre littéraire compte près de 378 articles, soit des comptes rendus et des chroniques sur les événements musicaux qui se produisaient à Jonquière et Chicoutimi, ainsi que des séries d'articles dans des revues scientifiques traitant du folklore chanté.

Son talent et son oeuvre furent reconnus mondialement. Ils le menèrent entre autres à Venise en 1949 au Congrès international de musique folklorique, à Madrid où il fut conférencier en 1966 au Musée du peuple espagnol. En 1961, l'Université Laval l'honora du grade de Docteur en musique avec le prestigieux prix *Honoris causa*. Il fut également détenteur de bourses d'études en 1961 et 1965, qui lui permirent de poursuivre ses recherches. C'est ainsi que François Brassard occupa sa carrière de musicien, de pianiste, d'organiste, de compositeur et de folkloriste de renom. Entre la famille et la carrière, il trouva même le temps de s'impliquer dans l'érection d'une maison d'enseignement, car il est l'un des fondateurs du Collège de Jonquière.

François Brassard aurait pu choisir de poursuivre sa brillante carrière près des grands centres de culture où la vie est plus facile et plus accommodante pour un artiste, mais c'est à Jonquière avec son épouse, sa famille, ses parents et amis qu'il a choisi de vivre ses passions. François-Joseph Brassard est décédé à Québec le 26 avril 1976 à l'âge de 68 ans et 8 mois à la suite d'une longue maladie.

Source : Ville de Saguenay, *L'Alcan, vous raconte*, p. 143-145

D'UNE PAGE À L'AUTRE



Jocelyn Caron et Marie-Josée Fortin. *Paysages du Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Conseil du loisir scientifique du Saguenay – Lac-Saint-Jean. Alma. 2004. 228 p.

Plusieurs personnes, dont je suis, attendaient avec impatience la parution du livre *Paysages du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, du Conseil du loisir scientifique du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Leur attente n'aura pas été vaine. En effet, c'est un magnifique ouvrage qui nous est offert, un livre abondamment illustré et surtout d'une rare richesse d'information, grâce à un texte toujours dense et pertinent. Pour atteindre ce degré d'excellence, les deux auteurs, Jocelyn Caron et Marie-Josée Fortin, ont d'ailleurs bénéficié tout le long de leur projet de l'appui d'une trentaine de personnes-ressources, ainsi que d'un comité de lecture.

Ce que l'on retient surtout en analysant ce livre, c'est que les paysages ne se limitent plus aujourd'hui au simple cadre naturel. Ils peuvent aussi inclure des éléments urbains et industriels. Fini le temps où les panoramas n'incluaient que les couchers de soleil, les vaches broutant dans les champs ou les lacs poissonneux. Aujourd'hui, le regard doit aussi porter sur ce que l'humain a construit, érigé depuis son implantation sur un territoire.

Ce guide des paysages nous fait aussi prendre conscience de l'extraordinaire diversité d'attraits naturels, urbains et industriels que recèle la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Du fjord montagneux en passant par le lac Saint-Jean et ses vastes plaines, des immenses usines aux hautes cheminées aux petites maisons rurales, la richesse de la région sur ce point est impressionnante. Peu de régions au Québec et même au Canada, pour ne pas dire plus, permettent en quelques instants de passer rapidement d'un centre-ville grouillant à la candide campagne, ou d'un élément géographique particulier à un autre; diversité de relief, de couleurs, de végétaux, de rochers, presque à l'infini.

Tout en couleur et imprimé sur un papier de qualité, les 228 pages de l'ouvrage regorgent d'informations, de tableaux, de photos, de statistiques et de textes instructifs. C'est une véritable encyclopédie en miniature que nous offre le Conseil du loisir scientifique. Le livre est maintenant disponible dans la plupart des librairies et au Conseil du loisir scientifique, à Alma. On remarquera aussi la bibliographie complète et la qualité des photos, malheureusement parfois petites. C'est d'ailleurs le seul reproche que l'on peut faire au Conseil du loisir scientifique. Il est certain que ce livre devait être facilement transportable, à la marche ou en vélo, c'est la raison de son petit format. Mais une édition plus grande, pour la maison, aurait été appréciée, afin de bénéficier de photos plus grandes, donc plus détaillées. Mais outre ce reproche, c'est vraiment un livre que toutes les familles devraient se procurer, du moins celles qui aiment notre région. Il ravira autant les amateurs d'histoire que de nature, de géographie ou de bien d'autres disciplines.

Dany Côté



Nouvelle parution



Léo-Paul Hébert, *Mors précieuse de certains Algonquins et Montagnais : Éloge des Montagnais*, [Chez l'auteur],[2006]

Résumé : *Le père François de Crespieu, s.j. (1638-1702) fut missionnaire chez les Montagnais du Saguenay pendant une trentaine d'années, entre 1671 et 1707. Il rayonne entre Chicoutimi, le Lac-Saint-Jean et la Côte-Nord du Saint-Laurent. Le P. de Crespieu s'était fait Montagnais au point que son supérieur, le P. Claude Dablon, dira de lui : « Il tombe malade quand je le rappelle ici (Québec) quelque temps pour se reposer, et ce n'est pas plus tôt rentré dans les travaux de sa mission qu'il revient en santé. »*

De son contact avec les Montagnais, il tirera plusieurs écrits, dont les Mors pretiosa, dans lequel il fait l'éloge d'une cinquantaine de Montagnais(es). Il en ressort un portrait vivant de la société et de la chrétienté montagnaises. Crespieu admire les valeurs indiennes telles que la famille, l'hospitalité et la générosité. Il ne manque pas de souligner l'importance de la parole et de l'habileté des chasseurs. Ainsi Charles Tekouerimat avait été un remarquable chasseur (venator eximius) et un excellent chrétien. L'édition et la traduction française de cet ouvrage permettront l'accès à une source « précieuse » de l'histoire amérindienne.

EN BREF...

Assemblée générale annuelle

La Société historique du Saguenay convoque tous ses membres à son assemblée générale annuelle qui se tiendra :

le mercredi 26 avril 2006
à 19 h 00
à l'Université du Québec à Chicoutimi
au local PO-5000

À cette occasion, nous ferons le bilan des activités et des finances de la Société historique du Saguenay pour l'année qui se termine et procéderons aux élections des membres.

La présence de tous nos membres serait grandement appréciée.



Décès de Léo Brassard

Le 22 février dernier, nous apprenions le décès du frère Léo Brassard, cleric de Saint-Viateur. Originaire de Chicoutimi, ce dernier s'est intéressé à la biologie marine et aux sciences naturelles. Il a initié plusieurs générations d'étudiants aux sciences naturelles par la publication de la revue *Le Jeune Naturaliste* et par le mouvement des Jeunes Explos au Cap-Jaseux (Saint-Fulgence).

Il fut l'initiateur de plusieurs recherches scientifiques importantes effectuées au Saguenay par de réputés biologistes et collaborateurs à la revue *Saguenayensia* à ses heures ainsi que légataire d'archives à la Société historique du Saguenay (dossier concernant les grottes du Saguenay).

Nous offrons à tous les membres de la famille et aux proches de M. Brassard, nos sincères condoléances.



UN MOT DU PRÉSIDENT DE LA SHS

Chercher dans le passé ce qui dépasse le temps

Alfred Pellan



À nos abonnés et amis,

Aujourd'hui, cette pensée m'inspire pour m'adresser à vous. Présider les destinées de la Société historique du Saguenay, c'est prendre quotidiennement acte que le passé, ceinturé dans une des plus anciennes institutions régionales depuis 72 ans, dépasse le temps avec force et anticipation.

Des hommes et des femmes issus de ce passé ont créé hôpitaux, écoles, entreprises et université. Ils se sont intégrés dans la mondialisation, ont supporté une recherche vigoureuse et projeté la société régionale dans ce monde qui réclame nouveautés, innovations et projets d'avenir.

La Société historique du Saguenay, fondée en 1934 par un jeune prêtre professeur d'histoire, Mgr Victor Tremblay, traverse avec brio le temps. Elle a contribué et influencé par ses actions en muséologie, archivistique, généalogie, archéologie et en histoire une dynamique de premier niveau pour l'avancement de la région.

Depuis 46 ans déjà, la revue *Saguenayensia* pénètre dans vos foyers, institutions et bureaux d'affaires et alimente vos intérêts pour ce passé qui dépasse le temps. En plus de nombreux événements historiques déjà transmis par notre revue, nous sommes fiers de vous rappeler les actions les plus marquantes de notre passé.

- 1938 Création du drapeau du Saguenay;
- 1946 Établissement d'un secrétariat permanent;
- 1949 Mise sur pied de la section d'archéologie devenue en 1964 la Société d'archéologie du Saguenay;
- 1953 Organisation d'une section de généalogie devenue la Société de généalogie du Saguenay en 1978;
- 1954 Acquisition par la Société historique du Saguenay de la statue du Cap Trinité et du terrain qu'elle occupe;
- 1959 Bulletin de la Société historique du Saguenay qui fait place à la revue *Saguenayensia*;
- 1962 Création de la première Fondation Mgr-Victor-Tremblay;
- 1969 Fondation de l'Ordre des Vingt-et-Un. (Le premier récipiendaire fut Mgr Victor Tremblay);
- 1978 Prêt des collections de la Société historique du Saguenay aux Archives nationales du Québec à Chicoutimi;
- 1981 Centenaire de l'érection de la statue du Cap Trinité;
- 1986 Début de la parution des *Cahiers de Saguenayensia* et de l'*Histoire des municipalités*;
- 1997 Prêt pour 10 ans de 400 fonds d'archives et transfert de l'agrément à la Société d'archives Sagamie inc.;
- 2000 *Veillées de Saguenayensia* qui rejoignent les citoyens et leur font partager à diverses périodes, moments et événements de notre histoire régionale; Début du projet du guide de dépôt des archives de la Société historique du Saguenay;
- 2001 Début du projet de numérisation de photographies de la Société historique du Saguenay;
- 2003 Lancement des croisières historiques sur le Saguenay;
- 2004 Plan d'action et planification financière;
- 2005 Actualisation du plan d'action et résorption du déficit.

Je tiens au nom des membres du conseil d'administration à vous remercier pour votre support et votre renouvellement assidu à notre revue *Saguenayensia*. Je vous invite à offrir ou à suggérer cet abonnement à vos proches et amis.

Lorenzo Beaulieu, président

SITE ET MONUMENT

L'église Sainte-Cécile de Kénogami

par Dany Côté
Historien

L'extension progressive de la ville industrielle de Kénogami vers le nord et l'est, et l'augmentation de population qui en résulte, oblige la création d'une seconde paroisse à Kénogami, une deuxième après celle de Sainte-Famille. La paroisse Sainte-Cécile est fondée officiellement par l'évêque Georges Melançon le 30 juin 1947. Elle est placée sous l'invocation de Sainte-Cécile, vierge et martyre, dont la fête est célébrée le 22 novembre. Un premier curé résidant est nommé le 2 juillet 1947, Alfred Girard. Ouvrant dans la paroisse de Sainte-Agnès, dans la région de Charlevoix, il logera d'abord dans une maison acquise par l'évêque. Parallèlement, un presbytère temporaire est installé sur la rue Racine.

Il faut ensuite ériger un nouveau temple. Mais un tel processus exige de longues démarches. Entre temps, à partir de juillet 1947 et jusqu'en 1950, le sous-sol de l'école Saint-François-Xavier sert de chapelle pour les nouveaux paroissiens. Pendant ce temps, en avril 1948, on tient un vote secret pour déterminer l'endroit où sera construite la future église. Un premier terrain, localisé entre les rues Dupont, Sainte-Famille et Laval, appartenant à la compagnie Bergeron et fils, sera préféré au site du coin des rues Taschereau et Saint-François-Xavier, appelé aussi le Vieux Moulin.

Installée le long du futur boulevard Saguenay, avec ses portes dirigées vers l'est, l'église Sainte-Cécile est l'œuvre des architectes sherbrookois J.-Aimé Poulin et Albert Poulin et fut érigée par la firme Lamarre et Tremblay en moins de sept mois. Les travaux débutent le 20 mai 1950 et elle est ouverte en décembre 1950. L'église de pierres, provenant d'une carrière d'Alma, aura coûté 400 000 \$, montant financé par l'émission d'obligations. Construite en forme de croix, elle mesure 175 pieds de longueur par 100 pieds de largeur, par 33 pieds de hauteur. Sa cloche achetée à la Maison Dominique Gagné, de Montréal, pèse 2150 livres. Quant au sous-sol, il est conçu pour servir de centre paroissial d'une capacité de 700 personnes, grâce à son plancher incliné et sa scène.

L'église Sainte-Cécile servira comme lieu de culte pendant une cinquantaine d'années. Suite à la fondation de la nouvelle paroisse Saint-Matthieu, issue de la fusion des paroisses Sainte-Cécile et Sainte-Famille, elle est mise en vente à l'été 2001. Elle sera acquise quelques mois plus tard par un promoteur privé, André Reid, qui l'utilisera à quelques reprises comme salle de spectacle.



ANDC, Coll. de la SHS, n° 6128

ALCAN, UN ATOUT ÉCONOMIQUE IMPORTANT

POUR LE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

- 7 milliards \$
en investissements
dans les installations
régionales
au cours des vingt
dernières années
- 1 milliard \$
par année
en retombées
économiques

www.alcan.com



Saguenay construit l'avenir!

44 millions d'investissements en 2005 dont:



Palais des Sports

Un air de jeunesse pour le Palais des Sports
Un projet de 8,5 millions de dollars



Piste cyclable

1,7 million de dollars investis
dans le réseau des pistes cyclables



Terrain de soccer - football, un partenariat Saguenay / UQAC

Unique au Saguenay-Lac-Saint-Jean
Un stade de football et soccer de calibre national
Un projet de 2,3 millions de dollars

Ville de
Saguenay